

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES MANDATAIRES

AUX

HALLES CENTRALES DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1907,
à 3 heures.

PAR

Louis Paul RAINEAU

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. ALGLAVE, } *Professeurs.*
 { PLANIOL, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES MANDATAIRES

AUX

HALLES CENTRALES DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'Acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Vendredi 8 Novembre 1907, à 3 heures

PAR

Louis Paul RAINEAU



Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. ALGLAVE, } *Professeurs.*
 { PLANIOL, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1907

LES MANDATAIRES

AUX

HALLES CENTRALES DE PARIS

INTRODUCTION

Il existe une définition juridique des halles centrales. D'après l'art. 1^{er} de la loi du 11 juin 1896, les halles centrales constituent un marché de première main, à la criée ou à l'amiable des denrées alimentaires de gros et de demi-gros. Les ventes s'y opèrent suivant des règles déterminées par la loi précitée, et par le décret du 23 avril 1897. C'est là qu'ont lieu les transactions quotidiennes portant sur les denrées destinées à pourvoir à l'alimentation de la capitale. De même que la Bourse est le centre des valeurs, de même les halles constituent le point d'arrivée et le lieu de répartition des produits les plus divers de l'agriculture ; les denrées y acquièrent un cours abstrait sur lequel le facteur de convenance personnelle n'exerce aucune influence. Grâce à la grande publicité du marché des halles, la loi de la concurrence fonctionne dans toute sa plénitude ; elle n'est empêchée ni troublée par

aucune action individuelle. Les halles sont indispensables pour permettre l'écoulement des produits ; utiles aux consommateurs, à qui elles assurent d'une façon permanente la satisfaction de leurs besoins, elles ne sont pas moins nécessaires aux producteurs, qui, grâce à la grande étendue du marché, possèdent la quasi-certitude de placer leurs denrées. C'est grâce aux halles centrales que, depuis le plus modeste consommateur jusqu'au plus vaste établissement, chacun trouve réunis les produits indispensables pour la vie quotidienne.

Les halles centrales constituent l'organisme indispensable à l'alimentation de l'immense agglomération parisienne. On a pu dire d'elles, avec raison, « qu'il est impossible de concevoir un plus gigantesque marché économique, une plus formidable concentration d'offres et de demandes variées, incessantes. » (Du Maroussem et Guérie, *Les Halles centrales de Paris et l'alimentation*, Rousseau, 1894, p. 5). Il n'en a pas toujours été ainsi.

Jadis, les marchés ne gouvernaient qu'un rayon peu étendu ; les villes s'approvisionnaient des denrées qui leur étaient nécessaires dans les campagnes environnantes, et, en échange, elles leur fournissaient les produits de leur industrie. Or, dans tous les marchés limités surgissent des obstacles qui rendent impossible le libre fonctionnement de la concurrence. Les producteurs qui apportaient leurs récoltes au marché ne

constituaient pas un groupe assez important pour s'entendre en vue de fixer un prix unique à leurs denrées, et surtout ils se heurtaient à une puissance redoutable, celle des intermédiaires qui achetaient les produits agricoles pour les revendre et qui les accumulaient dans leurs entrepôts, en attendant l'occasion la plus favorable à une hausse de prix. Ces intermédiaires étaient une puissance avec laquelle devaient compter les producteurs, et qui imposait également sa loi aux consommateurs.

On s'explique ainsi la crainte traditionnelle et l'aversion profonde qu'a éprouvées l'ancien régime pour les accapareurs : les mesures que le Gouvernement d'alors avait prises à leur égard sont bien connues : défense de laisser séjourner les denrées sur les marchés après certaines heures imparties pour la vente, établissement d'un maximum des prix, obligation pour les producteurs de remporter leurs marchandises à l'expiration d'un certain délai indiqué pour la vente. Quand l'autorité n'intervenait pas, la coutume fixait le prix auquel devaient s'échanger les produits ; on entendait par juste prix le taux nécessaire pour rémunérer les frais de la production. Mais on n'admettait pas encore le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande : le juste prix devait être suffisant pour couvrir les frais de la production de chacun ; mais il n'apparaissait pas encore comme étant une conséquence nécessaire de la concurrence.

Dans chaque seigneurie, le seigneur concédait le marché du domaine seigneurial aux personnes auxquelles il avait accordé le droit d'exercer la profession agricole. La concurrence était ainsi entravée ; la coutume devait suppléer, comme régulateur des prix, aux obstacles apportés à la concurrence, mais elle n'autorisait pas des variations indéfinies des prix : c'était alors une idée reçue que le seul gain licite pour les producteurs était celui sans lequel l'agriculteur n'eut pu couvrir ses frais et maintenir sa situation. Les questions d'échange ont longtemps été envisagées à ce point de vue étroit ; Langenstein, qui avait été vice-chancelier de l'Université de Paris et qui fut nommé à l'Université de Vienne, en 1384, enseigne que tout homme peut déterminer de lui-même le juste prix des marchandises qu'il désire vendre, en comptant simplement ce dont il a besoin pour se maintenir au rang qui lui est assigné (W. J. Ashley, *Histoire des doctrines économiques de l'Angleterre*, t. II, p. 434, 451).

De nos jours, on explique autrement les lois qui gouvernent les échanges ; ce n'est plus la coutume qui fixe le prix des denrées, c'est sous l'influence régulatrice de la concurrence que les prix s'établissent. Les producteurs de toutes les régions de la France ne se déterminent à augmenter leur exploitation qu'en vue du profit qu'ils espèrent réaliser par le prix obtenu de leurs marchandises. Ils savent que le prix du marché dépend aujourd'hui uniquement du rapport

des quantités offertes et demandées. Quand les quantités offertes augmentent, le prix baisse ; quand elles diminuent, le prix s'élève. Donc, tandis qu'autrefois prédominait la notion du prix naturel, comprenant uniquement la somme nécessaire pour rémunérer les frais de la production et maintenir l'exploitation, aujourd'hui, on ne connaît plus que le prix courant ou prix du marché fixé par le rapport entre l'offre et la demande.

Le principal objectif de tout législateur désireux d'assurer la prospérité des marchés doit être de permettre le libre fonctionnement de la concurrence. En effet, les agriculteurs ne produisent des denrées bien supérieures au besoin de leur consommation personnelle qu'en vue du profit qu'ils réaliseront par l'échange ; or, ce profit résultera du prix, déterminé par la loi de l'offre et de la demande, qu'ils obtiendront de leurs denrées. Si les marchés se sont successivement étendus, depuis la chute de l'ancien régime, la cause en est la suppression de la plupart des obstacles naturels, qui, pendant longtemps, se sont opposés à la libre concurrence. Grâce au télégraphe et au téléphone, la distance n'existe plus pour les offres et les demandes de marchandises ; les produits des régions les plus éloignées peuvent être facilement transportés sur les marchés des grandes villes ; seules les barrières douanières entravent la circulation des marchandises entre les nations ; cependant il convient de ne pas

exagérer l'importance de cet obstacle ; les marchés des grandes capitales n'ont point été séparés par les droits protecteurs, au cours du xix^e siècle, puisque l'importance du commerce international s'est décuplée depuis le début du xix^e siècle.

Les crises mêmes qui sévissent sur l'agriculture n'exercent plus aujourd'hui qu'une influence secondaire sur les prix des marchés. D'abord les progrès de la chimie et des sciences annexes permettent d'en découvrir les causes et d'en neutraliser les effets ; en outre, le crédit et la spéculation sont utilement employés pour conjurer les crises.

Sous un régime de liberté où les marchés ont acquis une telle extension, de nouveaux rouages économiques sont apparus : il est nécessaire que des intermédiaires s'interposent entre les producteurs et les consommateurs. Jadis, les denrées agricoles étaient vendues sur le marché voisin : il était facile au producteur de s'aboucher directement avec le consommateur et de débattre ainsi les conditions de la vente. Mais aujourd'hui de semblables procédés commerciaux sont inutilisables. Une enseigne ne suffit plus pour guider le consommateur dans la recherche des produits qu'il désire acheter : il faut que tous les acheteurs épars sur les différents points d'une région puissent immédiatement être fixés sur l'état des approvisionnements des marchés et leurs prix.

Ainsi se sont formées des corporations d'hommes

qui ont pour but de centraliser les apports de produits et de les mettre à la disposition des demandes les plus variées qui, chaque jour, affluent sur le marché. Ce sont les mandataires aux halles, qui rendent accessible à la consommation parisienne les denrées produites sur tous les points du globe ; l'importance de leur rôle se conçoit donc immédiatement ; ils agissent en vue d'un double avantage : celui des consommateurs, celui des producteurs. Lorsque le prix d'une marchandise monte, la publicité, transmise à la fois par l'électricité et la vapeur, porte à la connaissance des producteurs qu'une quantité supplémentaire de marchandises est nécessaire pour faire face aux besoins du public. Dès que s'opère l'apport réclamé, le déficit alimentaire étant comblé, les prix baissent à l'avantage des consommateurs et les deux intérêts en conflit obtiennent ainsi satisfaction. Les mandataires rendent donc un véritable service public ; ils permettent à la concurrence de s'exercer librement. Il n'est plus permis aux producteurs d'ignorer les profits qu'ils peuvent retirer de la vente de leurs denrées sur tel ou tel marché ; d'autre part, les consommateurs sont informés immédiatement, et comme par une impression électrique, du prix qu'atteignent sur le marché tous les produits similaires. Le résultat de l'intervention des mandataires est donc favorable à tous : grâce à eux, la concurrence se régularise ; la production et la consommation s'équilibrent : les producteurs se portent

vers la branche la mieux rémunérée, et ils persistent dans cette direction jusqu'à ce que leurs profits diminuent. Les consommateurs voient en même temps leur situation améliorée, car ils obtiennent la plus grande quantité et la meilleure qualité de produits en échange de la moindre somme à déboursier.

La population est donc assurée de se procurer une masse sans cesse croissante de subsistances.

La conclusion de cet aperçu semblerait être que toute intervention de l'autorité dans le fonctionnement des marchés, et spécialement dans l'organisation des halles centrales doit être prohibée. En effet, en quoi se justifierait-elle ? Elle n'est plus d'aucune utilité, pour obtenir que la production réponde aux besoins de la consommation ; elle est encore superflue en tant qu'il s'agit de fixer le niveau des prix, puisque ceux-ci s'établissent d'eux-mêmes, grâce au mécanisme de la loi de l'offre et de la demande. Cependant, quels que soient ici les avantages de la liberté économique, on est obligé de reconnaître qu'une certaine contrainte s'impose comme indispensable, en vue de mieux assurer la liberté et la sécurité des offres et des demandes sur le marché des halles centrales. Le rôle des intermédiaires, en ce qui concerne les halles centrales exige la liberté, une initiative indépendante, en vue de rassembler, autant qu'il est possible, en un même lieu, toutes les denrées d'une même espèce ; à cette condition, seule, sera obtenu le bon marché, ou tout

au moins une diminution considérable des prix. Mais il importe que les mandataires n'abusent pas des pouvoirs et de l'influence qui dérivent de leur situation elle-même. Il convient de s'assurer, par un contrôle sérieux, qu'ils maintiennent l'égalité des entreprises et qu'ils ne favorisent pas la constitution de véritables monopoles au profit de quelques producteurs ou de certains consommateurs. Il faut surtout écarter les fraudes de tous genres, aussi bien que mettre obstacle aux ventes et aux reventes successives inspirées par une intention de pure spéculation (De la Mare, *Traité de la police*). Ce second point de vue éveille aussitôt l'idée d'un contrôle nécessaire conforme à l'ordre public et à la bonne foi.

Si les halles centrales ont été considérées avec raison comme formant la Bourse de l'alimentation (l'expression est consacrée par le décret du 22 janvier 1878), il convient de ne pas exagérer le sens de ces mots. Sans doute, les halles centrales constituent le mécanisme central du commerce parisien de l'alimentation, de même que la bourse des valeurs et la bourse de la rue du Louvre représentent le centre du trafic des valeurs et des marchandises. Sans doute encore, les halles centrales, au même titre que les bourses, ont pour objet d'assurer dans le temps et dans l'espace l'uniformité du prix des denrées et des marchandises similaires ; et elles garantissent ainsi aux acheteurs la stabilité des cours. Mais, entre les deux institutions,

une différence fondamentale s'aperçoit : les halles centrales sont seulement un lieu d'approvisionnement et ne constituent pas un centre de spéculation. Répondant à un besoin social, elles ne doivent pas être laissées entièrement libres : leur organisation doit, sous certains rapports, ressembler à celle d'un service public, et surtout l'agiotage doit être sévèrement proscrit.

Le problème est donc de concilier la liberté économique nécessaire au but poursuivi par l'institution avec une certaine réglementation administrative destinée à assurer le respect de l'ordre public et de la bonne foi. Il est essentiel, dans l'intérêt des producteurs comme des consommateurs eux-mêmes, que tout expéditeur qui envoie ses denrées aux halles centrales de Paris puisse considérer sa marchandise comme vendue et le prix qui la représente comme acquis, dès l'instant même de l'envoi. Là réside la différence avec un marché ordinaire, où les producteurs n'ont pas tous la certitude de placer leurs denrées, et, dans l'affirmative d'en toucher le prix. A cette condition seule, l'approvisionnement de Paris peut être assuré : une sécurité de ce genre ne saurait exister si les expéditeurs concevaient quelque doute sur la vente de leurs produits et l'encaissement du prix. Mais étant obligés d'utiliser le ministère des mandataires aux halles, les producteurs ne s'adresseront à eux avec confiance et ne se détermineront à leur expédier leurs

marchandises que s'ils reçoivent du législateur lui-même l'assurance que le prix leur sera sûrement et promptement réglé. Toute facture constatant l'expédition de denrées aux halles doit présenter, pour son détenteur, les mêmes avantages qu'une lettre de change revêtue de signatures nombreuses et solides. Il faut qu'elle constitue un titre de recouvrement certain. De telles garanties ne sont pas requises dans le seul intérêt des producteurs, si respectable qu'il paraisse ; elles sont avant tout destinées à assurer l'alimentation quotidienne de Paris et de sa banlieue, c'est-à-dire d'une agglomération de plus de 3 millions d'individus. On comprend, dès lors, que tout en maintenant le principe de la liberté de transaction, il soit nécessaire d'enserrer les halles centrales dans les liens d'une véritable organisation administrative, utile surtout pour réprimer des abus possibles de la part des mandataires, et de considérer cette bourse de l'alimentation comme constituant un service public. Ces considérations ont inspiré à toute époque le législateur : l'histoire des halles centrales et de la profession de mandataire se résume dans la description des mesures qui, aux différentes phases de l'histoire du commerce parisien de l'alimentation, ont été prises en vue d'assurer une fixation régulière des prix tout en prévenant le public des producteurs ou des consommateurs contre les fraudes redoutées de la part des intermédiaires.

Pour l'étude du sujet, nous adopterons le plan suivant :

Chapitre I^{er}. — Historique de la réglementation des Halles centrales ;

Chapitre II. — L'organisation actuelle des halles centrales et de la profession de mandataire (loi du 11 juin 1896, décrets et ordonnances subséquents) ;

Chapitre III. — Les réformes possibles. Comparaison avec les institutions étrangères.

CHAPITRE PREMIER

Historique de la réglementation des halles centrales.

L'histoire des halles centrales, intimement liée à celle de la capitale elle-même, n'est que la description de leur importance sans cesse croissante, due aux progrès de la civilisation et à l'extension successive de la population parisienne. Celle-ci se contente, au début, d'approvisionnements peu importants ; mais bientôt elle réclame des emplacements mieux aménagés et des entrepôts plus vastes.

L'origine des halles centrales remonte au ^{xii}^e siècle ; à cette époque, Louis-le-Gros créa le marché des Champeaux. Auparavant, il n'y avait qu'un seul marché : le marché Palu, situé à côté d'une église, nommée Saint-Germain-le-Vieil ; il suffisait aux besoins de tous. Louis-le-Gros eut l'ambition de donner à la capitale un marché digne d'elle : il fut édifié sur un terrain (Campelli) qui couvrait l'espace, très considérable, occupé aujourd'hui par la rue Croix-des-Petits-Champs (Maxime du Camp, *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie*, 8^{me} éd., Hachette, 1894, t. II,

p. 115). Ce marché fut agrandi par Philippe-Auguste ; il était réservé d'abord aux merciers et aux changeurs. En 1183, Philippe-Auguste transféra dans son enceinte la foire dite de Saint-Ladre, foire permanente, dont il avait racheté le privilège à la maladrerie de Saint-Lazare. Les emplacements furent alors clos de murs, recouverts d'un abri destiné à préserver les trafiquants contre les intempéries, et on y vendit toutes sortes de marchandises. Dès lors, le mot « halles » fut couramment employé.

Quelques linguistes prétendent découvrir l'origine de ce mot dans des expressions de basse latinité employées au titre 67, § 5 de la loi des Ripuaires (*in circulo et in hallâ*), c'est-à-dire sous la halle de ramée. Dans cette opinion, cette expression désignerait donc un abri couvert. Mais il est plus vraisemblable de penser que le marché des Champaux prit le nom de halles parce que chacun y allait (cf. Gilles-Corrozet, cité par Max. du Camp, p. 116).

Pendant tout le moyen-âge, les halles ressemblent plutôt à un immense bazar qu'à un entrepôt d'alimentation. On y trouve non seulement des marchands de comestibles, mais des individus qui s'y livrent à des commerces les plus divers (chanvres, friperies, cordonnerie, armes, etc.) Chaque corps de métier avait sa rue spéciale : quelques-unes d'entre elles ont gardé leur ancien nom (rues de la Ferronnerie, de la Cossonnerie (volailles), de la Lingerie, de la Cordonnerie).

C'était l'époque où la vie corporative était le plus animée dans le grand marché parisien. Les marchands y affluaient ; ils venaient de la banlieue et même de la province : Amiens, Beauvais, Corbeil, Pontoise étaient représentés par des négociants qui disposaient d'emplacements nombreux, où la vente était très active. « Si vous en avez le désir et les moyens, écrit au ^{xiv}^e siècle Jean de Jeandun, dans son *Tractatus de laudibus parisiis*, cité par Max. du Camp, p. 354), vous pourrez acheter tous les genres d'ornements que l'industrie la plus exercée, l'esprit le plus inventif se hâte d'imaginer pour combler tous vos désirs... Dans quelques endroits des parties inférieures de ce marché, et pour ainsi dire sous des amas, des monceaux d'autres marchandises, se trouvent des draps plus beaux les uns que les autres ; dans d'autres, de superbes pelisses, les unes faites de peaux de bêtes, les autres d'étoffes de soie, d'autres enfin composées de matières délicates et étrangères dont j'avoue ne pas connaître les noms latins ».

Les commerçants qui bénéficiaient d'emplacements spéciaux acquittaient des taxes appelées droits de tonlieu, de halage et de hauban, qui s'élevaient à 908 livres parisis. Ces impôts désignaient une taxe d'abri et une autre correspondant à notre impôt actuel des patentes. L'impôt des patentes s'appliquait, à cette époque même, aux regrattiers ; toutefois, ceux-ci n'étaient astreints qu'au paiement du demi droit.

Mais l'un des plus sérieux obstacles à l'arrivée des marchandises aux halles résultait des nombreuses taxes de péage imposées au profit du Trésor public ou des seigneurs, ou enfin de la hanse des marchands parisiens, aux denrées transportées par terre ou par eau. Sur les routes du nord, le trafic était empêché par les droits de traverse des seigneurs ou des abbayes. D'autre part, tout expéditeur qui ne figurait pas au nombre des bourgeois hansés ne pouvait envoyer ses marchandises par le bateau que jusqu'au pont de Mantes. De Mantes à Paris, le prévôt des marchands n'accordait le libre passage que moyennant l'abandon de moitié de la cargaison ou du bénéfice en cas de vente.

Malgré la création des Halles centrales, il y avait des denrées pour lesquelles certains marchés restaient exclusivement désignés : « On ne vendait du porc qu'à Saint-Germain, du mouton qu'à Saint-Marceau, du bœuf qu'à la halle du Châtelet. » (Alexis Monteil, *Histoire des Français des divers États*, t. I, p. 31). Cette coutume persista jusqu'au milieu du xvi^e siècle : c'est ainsi qu'une ordonnance de novembre 1546 assigne au marché du pain quatre emplacements : les halles, le cimetière Saint-Jean, la rue Neuve-Dame et la place Maubert. Par suite de ce défaut de centralisation, les habitants, pour se procurer les aliments nécessaires à l'existence, devaient entreprendre une série de courses qui entraînaient de sérieuses pertes

de temps. La royauté comprit que la création des halles n'offrait d'utilité qu'à la condition de rassembler toutes les denrées alimentaires en un même endroit. Aussi, sans abolir immédiatement un état de choses contraire aux intérêts bien entendus de l'approvisionnement du public, le pouvoir royal prescrivit, dès le ^{xiii}^e siècle, aux bouchers, charcutiers et autres marchands de victuailles, de cesser toutes ventes pendant la durée de la foire Saint-Ladre, qui, depuis qu'elle se tenait aux halles, durait seulement 17 jours. C'était une première tentative en vue de concentrer sur un seul point la multiplicité des entreprises d'alimentation.

A l'occasion de la reconstruction des halles devenue nécessaire en raison de l'accroissement de la population parisienne et qui, commencée en 1543, fut terminée en 1572, une ordonnance de police du 28 septembre 1590 eût pour objet de contraindre les approvisionneurs à centraliser leurs industries : « Il est fait défense à ceux qui amènent des vivres en cette ville pour vendre, de les descendre ailleurs qu'ès halles et places publiques accoutumées, pour y être vendues ; et à toute personne d'acheter ailleurs qu'ès dites halles et places publiques, le tout sous peine de confiscation et d'amende arbitraire, de laquelle le tiers sera appliqué au paiement des salaires des sergents qui seront employés à l'exécution de la présente ordonnance. » (De La Mare, *Traité de la police*, t. II,

p. 9). L'ordonnance interdit en outre d'emmagasiner les vivres et prescrit aux marchands de les vendre eux-mêmes sans intermédiaire d'aucune sorte.

On voit donc dès cette époque apparaître la préoccupation de réprimer des abus commis par les marchands des halles au détriment des expéditeurs.

Les halles subsistèrent en cet état pendant plusieurs siècles ; elles étaient composées à la fois de galeries couvertes et de marchés à ciel ouvert. Dans les galeries à ciel ouvert, se vendaient les farines, les chanvres, la poterie, la boissellerie, les beurres au détail, les œufs, les légumes, les fleurs et les poissons d'eau douce. La vente des grains et du porc frais et salé n'avait lieu que deux jours par semaine ; le samedi était réservé au commerce des chandelles et le jeudi au commerce du beurre de Gournay. (Rapport du baron de Ladoucette, à la Chambre des députés, lors de la préparation de la loi de 1896, Annexe au procès-verbal de la séance du 12 juillet 1892, p. 6).

Il y avait des prescriptions très strictes relativement au commerce du poisson d'eau douce ; des différences étaient établies, suivant les corporations pour les marchands de poissons et les pêcheurs : les pêcheurs de la Marne et de la Seine n'avaient pas la faculté de recourir à des intermédiaires pour la vente de leurs marchandises ; ils étaient tenus de l'offrir directement au public. Un règlement tout différent s'appliquait aux marchands de poissons qui s'approvisionnaient aux

étangs et rivières du Berry, du Nivernais, de la Bourgogne et de la Champagne ; ils n'avaient le droit de vendre à la clientèle parisienne qu'après la visite des jurés-vendeurs, qui étaient chargés à cette époque d'une mission analogue à celle dévolue actuellement aux représentants de la Préfecture de police. Les consommateurs étaient protégés par certaines ordonnances ; on voulait éviter une hausse des prix qui leur eût été préjudiciable ; aussi les dames détaillantes ne pouvaient acheter le poisson d'eau douce aux halles avant une heure déterminée.

Des prescriptions encore plus minutieuses gouvernaient la vente du poisson de mer : leur observation était confiée aux jurés-vendeurs, qui étaient de véritables officiers publics admis à prélever une commission en échange des services qu'ils rendaient, mais astreints à l'obligation de s'interdire tout acte de commerce. Dès que les voitures apportant le poisson de mer étaient signalées, les jurés-vendeurs, au nombre de 10 (ils avaient été 20 au début), les attendaient devant chacun de leurs 10 postes où les voitures devaient s'arrêter dans l'ordre des places. Les paniers de poissons étaient d'abord remis à un service corporatif de manutention ; c'était les jurés déchargeurs et compteurs, véritables précurseurs des forts d'aujourd'hui ; ils devaient éviter les vols et les disputes. Créés au nombre de 8, ainsi qu'il résulte d'un arrêt du Conseil du 8 avril 1564, et portés ultérieurement à 12, ils

déchargeaient les paniers de poissons et comptaient ceux-ci dans les mannes, tandis que les jurés-vendeurs n'avaient d'autre mission que de présider à la vente. Ceux-ci, nommés à l'élection, jouissaient d'une grande autorité sur le public. Un édit de Louis XII du 21 juillet 1507, avait présidé leurs fonctions ; grâce à leur présence, les expéditeurs étaient assurés qu'ils récupéreraient le prix de leurs marchandises ; les jurés-vendeurs devaient, en effet, faire aux chasse-marées l'avance des fonds que les poissonniers détaillants ne pouvaient verser qu'après le débit de la journée (Du Maroussem et Guérie, *Ibid.*, p. 52).

On se préoccupait donc, déjà, au xvr^e siècle, de fournir des garanties aux expéditeurs en vue d'assurer la régularité de l'alimentation parisienne.

Le marché en gros du poisson de mer frais se tenait sur un emplacement appelé le fief d'Alby ou de Hal-lebrick : la vente avait lieu au parquet de la marée ; jusqu'à l'issue des criées officielles, l'accès en était interdit aux détaillantes, c'est-à-dire aux dames de la halle. Ces dernières constituaient également une corporation investie de certains privilèges et notamment de celui de complimenter le roi dans les cérémonies solennelles. Mais elles s'arrogeaient un autre privilège : elles étaient renommées pour leur intempérance de langage, ce qui avait fait dire à Villon : « Il n'est si bon bec que de Paris ». Il faut croire que leurs écarts de langage étaient fréquents, car une ordonnance de

police du 22 août 1738 leur défendit, sous peine de 100 livres d'amende et de prison, d'insulter les passants. L'accès de leur corporation n'était permis qu'à celles qui avaient obtenu des lettres de regrat, dont le coût était de 6 livres 17 sols.

A la fin du ^{xvii}^e siècle, l'institution des jurés-vendeurs avait donné de si bons résultats au point de vue tant de la salubrité que de l'interdiction des surprix exagérés, qu'un édit du 25 janvier 1690, imposa leur intervention à tous les vendeurs de denrées sur les marchés des halles. Mais, facilité par les mesures précitées, l'approvisionnement de Paris rencontrait des obstacles d'une autre nature. Sans parler du mauvais état et du petit nombre des routes, des taxes très lourdes frappaient les expéditeurs qui envoyaient leurs produits à Paris. Nous connaissons celles qui s'appliquaient aux marchandises transportées par bateau : les arrivages par terre supportaient également une redevance au profit de la hanse parisienne ; d'autre part, un droit de criage, sorte d'impôt proportionnel, était perçu chez les taverniers. Ce n'était pas d'ailleurs des taxes encaissées par le Trésor public ; elles ne revêtirent ce caractère qu'au ^{xviii}^e siècle, lorsque la royauté eût repris la direction de tous les services publics. Loin d'atténuer ces impôts, la royauté en éleva le taux et en imagina de nouveaux, notamment les taxes de domaine et de barrage qui correspondent à peu près aux droits d'entrée actuels.

Outre l'insuffisance des routes et le poids des impôts, le transport des denrées à Paris était encore entravé par les ordonnances qui, en dehors des 5 grosses fermes, interdisaient l'importation des céréales d'une province dans une autre. Tant que ce régime prohibitif subsista, l'importance du trafic des halles ne put s'accroître suivant les besoins de la consommation.

Au xviii^e siècle, les barrières intérieures s'aplanirent peu à peu, et, par suite, les halles prirent une extension nouvelle. Mais, au moment où cette institution réalisait ainsi des progrès notables, elle faillit être compromise par une autre série de mesures, les pouvoirs publics ayant voulu élargir la mission des jurés-vendeurs et les transformer en véritables agents fiscaux. Ils avaient été créés en vue d'éviter aux expéditeurs le souci de choisir des mandataires fidèles et d'écarter les fraudeurs. Si les jurés-vendeurs avaient été maintenus avec ces seules attributions, la corporation aurait continué à jouir de l'estime générale, car elle assurait aux expéditeurs les garanties que ceux-ci trouvent aujourd'hui auprès des mandataires aux halles. Les jurés-vendeurs enregistraient les déclarations de vente, payaient immédiatement les marchands forains sans que ceux-ci fussent obligés d'attendre la fin de la journée et évitaient aux expéditeurs l'aléa d'une vente incertaine. Mais ils furent chargés par la suite de prélever, indépendamment de leur commission, un droit

sur les ventes (le sou par livre). Le Trésor espérait ainsi se procurer des ressources extraordinaires.

Le caractère de l'institution des jurés-vendeurs se modifia donc profondément au cours du XVIII^e siècle : ils cessèrent de représenter exclusivement les intérêts du producteur, et par là même du public : l'Etat vit surtout en eux des collecteurs d'impôts. Dès lors, une réaction se produisit contre eux dans l'opinion publique ; ils tombèrent en défaveur et Turgot lui-même partage sur ce point l'opinion de son temps. On en trouve la preuve dans l'édit de 1776 : « La résolution où nous sommes, dit le préambule, de porter notre attention sur tout ce qui peut procurer des soulagements à nos sujets, nous a déterminé à nous faire représenter les différents édits par lesquels les rois nos prédécesseurs ont successivement créé, supprimé, puis rétabli les différents offices dont la plus grande partie existe encore sur les ports, quais, halles et marchés de notre ville de Paris, et les droits de différentes natures attribués à ces offices.

Nous avons reconnu, par les seules époques de leur création, qu'ils doivent leur origine à des besoins extraordinaires de l'Etat dans des temps de calamité. (Cité par le baron de Ladoucette, p. 9). Louis XVI perdait ainsi complètement de vue le but propre de l'institution des jurés-vendeurs ; et, pour d'autres motifs, ce jugement erroné allait être confirmé par la Révolution.

La Constituante se montra en effet hostile aux associations. Professant des doctrines individualistes trop absolues ou plutôt ne comprenant pas que l'association permet de réaliser un but que les efforts individuels demeurent impuissants à atteindre, elle proscrivit, par la fameuse loi Chapelier des 2-17 juin 1791, la faculté pour les gens de même métier de se constituer en syndicat ou association. Cette réforme, qui avait pour but de combattre les jurandes et les maîtrises de l'ancien régime, allait exercer une influence sur le mouvement corporatif pendant tout le cours du XIX^e siècle. A notre point de vue, elle entraîna comme conséquence immédiate la disparition des syndicats de jurés-vendeurs ; dès lors, aucun contrôle ne présida plus, aux halles, à la loyauté des transactions. Aussi la loi de 1791 ne tarda pas à porter ses fruits, et les marchés parisiens furent infestés par la fraude.

En présence des plaintes nombreuses qui se manifestèrent, devant des abus qui risquaient de compromettre l'alimentation de Paris, le Préfet de police dut aviser et prendre des mesures destinées à rassurer à la fois les producteurs et les consommateurs. Ce fut l'objet des 3 ordonnances de police des 22 prairial an VIII, 8 frimaire an X et 22 ventôse an XII, qui rétablirent successivement les facteurs au beurre, à la marée et à la volaille, leur attribuant de 1 1/2 à 2 1/2 % du produit des ventes. La direction des halles était ainsi confiée, d'une manière générale, à

la Préfecture de police. Ces ordonnances tenaient compte heureusement de l'intérêt général, mais elles se heurtaient à la loi Chapelier dont la portée certaine était d'interdire, ou tout au moins de restreindre le plus possible, les corporations. Aussi le Gouvernement commença-t-il par contester la régularité de ces ordonnances. Dans une lettre au chef de l'Etat, le Ministre de l'Intérieur de l'époque élevait les objections suivantes contre les ordonnances précitées : « Je remarque que les ordonnances par lesquelles M. le Préfet de police a créé des facteurs, leur a donné une sorte de privilège, les a assujettis à des cautionnements, a institué des pensions de retraites, ne sont pas absolument régulières. Elles rappellent, il est vrai, d'anciens règlements ; mais ceux-ci étaient ou implicitement détruits par l'esprit général de la nouvelle législation, ou explicitement abolis par les lois relatives à la liberté des professions. Il aurait donc fallu, pour les faire revivre, des lois ou des décrets » (Cité par Leberquier, *l'Administration de la ville de Paris*, 1868, p. 344 et 345). Le Gouvernement écarta, à bon droit, les critiques formulées par le Ministre, et, par un décret du 21 septembre 1807, il ratifia les ordonnances qui avaient été soumises à son approbation.

Dès lors, un partage d'attributions, qui devait soulever d'assez graves conflits au cours du XIX^e siècle, prit naissance entre la Préfecture de police et la

Préfecture de la Seine. L'institution de facteurs privilégiés étant maintenue, la Préfecture de police conserva le droit de leur louer des emplacements dans les halles afin de rendre possible l'exercice de leur profession ; de plus, les taxes sur la marée et la volaille, le gibier, la farine et les œufs furent perçues comme jadis par les facteurs pour le compte de la ville. Quant à la Préfecture de la Seine, elle n'était représentée dans l'organisation des halles que par des inspecteurs possédant seulement un pouvoir de contrôle.

Il va sans dire que l'administration de la ville de Paris ne cessa de réclamer pour elle une plus large part d'attributions ; le conflit qui s'engagea à cet égard devint, à un certain moment si aigu que le débat fut porté en 1836 et en 1837 devant la Cour des Comptes. Celle-ci donna raison à la Préfecture de la Seine. Il lui parut que le régime qui avait été adopté en 1807 était illégal à un double point de vue : d'abord, il heurtait formellement les principes adoptés par la loi Chapelier, hostile aux corporations. D'autre part, confier à de simples particuliers (les facteurs aux halles ne possédant aucun caractère officiel) la perception de certaines taxes semblait contraire aux règles générales de la législation financière française. En conséquence, le Ministre de l'Intérieur fut invité par la ville de Paris à retirer à la Préfecture de police le droit d'établir et de percevoir des taxes dans l'enceinte des halles, de semblables attributions fiscales ne

pouvant être exercées que par le Préfet de la Seine, le Conseil général et le receveur municipal.

En définitive, la principale difficulté provenait de ce que les deux administrations en conflit ne s'accordaient pas sur le caractère à attribuer aux facteurs aux halles.

Pour mettre fin à la dissension qui régnait entre les deux services, le Gouvernement du second Empire promulgua, le 10 octobre 1859, un décret aux termes duquel l'assiette et la perception des taxes municipales ainsi que l'établissement des tarifs étaient dévolus au Préfet de la Seine. Quant au Préfet de police, ses attributions devenaient toutes différentes : il demeurerait uniquement chargé de maintenir le bon ordre, de s'assurer de la loyauté des transactions, et de veiller à la salubrité du marché. Mais à peine cette disposition fut-elle entrée en vigueur, qu'elle souleva de nouvelles difficultés, toujours pour le même motif : l'incertitude qui régnait sur le caractère juridique des facteurs aux halles. Était-ce de simples intermédiaires dépourvus de toute mission sociale ? ou bien ne fallait-il pas, au contraire, les assimiler à de véritables fonctionnaires ? L'une et l'autre thèse avaient été soutenues, et la Préfecture de police comme celle de la Seine s'étaient efforcées de trouver des arguments de nature à justifier le rôle prépondérant que chacune ambitionnait.

À la suite du décret de 1859, chacun des deux Préfets

revendiqua pour lui la nomination des agents préposés au contrôle des ventes à la criée. Comme précédemment, chacun s'appuyait sur les termes mêmes de la disposition législative pour soutenir le bien fondé de ses prétentions. Le Préfet de police affirmait qu'il lui serait impossible d'accomplir sa mission, de tenir la main à la salubrité et à la loyauté du marché, s'il ne pouvait exercer une surveillance directe sur les halles en désignant lui-même les agents chargés du contrôle des approvisionnements. A quoi le Préfet de la Seine répondait que les intérêts de la caisse municipale seraient compromis s'il ne choisissait pas personnellement les agents délégués à la perception des taxes. De nouveau, le Ministre de l'Intérieur, M. Billault, fut saisi du litige.

A la différence de ses prédécesseurs, qui s'étaient montrés favorables au Préfet de la Seine, M. Billault déclara, par une décision du 27 décembre 1859, que, dans l'intérêt commun des expéditeurs et des consommateurs, les agents chargés du contrôle des ventes devaient être placés sous la seule autorité du Préfet de police. La Préfecture de la Seine ne désarma pas cependant.

En 1860, la Préfecture de la Seine voulut manifester ses pouvoirs propres en créant un service de contrôle analogue à celui de la Préfecture de police et fonctionnant à côté de ce dernier. Par l'effet de cette décision, le contrôle des ventes à la criée fut

effectué par deux catégories d'agents : ceux de la Préfecture de police et ceux de la Préfecture de la Seine. Ce dernier service proposa même d'aller plus loin : il s'agissait de remplacer les facteurs par des fonctionnaires municipaux rétribués, non par une commission, mais par un traitement fixe, et astreints à la nécessité de déposer un cautionnement. On aurait ainsi organisé une catégorie d'officiers publics exerçant un rôle analogue à celui des commissaires-pri-seurs ou des courtiers : la vente en gros dans l'enceinte des halles aurait eu lieu seulement par leur ministère. Ils auraient été tenus par des obligations correspondant à leurs droits et notamment l'interdiction de faire le commerce se serait appliquée à leur rencontre. L'organisation projetée par la Préfecture de la Seine en 1860 comportait encore la création d'une caisse municipale, destinée à centraliser le montant des ventes quotidiennes et à régler les comptes des expéditeurs.

Ce plan était ingénieusement conçu ; mais les critiques inhérentes à toute intervention de l'Etat, du département ou d'une commune pouvaient être dirigées avec raison contre cette innovation. Toutes les fois que le rouage du fonctionnarisme est substitué à l'initiative privée dans l'organisation des échanges, la réforme peut incontestablement présenter des avantages pour les particuliers, en ce sens qu'ils sont garantis contre toutes les fraudes et assurés d'être soigneusement tenus au courant de la vente de leurs denrées ; mais, à

d'autres égards, l'organisation du contrôle des ventes aux halles en service public ne va pas sans de sérieux inconvénients, dont les plus graves sont que les renseignements à fournir aux expéditeurs sur les arrivages, le cours des marchandises et les besoins de la population supposent des connaissances techniques et une expérience commerciale que ne possèdent pas toujours les fonctionnaires.

D'autre part, toutes les fois que l'Etat ou un service public assume un service nouveau, il ne manque pas de proclamer son irresponsabilité dans l'exercice des fonctions nouvelles qu'il entreprend. Ce principe est gros de conséquences, en ce qui concerne les halles. Si les expéditeurs sont privés de tout recours contre les intermédiaires qui vendraient mal par suite de leurs connaissances insuffisantes du marché, ne risque-t-on pas de les décourager et de les porter à diriger leurs produits vers d'autres débouchés ?

Ces motifs parurent déterminants en 1860, et l'institution des facteurs, qui était menacée de disparaître, fut maintenue avec ses prérogatives.

Mais, après avoir échappé au danger d'une manœuvre politique, elle se trouva exposée bientôt à de nouvelles attaques émanant de ceux qui, conquis au libre-échange, songeaient à supprimer tous les monopoles. C'était l'époque où, sur l'exemple par l'Angleterre, l'Europe entière acceptait les conséquences du libre-échange. De même que les barrières s'abais-

saient entre les frontières, de même tous les obstacles qui s'opposent à la liberté des transactions dans l'intérieur d'un pays semblaient condamnées à disparaître.

Une sous-commission, nommée en 1869, demanda avec insistance la suppression du monopole des facteurs aux halles et revendiqua, pour les expéditeurs, la faculté d'opter entre les transactions amiables et les ventes à la criée. Quelques-uns allaient même plus loin, et admettaient le principe de l'intervention facultative des facteurs même pour les ventes à la criée. Le débat, qui était sur le point de s'engager à cette époque, fut interrompu par les événements de 1870 et 1871.

Mais, sous la 3^e République, la controverse relative à l'opportunité du maintien des facteurs reparut, et en même temps se ranima le désaccord traditionnel entre la Préfecture de police et la Préfecture de la Seine au sujet de la réglementation des halles centrales. Le conseil municipal voulait que le contrôle des halles fut maintenu au profit de la seule Préfecture de la Seine. Toute autre organisation lui paraissait défectueuse. A quoi le Préfet de police, M. Léon Renault, répondit que, sans une loi formelle, il n'était pas possible d'admettre que l'une des deux Préfectures exerçât une prééminence sur l'autre.

La querelle persistant entre les deux Préfectures mit l'obstacle à la création de la commission composée de conseillers municipaux et de fonctionnaires, dans

laquelle le conseil municipal de Paris avait confiance pour la solution du point de savoir si le rattachement du service des halles à la Préfecture de la Seine, était conforme à l'intérêt public.

Les choses en étaient là, lorsque survint le fameux procès de la Vallée, qui rendit impossible le maintien du statu quo (cf. le rapport de M. le baron de Ladoucette, Ch., séance du 26 juin 1893, *J. O.*, p. 1827, col. 3). Des fraudes considérables avaient été commises au détriment de la ville de Paris. Avant 1878, les marchandises qui étaient expédiées à Paris, aux halles pour y être vendues en gros, n'étaient pas soumises aux droits d'octroi ; elles étaient assujetties à une taxe *ad valorem*, qui représentait à la fois les droits d'octroi et le prix de location du terrain. Cette taxe était avancée par les facteurs, qui s'en récupéraient ensuite auprès des expéditeurs. Pour éviter des erreurs ou des malversations, un employé de la Préfecture de la Seine vérifiait les transactions passées par les facteurs et qui servaient de base à la perception de la taxe.

Malgré ce système de surveillance, des fraudes énormes furent commises ; les fonctionnaires qui étaient chargés de la surveillance se bornaient à transcrire sur leurs rapports, les chiffres inscrits sur les registres des contrôles, sans y apporter aucune modification ; un semblable contrôle ne présentait donc aucune garantie, et on s'aperçut que les denrées expé-

diées aux halles avaient échappé dans la proportion de 40 % à tout impôt. Les scandales qui furent ainsi révélés émurent l'opinion publique, et les taxes *ad valorem* furent converties en droits d'abri ; en même temps le conseil municipal revendiqua de nouveau un contrôle qui, en d'autres mains, se montrait si négligent.

Le Gouvernement nomma une commission destinée à rétablir l'ordre sur le grand marché des halles centrales. Cette commission élaborait un travail dont les conclusions s'efforcèrent de justifier la suppression du monopole du factorat, et, d'autre part, d'apaiser le conflit qui, depuis si longtemps, avait tendu les rapports entre les deux Préfectures. La commission reconnaissait la nécessité de conserver la vente à la criée et de la confier à des agents spéciaux ; mais elle supprimait, en même temps, le monopole des facteurs et admettait que la vente à l'amiable pouvait être faite par toute personne sans aucune condition et aucun contrôle. En ce qui concerne les rapports entre la Préfecture de la Seine et la Préfecture de police, ils étaient réglés de la façon suivante : la Préfecture de la Seine, pour chaque carreau et pour chaque pavillon, indique l'emplacement réservé à telle espèce de denrée. Quant à la Préfecture de police, elle répartit les postes entre chaque intéressé ; elle désigne les places réservées à chaque vendeur.

La première objection que soulève une pareille ré-

glementation, c'est que ce dualisme d'attributions nécessite une double dépense dont les contribuables supportent, en définitive, les frais.

D'autre part, une grave lacune résultait de ce que les fonctions de facteur aux halles et les conditions destinées à assurer leur recrutement, ne faisaient pas l'objet d'une réglementation suffisamment précise. Le rapport de la commission avait abouti au décret du 22 janvier 1878. Mais, depuis comme avant le décret, on n'était pas fixé sur le rôle exact des facteurs. Lorsqu'on ouvre le livre de MM. Du Maroussem et C. Guérie, qui a été écrit, alors que le décret de 1878 était encore en vigueur, on constate l'incertitude des auteurs sur la définition à donner. Ils rappellent que, dans son rapport, M. Bouchard (préparation du décret de 1878), constate que le facteur n'est ni un agent de change, ni un commissaire-priseur ; mais il ne dit pas en quoi consistent ses fonctions. Pour MM. Du Maroussem et C. Guérie, il serait plus exact de les dénommer un agent commercial exceptionnel, incapable toutefois d'exercer le commerce direct ou indirect des marchandises qu'il est chargé de vendre (p. 79).

Afin d'apprécier le rôle exact du facteur aux halles, il convient de se rendre compte du prodigieux mouvement d'affaires auquel il participe. Les marchandises qu'il est chargé de vendre proviennent, non seulement de la France entière, mais encore de l'étranger. Indépendamment des départements, même les plus éloi-

gnés, qui sont mis à contribution pour assurer la vie de chaque jour aux habitants de Paris, des expéditions importantes proviennent aux halles de l'étranger. L'Allemagne, l'Autriche, l'Angleterre, la Hollande et surtout la Belgique envoient chaque jour aux halles des stocks considérables de denrées. Il est de l'intérêt des Parisiens qu'aucun ralentissement ne soit apporté à ces transactions, sous peine de rendre difficile la solution du problème de l'alimentation de la population parisienne. Lorsqu'on songe à toutes les nécessités auxquelles répondent les halles, on conçoit que les pouvoirs publics aient le devoir d'exiger la loyauté la plus complète dans les transactions quotidiennes.

Les auteurs du décret de 1878 se sont assurément inspirés de cette idée, et ils ont pensé que le marché parisien était suffisamment garanti contre les abus. En ce qui concerne les intermédiaires, le décret de 1878 maintient entre eux la libre concurrence ; le législateur de 1878 s'est appuyé, pour ne pas apporter de modifications au régime existant, sur les chiffres accusés par la statistique et desquels il résulte que le nombre des envois faits aux halles n'a cessé de s'accroître (enquête de M. Velter, président de l'un des deux syndicats de facteurs existant aux halles).

Mais on a remarqué avec raison que la progression du mouvement des affaires aux halles n'était pas en rapport avec l'accroissement de la population. On a insisté surtout sur cette constatation que, de 1876 à

1886, la population s'est accrue de 32 %, tandis que l'augmentation des expéditions n'a atteint que 25 % (rapport de M. de Ladoucette, p. 21). Une pareille constatation est de nature à causer des inquiétudes, car tout ralentissement dans les transactions des halles peut exercer la répercussion la plus grave sur la vie parisienne.

Le décret de 1878 assurait-il suffisamment la satisfaction des intérêts de la capitale ? Pour répondre à cette question, il est essentiel d'examiner comment ce décret réglementait l'organisation des ventes en gros. Avant 1878, ces ventes en gros s'accomplissaient par l'intermédiaire des facteurs. Mais leur monopole fut supprimé après la révélation des scandales de la Vallée. Dès lors, l'accès du commerce des halles fut ouvert, peut-on dire, à tous les intermédiaires. L'intervention de l'autorité était réduite à son minimum. Le décret de 1878 ne s'est pas montré bien sévère à cet égard. Il lui paraît que les conditions nécessaires à un bon recrutement sont réunies au moyen des prescriptions suivantes : « Nul ne pourra être inscrit comme facteur sur le registre ouvert, à cet effet, au Tribunal de commerce, s'il n'est Français, majeur de 25 ans, s'il ne jouit de la plénitude de ses droits civils, s'il est failli non réhabilité, ayant fait abandon de biens ou attermoiement, sans s'être intégralement libéré ; toute personne qui demandera son inscription devra présenter requête au Tribunal de commerce, justifier de sa

moralité par un certificat du maire de sa résidence, de sa capacité professionnelle, par une attestation de cinq commerçants de la place faisant partie des électeurs consulaires de Paris, et d'un cautionnement de 10,000 fr. (art. 3).

Ce texte établit incontestablement des règles cherchant à garantir un bon recrutement des facteurs, soit au point de vue de leur moralité et de leurs aptitudes professionnelles, soit au point de vue de leur solvabilité. (En pratique, le cautionnement exigé devait être fourni en rentes et obligations de la Ville de Paris plutôt qu'en numéraire). Cependant le rapport de M. Ladoucette, p. 22, établit que les précautions prises par le législateur n'étaient pas efficaces et que, souvent, des personnes indignes ou incapables de servir d'intermédiaires aux producteurs se glissaient dans les rangs de la corporation. D'autre part, l'art. 9 était entaché d'une lacune regrettable. En effet, le 1^{er} paragraphe de cette disposition édictait bien la défense aux facteurs de faire, soit directement, soit indirectement, le commerce de denrées qu'ils sont chargés de vendre ; mais cette règle était presque annihilée par le 2^e paragraphe du même texte, d'après lequel, en agissant comme commissionnaires ou représentants des producteurs, ils peuvent prendre un intérêt dans les ventes auxquelles ils coopèrent officiellement. Que conclure de la contradiction existant entre les deux parties de cet article ? L'idée la plus

naturelle, c'est que le législateur de 1878 permettait aux facteurs de modifier leur attitude et leur situation au gré de leurs intérêts. De là, les inconvénients les plus graves pour les expéditeurs ; ceux-ci s'imaginaient traiter toujours avec un homme à qui ses fonctions intrdisaient de s'immiscer dans le marché. Et voilà que, si l'intermédiaire jugeait la combinaison avantageuse pour lui, il abandonnait son rôle de facteur pour se porter contre-partie. Alors s'organisaient des cours fictifs, obtenus, non par la moyenne des ventes réelles, mais d'après les chiffres vraisemblables qu'auraient fournis les transactions, si une suite leur avait été donnée.

Aucune garantie n'existait dès lors pour les producteurs ; comment pouvaient-ils savoir si le prix qu'on leur indiquait correspondait bien aux conditions réelles du marché ? Il arrivait que les facteurs transformaient ainsi les halles en véritables Bourses, en un lieu de spéculation, contrairement à leur rôle traditionnel et nécessaire, qui est de servir de marché pour l'alimentation de Paris. L'intérêt des consommateurs comme celui des producteurs se trouvait en péril ; seul, l'intérêt des facteurs était satisfait car ils pouvaient à leur guise, pratiquer la hausse et la baisse sur le cours des denrées, en accumulant dans leurs pavillons, ou, au contraire, en livrant à la circulation les denrées qu'ils avaient provisoirement retirées de la vente.

Dans un rapport fait au Conseil municipal de Paris,

M. Foussier déclarait « avoir été témoin, au cours d'une de ses visites dans le grand marché parisien, de ventes faites et criées hors de la présence des acheteurs. On se contentait, à chaque vente, de placer un jeton sur la manne ou le panier vendu que les forts enlevaient immédiatement pour porter au poste de garde. Renseignement pris, ces marchandises étaient retenues, dès la veille, ou avant l'ouverture des ventes annoncées par le son de la cloche, soit par des marchands de pavillons de détail, soit par des clients de Paris » (Rapport de M. Ladoucette, p. 24).

Non seulement les facteurs se livraient à la pratique de la contre-partie pour eux-mêmes, mais parfois ils tenaient ce rôle pour autrui. Des facteurs, qui n'étaient en réalité que les employés de certains commissionnaires, achetaient, pour le compte de ces derniers, les marchandises expédiées de province ou de l'étranger ; et, dans ce cas comme dans le précédent, les producteurs étaient trompés par des conseils que que seule la spéculation édictait.

Qu'était-ce donc que les commissionnaires ? C'était des intermédiaires libres, entre les producteurs et le public, pour les ventes à l'amiable. Ils n'avaient à satisfaire aucune condition d'aptitude, de moralité ou de solvabilité. Arrivant aux halles munis d'une certaine quantité de marchandises, ils acquéraient ainsi, sans bourse délier, l'avantage d'un emplacement de nature à leur attirer une nombreuse clientèle.

En outre, depuis 1870, le carreau (c'est-à-dire les rues, places et carrefours situés dans un rayon d'un kilomètre autour des halles), avait été envahi par des intermédiaires marrons, appelés regrattiers. D'après M. Foussier (rapport adressé au conseil municipal de Paris, le regrattier peut se définir : « Un cultivateur en chambre, qui va s'installer sur le carreau, dès 11 heures du soir, avec un ou plusieurs paniers vides ; qui s'attribue, grâce à la complaisance des forts, les meilleurs emplacements et qui, une fois la place gardée, se met en quête des marchandises, à des prix souvent dérisoires. Quelquefois, les regrattiers possèdent une voiture qu'ils remplissent des achats faits dès l'arrivée des cultivateurs, achats qu'ils portent dans une resserre ; puis, arrivant après le départ des maraîchers, à 7 heures, ils s'installent et vendent aux retardataires à des prix élevés » (Cité par M. de Ladoucette, rapport, p. 28).

Toutes ces industries ou spéculations formaient autant d'obstacles à la sincérité des prix du marché, et nuisaient aux producteurs comme aux consommateurs. Le décret de 1878 les laissait subsister. Sous l'empire des réclamations, le Gouvernement comprit qu'il y avait lieu de réaliser des réformes et ainsi fut préparée la loi du 11 juin 1896. D'autre part, dans la dernière année, le nombre des facteurs s'était singulièrement accru. Sans cesse, de nouveaux arrivants s'introduisaient dans la mêlée des affaires. Ceux qui ne pou-

vaient acheter un office, en raison du prix élevé de celui-ci, arrivaient à réunir un noyau d'employés habiles et à fonder une maison nouvelle. Pour attirer à eux la clientèle, les nouveaux facteurs étaient coutumiers de la pratique de l'amorçage, c'est-à-dire qu'ils majoraient les premiers comptes de vente ; mais bientôt les expéditeurs, séduits par la facilité avec laquelle leurs marchandises s'écoulaient, voyaient une baisse se produire dans les prix dont il leur était rendu compte, et l'habile facteur, connaissant assez la force des habitudes pour savoir qu'il garderait ses anciens clients, pratiquait les mêmes procédés pour s'attirer de nouveaux correspondants (Du Maroussem et Guérie, p. 89). La rivalité qui s'établissait ainsi entre les factoreries, tournait donc, elle aussi, au détriment des producteurs.

Les mêmes prévenances étaient multipliées dans les rapports avec le public ; des crédits étaient quelquefois accordés, et les risques courus par le facteur étaient largement compensés par une majoration du prix. Tous ces faits, qui avaient été constatés à maintes reprises depuis 1878, appelaient l'intervention du législateur. On demandait d'abord une réglementation nouvelle de la situation des facteurs aux halles, en vue de faire régner une loyauté plus complète dans les transactions qu'ils négociaient. En outre, le souvenir des conflits qui avaient si longtemps divisé la Préfecture de la Seine et la Préfecture de police n'était pas oublié,

et il s'agissait de prendre des mesures efficaces en vue de fixer définitivement les attributions de chaque service.

CHAPITRE II

La loi du 11 juin 1896, et l'organisation actuelle de la profession de mandataire aux halles.

Le décret de 1878, quoique critiqué, avait cependant produit quelques bons résultats. Grâce à sa politique libérale, les intermédiaires dont le nombre avait presque décuplé depuis sa promulgation (Du Maroussem et Guérie, p. 217), s'efforçaient, aiguillonnés par la concurrence, de drainer à Paris tous les produits susceptibles d'être utilisés. Seulement les transactions étaient viciées par l'esprit de spéculation que n'avait pas su entraver le décret de 1878, et la concurrence, n'étant atténuée par aucun frein, engendrait des abus auxquels il devenait urgent de remédier. D'ailleurs, en 1896, outre qu'un revirement s'était opéré contre les idées de libre-échange dans les relations avec l'extérieur, un courant interventionniste se dessinait dans les esprits et l'on acceptait sans difficulté que l'Etat ou un service public réglementât les conditions de l'approvisionnement.

En ce qui concerne l'organisation nouvelle des ventes, plusieurs propositions avaient été faites ; quelques-uns demandaient qu'il fût établi deux caté-

gories d'intermédiaires : les facteurs et les commissionnaires. Aux premiers seuls était réservée la vente à la criée ; d'autre part, des formalités plus complètes que celles prescrites en 1878, devaient assurer la sincérité des opérations et la sécurité des expéditeurs. En effet, l'une des plus graves critiques dirigées contre le décret de 1878 résultait de la facilité avec laquelle la fraude pouvait s'accomplir pendant qu'il était en vigueur. Dans une perquisition judiciaire faite chez un facteur, il avait été trouvé un registre sur lequel il était tenu une véritable comptabilité des bénéfices prélevés à la suite d'une fraude (cf. M. De Ladoucette, séance de la Chambre, du 26 juin 1893, *J. O.*, p. 1826, col. 1). Aux fraudes sur les prix s'ajoutaient souvent des fraudes sur la qualité. Aussi redoutait-on, à juste titre, qu'un pareil état de notre grand marché parisien eut pour résultat de décourager nos producteurs de l'approvisionner au grand détriment de la population de la capitale.

Une seconde proposition, émanant de M. Cluseret, supprimait les intermédiaires libres, augmentait le cautionnement des facteurs (qui, jusque-là, était de 10,000 fr.), substituait aux taxes municipales un droit *ad valorem* et multipliait les garanties de contrôle et de surveillance de la part de la Préfecture de police. Notamment, le contrôle des opérations des facteurs aurait été facilité par l'apposition d'étiquettes sur les marchandises qu'ils auraient été chargés de vendre.

Mais la Commission se rallia à un troisième projet, qui, tout en laissant aux intermédiaires la faculté de vendre à l'amiable ou à la criée, unifiait leur corporation et édictait un ensemble de propositions destinées à assurer le bon recrutement des facteurs et la loyauté des transactions. La Commission se montrait en même temps soucieuse de multiplier au profit des producteurs les chances de vente de leurs denrées par mandataires spéciaux ; il leur devenait loisible de se faire représenter par des mandataires, pour une durée de huit jours, indéfiniment renouvelable. Ces pouvoirs, dispensés de timbre et d'enregistrement, devaient être remis à l'inspecteur de police des halles, après légalisation de la signature de l'expéditeur par le maire de sa commune.

Mais l'innovation capitale du projet de la Commission était l'organisation proposée pour le factorat ; voici les traits principaux de cette organisation : la profession de facteur aux halles est désormais accessible à tous, aux femmes comme aux hommes, mais les garanties les plus sérieuses sont destinées à prévenir les abus et à exclure de la corporation, les mandataires suspects d'accomplir des actes frauduleux. Les conditions requises pour être facteur sont, d'abord, des garanties d'ordre moral, ensuite des garanties d'ordre pécuniaire.

D'après les premières, il est nécessaire d'être Français ou Française, d'avoir 25 ans et de jouir de ses droits

civils. On ne se contente donc plus, comme auparavant, d'une simple requête adressée au président du Tribunal de commerce, mentionnée sur un registre tenu au greffe de ce Tribunal et accompagnée du dépôt de certificat de moralité. Désormais, c'est au Ministre de l'Agriculture que la demande doit être adressée, et la Préfecture de police se livre à une enquête sur leurs antécédents.

Des garanties d'ordre pécuniaire sont également exigées ; nombreuses, en effet, sont les responsabilités qui incombent aux facteurs ; ces responsabilités seraient illusoires si un cautionnement ne rassurait pas les expéditeurs. Les facteurs sont comptables vis-à-vis des expéditeurs du prix de vente, et il est nécessaire, pour le bon renom du marché parisien, que le recouvrement du prix de toutes les denrées qui sont expédiées soit certain pour les producteurs. On ne saurait trop insister sur ce point de vue, qui est capital pour la prospérité des halles. Justement préoccupés des garanties à fournir aux producteurs, certains députés voulaient élever à 50,000 fr. le chiffre du cautionnement. Au contraire, le conseil municipal de Paris, mû par un sentiment de bienveillance vis-à-vis des facteurs était d'avis d'abaisser à 5,000 fr., la quotité du cautionnement. La commission se prononça pour le maintien du chiffre antérieur (10,000). Ce cautionnement parut assez élevé pour fournir de sérieuses garanties ; en outre, il était suffisant pour assurer le recouvrement

des taxes dues à la ville de Paris. On pensa, à cette époque, qu'en acceptant un chiffre supérieur à 10,000, on aurait fermé l'accès de la profession à beaucoup de candidats, dignes cependant d'entrer dans la corporation. Au surplus, ce cautionnement devait, d'après la commission, être frappé d'un privilège spécial, destiné à prendre le pas sur tous les autres. On recourait à cette sûreté nouvelle pour un double motif ; ainsi protégés, les expéditeurs n'auraient éprouvé aucun doute sur le règlement de leurs comptes quotidiens ; en même temps la ville de Paris y gagnait la sécurité quant à la perception de ses taxes. On accordait d'ailleurs aux facteurs la plus grande facilité pour le constituer (en espèces, en rentes sur l'Etat, en obligations de la ville de Paris). Au cas où, par suite d'une circonstance quelconque, la somme affectée au cautionnement aurait été réduite, le titulaire devait le reconstituer dans un délai très bref (huit jours à dater de l'avis transmis par le receveur municipal).

Un des agissements qui avaient donné lieu aux plaintes les plus vives, c'était le fait, par les facteurs, de servir de prête-noms à des négociants en gros ou à des intermédiaires non réglementés (des commissionnaires). Habilement, ceux-ci confondaient sur les entêtes de leurs circulaires leurs titres avec celui de facteur ; or, ils ne présentaient pas les garanties de ces derniers, puisqu'ils étaient affranchis du cautionnement. Plus fréquemment que les facteurs, ils man-

quaient à leur devoir et prenaient un intérêt personnel dans les ventes auxquelles ils coopéraient ; ils établissaient des cours fictifs, suivant que les circonstances s'y prêtaient, et réalisaient la hausse ou la baisse. contrairement aux intérêts de leurs clients.

La commission voulut prendre des mesures pour empêcher le retour de pareils abus et obliger les facteurs à exercer personnellement leurs fonctions. En cas d'absence ou de maladie, ils seront tenus de présenter à l'agrément du Préfet de police un remplaçant provisoire. En cas de difficultés, les facteurs sont justifiables du Tribunal de commerce. Puis, toute faute contre l'honneur, toute indécatesse dans l'exercice de leurs fonctions les rend passibles de certaines peines prononcées par une juridiction choisie parmi eux.

L'une des innovations les plus intéressantes proposées par la commission, était, en effet, la création d'une chambre de discipline, composée de 21 membres élus pour un an et indéfiniment rééligibles. Une corporation si nombreuse que celle des facteurs ne saurait fonctionner régulièrement sans l'établissement d'un contrôle permanent chargé de veiller à l'observation stricte de tous les règlements, lesquels, ici, ayant tous pour but la protection de l'intérêt général, doivent être fidèlement observés. C'est un fait certain que, dans toute corporation, les réprimandes émanant d'une chambre disciplinaire composée de personnes exerçant la profession, agissent dans un sens efficace sur

l'honnêteté de chaque membre. La commission, mettant à profit cette observation de l'expérience, estima qu'il fallait se conformer aux mêmes principes, et que l'innovation produirait d'heureux résultats. La chambre de discipline était investie d'un rôle important ; elle devait en référer au Préfet de police et au Ministre de l'Agriculture, dès qu'elle aurait connaissance d'une fraude ou d'une infraction au règlement. D'autre part, à l'instar de la chambre syndicale des agents de change à la Bourse des valeurs, elle était chargée, sous la surveillance du Préfet de police, de publier chaque jour le cours des ventes de denrées, en lui imprimant un caractère authentique semblable à celui de la cote officielle de ces officiers ministériels. Par là se trouvait facilitée, pour les producteurs, la possibilité d'être renseignés sur le cours réel des marchandises, et les consommateurs étaient à même de discerner la commission prélevée sur les ventes par les intermédiaires. En cas de négligence, de fraude ou d'abus quelconque, les facteurs étaient passibles des pénalités suivantes : avertissement, la suspension pour un mois au maximum, la radiation définitive ; les deux premières prononcées par le Préfet de police, la dernière par le Ministre de l'Agriculture ; mais aucune répression ne pouvait être prononcée sans une consultation préalable de la chambre de discipline. De plus, les infractions les plus graves donnaient lieu à l'application de l'art. 419 du Code pénal (emprisonnement d'un mois

à un an, amende de 500 à 10,000 fr.). La commission étendait l'application de ce texte aux agissements les plus répréhensibles commis par les facteurs, notamment au fait d'avoir vendu les marchandises contrairement au mode indiqué par les expéditeurs d'avoir négligé de dresser le procès-verbal détaillé et réglementaire, d'avoir faussé ou tenté de fausser les enchères, enfin d'avoir acheté pour leur compte les denrées qu'ils étaient chargés de vendre.

Mais la commission s'attacha surtout à réprimer les fraudes fréquemment commises dans la rédaction des procès-verbaux de ventes de marchandises. Il fallait avant tout réorganiser la comptabilité et la correspondance obligatoire des facteurs. On avait remarqué combien les abus étaient multiples ; l'art. 8 du décret de 1878, qui prescrivait la tenue d'un procès-verbal des ventes, était loin de constituer une garantie pour les expéditeurs, car les indications à insérer dans ce document étaient trop succinctement mentionnées ; puis il convenait d'abréger le délai du dépôt à la Préfecture de police. Les facteurs avaient pris l'habitude de rédiger leurs procès-verbaux de vente d'une manière rudimentaire, qui ne permettait ni aux expéditeurs de se rendre compte des détails de l'opération faite pour eux, ni à l'administration d'exercer un contrôle sur la sincérité de l'opération. M. de Ladoucette, dans son rapport, mentionne des procès-verbaux d'une teneur singulièrement hâtive (par ex. :

« procès-verbal du 20 mars 1891 : 211 colis d'œufs, pour 15,000 fr. 82, Signé : le facteur. Procès-verbal du même jour : 22 mottes de beurre, 240 kil. 5, pour 858 fr. 42. Signé : le facteur »).

Ce n'était pas seulement la rédaction évidemment voulue de ce document, c'était encore son dépôt tardif à la Préfecture de police (quelquefois 48 heures après la vente), qui donnait lieu à des abus. Des pratiques coupables s'étaient introduites : certains facteurs s'ingéniaient, soit à changer le prix réel des transactions, soit à imaginer des noms supposés, pour dissimuler, sur les bordereaux, les opérations qu'ils avaient faites pour eux-mêmes. Dans la corporation, on appelait ces manœuvres repréhensibles « faire l'italien », du nom donné au registre où les procès-verbaux étaient reportés. A plusieurs reprises, on avait constaté cette absence de contrôle, et M. Bernheim, secrétaire du syndicat des facteurs aux halles, déclarait que « cette absence de contrôle est d'autant plus regrettable que les facteurs ont en fait les pouvoirs les plus étendus. Le tour de vente est réglé arbitrairement et non par le numéro d'ordre que les marchandises devraient recevoir, au fur et à mesure de leur arrivée, sous la surveillance de la Préfecture de police. D'autre part, si le choix du mode de transactions appartient en principe à l'expéditeur, il est exercé, en réalité, par le facteur (De Ladoucette, rapport, p. 36). »

Pour organiser une surveillance plus sérieuse, la

commission s'arrêta aux dispositions suivantes : les facteurs sont tenus de fournir, pour chaque marché, à leurs expéditeurs, un procès-verbal de leurs ventes, indiquant article par article le poids des denrées, leur prix, les frais de transport et d'octroi, le montant de la commission, le relevé détaillé de toutes les avances et dépenses faites. Elle réservait, de plus, à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les règles de comptabilité auxquelles les facteurs devraient se conformer et de fixer le maximum de leur commission (cependant, au sein même de la commission, il y avait des députés qui pensaient que la fixation des commissions devait être laissée libre). Il convient d'ailleurs de noter que le conseil municipal avait approuvé un 'procédé de contrôle qui paraissait présenter toutes les garanties d'efficacité et qui reçut aussi l'approbation des députés.

Pour en comprendre l'utilité, il faut tracer une description sommaire des écritures qui sont tenues dans un factorat : il y a d'abord le livre, connu sous le nom de « drogue », sur lequel est portée l'énumération des colis apportés par la voie ferrée. A tout article de ce registre correspond un autre article inscrit sur le livre du preneur de vente, et établi par le greffier au moment des adjudications et contenant le nom de l'expéditeur, le numéro du colis, le nom de l'acquéreur et le prix, avec la mention, suivant les cas : « du comptant ou du lendemain ». Enfin, pour

permettre au facteur de réviser rapidement toutes les opérations de sa journée, un 3^e registre, l'italien, présente le tableau synoptique des ventes, des déboursés, des paiements reçus, ou des soldes débiteurs sous le nom de chaque client, un article étant ouvert à chaque correspondant. Les opérations portées sur l'italien sont récapitulées sur un autre registre : le drapeau (cf. du Marrousem et Guérie, p. 85 et 86). Mais, malgré ce luxe de documents, des fraudes demeurent possibles : si le livre d'arrivage ne contient pas une énumération complète des colis de denrées expédiées au facteur, les mêmes omissions se reproduisent sur le livre du preneur de vente, et il se peut qu'aucune trace ne soit conservée, dans la comptabilité du facteur, de l'opération qu'il était chargé d'accomplir pour le compte de son client.

Le système de surveillance recommandé par le conseil municipal parait à toute fraude ; ce document, consistant dans un registre à souche, dont la falsification constituait un faux en écriture publique, indiquait le nom de l'expéditeur, la valeur et le poids des marchandises et le prix de leur vente aux halles. Le volant de gauche, revêtu, sur chacun de ses côtés, d'une partie de l'empreinte du cachet municipal, reproduisait toutes les mentions inscrites sur la souche et devait être transmis, comme pièce justificative, à l'expéditeur. La commission pensait que, pour plus de sécurité, un préposé spécial devait chaque jour, après la clôture des ventes à la criée, apposer son

visa sur la souche et arrêter lui-même le total des transactions conclues dans la journée. De cette manière, les difficultés de preuve étaient bien simplifiées : si, ultérieurement, une difficulté s'élevait au sujet d'une vente, elle était facilement tranchée au moyen de la concordance du talon et du volant du registre. Le défaut de concordance aurait démontré que l'opération n'aurait pas été passée par le facteur sur son livre ; tels étaient les moyens préconisés par la Commission pour réprimer les abus dont se plaignaient les clients des facteurs, et pour inspirer plus de confiance aux producteurs.

Après avoir ainsi indiqué les prescriptions nécessaires à la bonne organisation des facteurs, la commission s'occupa de mettre fin au préjudice causé aux vendeurs et même aux acheteurs, par la confusion des services administratifs des halles entre la Préfecture de police et celle de la Seine. D'après le décret de 1878, les attributions de chaque Préfecture paraissaient clairement délimitées : la Préfecture de la Seine déterminait l'emplacement que peut occuper chaque nature de produit, soit pour la vente à la criée, soit pour les transactions amiables. Après cette attribution de l'emplacement, le rôle de la Préfecture de police commençait et c'était à celle-ci de répartir entre les facteurs et les commissionnaires les postes disponibles dans chaque emplacement.

C'était précisément ce partage d'attributions qui avait occasionné, au cours du *xix^e* siècle, de fréquents

conflits entre les deux services, au grand détriment de la prospérité des halles centrales. On avait fait ressortir les difficultés qu'éprouvaient les nouveaux facteurs, sollicitant un poste pour exercer leur industrie ; par exemple, un facteur récemment installé s'adresse à la Préfecture de police dans ce but ; celle-ci lui répond que l'espace réservé par la ville au pavillon où il désirerait être admis est intégralement occupé. Dans ces conditions, le facteur formulait une nouvelle demande auprès de la Préfecture de la Seine ; mais elle ne recevait pas de ce côté un accueil plus favorable, car, à l'Hôtel-de-Ville, on ne manquait jamais d'affirmer que la Préfecture de police avait seule le pouvoir de répartir les postes disponibles dans les emplacements réservés à chaque branche de denrées. Le malheureux solliciteur en était réduit à s'entendre, à prix d'or, avec un de ses collègues, pour partager avec lui le poste concédé à ce dernier. De sorte que, malgré la teneur de l'art. 9 du décret de 1878, qui proclame la liberté de l'accès de la profession, des monopoles illégaux s'établissaient au profit de ceux qui comptaient déjà quelques années d'exercice, et l'injustice d'un pareil régime n'était pas supportée seulement par le facteur, elle retombait sur les clients de ce dernier qui étaient obligés de subir les conséquences des charges supplémentaires imposées au mandataire de leur choix.

Le décret de 1878 soulevait surtout des protestations

de la part des intermédiaires à la marée ; ceux-ci manquaient de place, et gênés par leurs concurrents libres, ils devaient prendre note de leurs opérations debout, sur un calepin de poche ; les comptes des clients ne pouvaient, par suite, être établis qu'après la fermeture du marché ; de là des causes d'erreurs, préjudiciables aux expéditeurs comme aux intermédiaires.

Le conflit entre les deux services s'étendait d'ailleurs à tout ce qui concerne le marché des halles centrales. Ainsi, bien que, d'après le décret de 1878, la surveillance des halles centrales quant aux transactions appartint à la Préfecture de police, celle de la Seine faisait souvent placarder des affiches en vertu desquelles toutes les réclamations nées à l'occasion de ventes devaient être portées à l'Hôtel-de-Ville. De là une cause permanente de désordres et de facilités procurées aux fraudeurs.

Pour mettre fin à ce conflit, on avait songé à trois systèmes : le premier, émanant de députés faisant partie du groupe agricole, donnait la priorité à la Préfecture de police ; le second, approuvé par le conseil municipal de Paris, attribuait la prépondérance à la Préfecture de la Seine ; le troisième établissait une transaction entre les deux premiers, mais de manière à supprimer toute rivalité.

Pour les députés agricoles, la Préfecture de police devait toujours être compétente au sujet des ventes ; c'était à elle qu'il appartenait de distribuer les postes,

Mais le conseil municipal de la capitale remarquait avec raison que les droits de la ville se trouvaient ainsi sacrifiés ; il modifiait donc l'organisation précédente et il ne laissait à la Préfecture de police que le soin de maintenir le bon ordre et de veiller à l'hygiène du marché ; pour le surplus (direction des principaux services et perception des taxes) la Préfecture de la Seine était l'administration désignée.

Mais, le conseil municipal se faisait ainsi une conception trop étroite du rôle qu'il convient de reconnaître aux halles centrales. Elles sont destinées à assurer l'alimentation de Paris et non à constituer une source de revenus pour la ville. Au surplus, reconnaître la prépondérance à la Préfecture de la Seine, c'était aboutir nécessairement à la création d'un nouveau corps de fonctionnaires ; or, indépendamment de charges nouvelles imposées aux contribuables, il était évident que les agents de la Préfecture de la Seine entreraient inévitablement en lutte avec leurs collègues de la Préfecture de police.

La commission se rallia à un système transactionnel et s'attacha à éviter toute confusion entre les pouvoirs des deux services : à la Préfecture de la Seine sont réservés le soin de décider quels pavillons doivent être affectés à la vente de telle ou telle denrée, et, d'autre part, la mission de percevoir les taxes au profit de la ville. Mais la répartition des places dans les pavillons est une attribution du service d'ordre, et, en

conséquence, doit appartenir à la Préfecture de police. C'est celle-ci qui nomme les inspecteurs, les forts et les compteurs-mireurs (corporation analogue à celle des forts et dont la fonction, spéciale aux pavillons des beurres et des œufs, est triple : compter les œufs, en vérifier le bon état de conservation par le degré de transparence à la lumière, les passer à l'anneau pour en vérifier la grosseur). Enfin, c'est à la Préfecture de police qu'il appartient de surveiller les poids publics, de déterminer les heures de vente et de fixer le minimum des lots objets d'une adjudication. Le maintien de l'ordre, la surveillance des transactions et de l'hygiène demeurent encore de son ressort.

L'intérêt de Paris commande cette répartition, car il faut, avant tout, assurer la bonne qualité des produits, éviter leur corruption ou falsification qui détruisent l'énergie d'une race. On sait, en effet, que la tuberculose et la plupart des épidémies sont dues à l'absorption d'aliments malsains ou frelatés, qui produisent une intoxication progressive. Des perquisitions continuelles permettent seules d'assurer la vente loyale des marchandises.

Pour l'organisation intérieure des pavillons, c'est à la Préfecture de police seule qu'il convient d'agir et de régler toutes les difficultés concernant l'intérieur de chaque pavillon.

Enfin, pour éviter des oublis ou des négligences de la part des inspecteurs de police, la commission pro-

posait la création d'un commissaire spécial des halles, représentant, dans le grand marché parisien, de la Préfecture de police et ayant sous sa direction les inspecteurs et agents chargés du maintien du bon ordre et tous les fonctionnaires préposés aux services d'hygiène et de salubrité. La création de ce commissariat spécial entraîne comme conséquence immédiate la centralisation des services de police et permet ainsi d'assurer plus efficacement la loyauté des transactions.

En définitive, la commission était désireuse d'affirmer le principe que, soit dans l'intérêt des Parisiens, soit pour l'avantage de millions de producteurs français et étrangers, les halles centrales doivent être érigées en un véritable service public. Or, pour arriver à ce résultat, il fallait substituer une nouvelle réglementation au décret du 22 janvier 1878 qui soulevait d'universelles critiques : « Il serait difficile de trouver une seule voix à la fois honorable et absolument désintéressée qui osât demander le maintien de l'état de choses actuel. Sa condamnation absolue résulte des enquêtes sérieuses et approfondies auxquelles viennent de se livrer les pouvoirs publics. Les commissions déléguées du conseil municipal de la ville de Paris et de la Chambre des députés y consacrèrent plusieurs mois, et, dans de très nombreuses séances furent entendus les représentants des facteurs, des commissionnaires, du commerce de gros et de détail, du syndicat de l'alimentation parisienne, des expéditeurs,

des cultivateurs, des maraîchers, des horticulteurs et des acheteurs de toute nature. Ces enquêtes ont révélé ce que tout le monde savait aux halles, depuis plusieurs années, sans le dire publiquement, et elles ont justifié les griefs universellement exposés par les producteurs ». (*Réorganisation des halles centrales de Paris*, par M. Le Comte, conseiller à la Cour des Comptes, 1894).

L'État ne pouvait se désintéresser du sort des producteurs et de celui des consommateurs. Par suite, avec l'accroissement de Paris, il était d'une mauvaise méthode législative de laisser le fonctionnement des halles sous le régime des décrets ou des ordonnances. On pouvait, à la rigueur, considérer les halles comme un simple marché au temps de Louis XIV, ou encore au début du XIX^e siècle ; mais il devient impossible de conserver le caractère d'un marché à un centre d'approvisionnement aussi important, où ne se traitent pas seulement des transactions locales, mais où affluent les produits venus de tous les points de la France et même de l'étranger. La première réforme proposée par la commission était donc la nécessité d'une réglementation par une loi.

En ce qui concerne les intermédiaires, le décret de 1878 avait eu le tort de ne pas exiger des garanties suffisantes de la part des candidats au poste de facteur ; le projet de la commission remédiait à cet inconvénient en demandant à ceux-ci des garanties nouvelles,

Enfin, après avoir posé le principe que l'alimentation de Paris constitue un service public dont le Gouvernement n'a pas le droit de se désintéresser, la commission s'efforçait de maintenir un juste équilibre entre les prérogatives des deux Préfectures, en attribuant à l'une (l'Hôtel-de-Ville) la mission de s'occuper de tout ce qui concernait la construction, la mise en état, l'entretien et la réparation des locaux et de fournir les emplacements nécessaires, et à la Préfecture de police le soin de maintenir le bon ordre et de veiller à la loyauté des transactions. La Préfecture de la Seine était ainsi considérée comme tenant le rôle d'un propriétaire, qui doit rester étranger aux agissements de ses locataires, lesquels seront réprimés, en cas de besoin, par l'autorité chargée, en général, de relever les infractions, la Préfecture de police.

Le nouveau projet de loi apparaissait comme de nature à donner satisfaction aux réclamations des producteurs qui assurent l'approvisionnement de Paris et à donner aux halles centrales toute la puissance d'attraction qui doit leur appartenir, en vue d'alimenter la capitale. Le travail de la commission formait une proposition ainsi conçue :

Art. 1^{er}. — Les pavillons des halles centrales, réservés aux ventes en gros, constituent un marché pour la vente de première main des denrées alimentaires.

Art. 2. — Les ventes en gros des denrées alimen-

taires s'opèrent aux halles centrales à la criée ou à l'amiable.

Art. 3. — Les ventes à la criée ne peuvent être faites que par des facteurs. Il sera procédé aux ventes amiables par les facteurs quand les intéressés le demanderont, ou par les propriétaires ou leurs mandataires apportant leurs propres marchandises. Toutefois, les ventes à l'amiable faites par les facteurs ne seront définitives qu'autant que les marchandises ainsi vendues auront passé par le banc de vente et que leur prix aura été proclamé à haute voix. Les pouvoirs des mandataires seront dispensés des droits de timbre et d'enregistrement, et la signature ne sera soumise à aucune autre légalisation que celle des maires de leurs communes. Ces pouvoirs, valables pour 8 jours, mais indéfiniment renouvelables, seront remis au début de chaque semaine à l'inspecteur de police.

Art. 4. — Nul ne pourra être nommé facteur ou factrices s'il n'est Français, âgé de 25 ans et s'il ne jouit de ses droits civils. Tout candidat à l'office de facteur adressera au Ministre de l'Agriculture sa demande par écrit, et justifiera du versement, à la caisse municipale, d'un cautionnement de 10,000 fr., soit en espèces, soit en rentes sur l'État ou en obligations sur la ville de Paris.

Art. 5. — Le Ministre de l'Agriculture nommera les facteurs ou factrices après enquête et avis du Préfet de police.

Art. 6. — Les facteurs sont tenus de se conformer à tous les règlements et ordonnances concernant les halles centrales. En cas d'infraction ou de manquement à leurs devoirs professionnels, ils seront passibles de peines disciplinaires (l'avertissement, la suspension pour un mois au plus, la radiation définitive). Elles sont prononcées sur la proposition ou l'avis de la chambre de discipline, les deux premières par le Préfet de police et la troisième par le Ministre de l'Agriculture.

Art. 7. — Le cautionnement des facteurs est frappé d'un privilège spécial affecté à la garantie : 1° des créances de la ville de Paris ; 2° de celles des expéditeurs. Il ne pourra être frappé d'un privilège de deuxième ordre. Si un facteur est appelé à compléter ou à reconstituer son cautionnement, il devra le faire, sous peine de radiation, dans le délai de 8 jours, à partir de l'avis qu'il aura reçu du receveur municipal.

Art. 8. — Le facteur devra exercer journellement ses fonctions. En cas d'absence ou de maladie, il pourra présenter à l'agrément du Préfet de police un mandataire provisoire chargé de la gestion du factorat.

Art. 9. — Le nombre des facteurs n'est pas limité.

Art. 10. — Les facteurs nomment une chambre de discipline, composée de 21 membres élus pour une année et indéfiniment rééligibles.

Art. 11. — La chambre de discipline fera, sous l'autorité et la surveillance du Préfet de police, afficher

chaque jour, aux frais des facteurs, dans les halles, les cours authentiques des marchandises vendues en gros; elle donnera, en outre, son avis au Préfet de police sur la fixation du minimum des lots et la détermination des heures de vente.

Art. 12. — Les facteurs seront tenus de fournir, pour chaque marché, à leurs expéditeurs, un procès-verbal de leurs ventes, indiquant article par article, le poids des denrées, leur prix et les frais de transport et d'octroi, le montant de la commission qui devra comprendre tous les frais accessoires. Un règlement déterminera le mode de comptabilité, établira le contrôle des ventes, et fixera le maximum de la commission.

Art. 13. — Les facteurs ne peuvent, sous peine de révocation, acheter ou faire acheter pour leur compte les denrées qu'ils sont chargés de vendre. Il leur est interdit de transporter ailleurs que dans les halles les marchandises envoyées pour y être vendues.

Art. 14. — Seront punis de l'art. 419 du Code pénal tous facteurs ayant contrevenu aux art. 3, 12 ou 13 précités, ayant faussé ou tenté de fausser les enchères ou les cours, ayant frauduleusement augmenté ou diminué le prix de vente sur les livres ou carnets prévus par la loi et les règlements, ou sur les procès-verbaux fournis aux expéditeurs. L'art. 463 du Code pénal sera applicable.

Les art. 15 et 16 délimitent les attributions des

deux Préfectures de police et de la Seine; l'art. 17 porte qu'un commissaire de police sera spécialement attaché aux halles centrales et y résidera. Enfin l'art. 18 accorde un délai de 6 mois aux facteurs en exercice pour se conformer aux dispositions de la nouvelle loi.

La proposition de la commission vint en première délibération à la Chambre des députés dans la séance du 17 décembre 1892 (*J. off.*, Ch., séance du 17 déc. 1892, p. 1834, 3^e col. et s.). Le projet de loi fut, malgré les avantages de la réforme, combattu par M. Mesureur. D'après lui, il constituait un empiètement sur les attributions municipales de Paris. M. Mesureur persistait, à tort, croyons-nous, à défendre la tradition d'après laquelle les halles centrales ne constitueraient qu'un marché ordinaire, contrairement au point de vue de la commission, qui voulait assurer aux halles le caractère d'un service public. La discussion fut réservée sur cette difficulté.

Dans la 2^e délibération, le 26 juin 1893 (*J. off.*, Ch., séance du 26 juin 1893, p. 1825, col. 3 et suiv.), M. de Ladoucette fit valoir les arguments en vertu desquels une loi s'imposait comme le seul mode de la réglementation de la grande bourse de l'alimentation parisienne. Il montra qu'il fallait faire œuvre de haute moralité en même temps que d'intérêt général, prendre la cause des expéditeurs et assurer par un bon recrutement des facteurs la sincérité des opérations quoti-

diennes qui s'accomplissent aux halles. Enfin, la délimitation des fonctions des deux Préfectures lui parut suffisamment précise d'après le projet, pour empêcher l'anarchie.

M. Mesureur reprit alors en main la cause de la Préfecture de la Seine. Il se défendit d'être en divergence avec M. de Ladoucette et la commission sur la nécessité d'assurer aux halles la loyauté commerciale ; mais il contesta l'utilité de recourir, dans ce but, à l'appareil de la loi ; il pensait qu'un décret suffirait à assurer les conditions d'honnêteté indispensables ; pour lui, le régime municipal (placé d'ailleurs sous le contrôle du Gouvernement) présentait des garanties satisfaisantes, et toute prépondérance donnée à la Préfecture de police serait dangereuse pour les libertés municipales. Il signala, en outre, que la plupart des abus reprochés aux inspecteurs des halles étaient imputables à des agents de la Préfecture de police ; par conséquent, la mainmise de cette Préfecture sur les halles ne se justifiait à aucun titre. Il combattit également la création de la Chambre de discipline ; pour lui l'établissement de cet organe constituait un retour à des traditions définitivement condamnées par la Révolution ; cette Chambre n'était qu'un moyen détourné de constituer la corporation des facteurs en une véritable maîtrise ne relevant que d'elle-même. Aucune assimilation n'était possible, d'après lui, entre les facteurs et les officiers ministériels comme les

huissiers et les notaires. Les autoriser à élire une Chambre de discipline, c'était leur reconnaître la force d'une corporation et porter une grave atteinte à la liberté commerciale ; enfin il montra que l'art. 9, tout en rendant hommage à cette liberté menacée par d'autres dispositions du projet, n'indiquait pas dans quel sens il entendait cette liberté. En effet, ce texte dispose que le nombre des facteurs n'est pas limité. Mais incontestablement le nombre des emplacements est au contraire limité. Comment donc sortir de la difficulté ? Pour ces divers motifs, M. Mesureur demandait non de repousser la loi, mais de la renvoyer à la commission, en vue d'une nouvelle rédaction, qu'il désirait à la fois plus précise et plus conforme aux principes de la liberté commerciale.

Mais M. Cluseret protesta que le renvoi à la commission équivalait à l'enterrement définitif de la loi, et compromettrait le résultat d'enquêtes et de travaux parlementaires qui s'étaient prolongés pendant plus de 4 années. Le rapporteur combattit les conclusions de M. Mesureur (*J. off.*, Ch., séance du 26 juin 1893, p. 1830, col. 3 et suiv.).

En définitive, la discussion engagée portait sur le point suivant : savoir si l'organisation des halles devait être réglementée par une loi, ou au contraire, par un simple arrêté municipal. L'intérêt en jeu est considérable ; la question revient à se demander si les halles centrales constituent un marché national, ou, au con-

traire, un simple marché municipal. Pour soutenir que la ville de Paris doit avoir la haute main sur les halles, on fait remarquer (M. E. Ferry, *J. off.*, *ibid.*, p. 1831, col. 3) que la ville de Paris avait accompli de gros sacrifices ; que la construction des halles représentait une somme considérable ; et que les représentants de Paris pouvaient être dans une certaine mesure autorisés à tenir le langage suivant : « Nous sommes les consommateurs, les payeurs, en quelque sorte les aubergistes, puisque c'est nous qui fournissons le local, nous sommes les percepteurs de toutes les taxes municipales ; en conséquence, nous avons des droits, et des droits certains dans l'administration des halles. »

Mais à ce langage, il était facile de répondre que l'installation des halles centrales de Paris dépasse en importance et en étendue celle de tous les grands marchés de toutes les autres capitales européennes. Les halles centrales ne sont pas un centre d'approvisionnement pour les seuls Parisiens, les commandes de la province et de l'étranger y affluent également et l'on a pu justement comparer le mouvement d'affaires de ce vaste marché à un courant perpétuel qui s'établirait entre le cœur et les membres du pays : de tous les points du territoire, la richesse agricole de la France se déverse sur la capitale ; et, après avoir donné lieu à des échanges multiples, elle retourne, sous une autre forme, vers les régions les plus loin-

taines. Comment admettre, dans ces conditions, la seule intervention de l'autorité municipale ? A une concentration unique de denrées agricoles, mettant en rapport les producteurs et les consommateurs de tous les pays, doit s'appliquer une réglementation exceptionnelle. S'il est exact de dire que les lois sont faites pour donner satisfaction aux intérêts généraux d'un pays, il faut poser en principe que les halles doivent être gouvernées par une loi, car elles représentent un organe indispensable à l'existence de la capitale, et exerçant un rôle considérable sur les destinées économiques du pays.

Il faut donc bien comprendre les motifs pour lesquels l'intervention du législateur s'impose en cette matière. Il ne s'agit pas de savoir si telle difficulté de détail, comme les conditions d'admission des mandataires, le chiffre de leur cautionnement, etc., doit être réglé par un arrêté ou par une loi ; la portée du débat est plus haute : ne convient-il pas que l'ensemble des représentants du pays indiquent leur volonté pour l'administration d'un service qui intéresse la France toute entière ? Et ne serait-il pas dangereux qu'une question nationale pût être appréciée, discutée et résolue par un seul conseil municipal, qui, pour des motifs divers, peut être porté à favoriser certains intérêts, sans se douter que la direction suivie par lui peut devenir nuisible au pays lui-même ? D'ailleurs le rapporteur rappela que les Ministres, consultés par la

commission, s'étaient tous prononcés en faveur d'une réglementation législative.

Il ajouta que la commission n'avait aucune préférence pour l'une ou l'autre des préfectures dont les attributions en rivalité dans les halles avaient soulevé tant de conflits. En laissant à l'administration de l'Hôtel-de-Ville la perception des taxes, la désignation des pavillons relatifs à la vente de telle ou telle nature de produits agricoles, il semble que la Préfecture de la Seine doit se déclarer satisfaite : quant au maintien du bon ordre et de la surveillance, il ne rentre pas dans ses attributions ; du moment que la force armée de Paris dépend de la Préfecture de police, il est impossible de confier à un autre service la direction de la surveillance des halles. La loi paraissait donc de nature à concilier tous les intérêts et surtout à mettre fin aux plaintes des agriculteurs protestant contre l'industrie illicite des regrattiers et des revendeurs marrons qui réussissent à s'emparer de denrées, alors que celles-ci étaient destinées par leurs expéditeurs à une vente de première main conformément au but dans lequel les halles ont été établies.

Après ces considérations d'ensemble sur la loi, on passa à la discussion des articles. Les art. 1 et 2 furent adoptés sans difficulté ; mais, sur l'art. 3, M. Yves Guyot fit remarquer qu'il existait une certaine contradiction entre les différents alinéas de ce texte. En effet, après avoir posé en principe (§ 1^{er}), que les ventes

à la criée ne peuvent être faites que par des facteurs ou des factrices, l'art. 1^{er} contenait un § 2 conférant aux propriétaires la faculté de faire vendre leurs denrées par des mandataires investis de pouvoirs spéciaux valables pour huit jours, mais indéfiniment renouvelables et dispensés de l'enregistrement et de timbre. Or, M. Guyot (*J. O.*, *ibid.*, p. 1832, col. 1), redoutait qu'avec cette rédaction le texte n'autorisât la combinaison suivante : un individu, désireux de s'établir commissionnaire, tout en s'affranchissant des prescriptions légales, aurait envoyé 52 pouvoirs en blanc à chacun des propriétaires entrés en rapport avec lui, et ainsi se serait conservée la corporation des commissionnaires que le légistateur voulait supprimer. La Chambre trouva fondée l'observation de M. Yves Guyot, et l'art. 3 fut réduit à la disposition suivante : « Les ventes à la criée et à l'amiable dans les pavillons ne peuvent être faites que par des facteurs et factrices ».

L'art. 4 ne souleva aucune difficulté et le cautionnement de 10,000 fr. imposé à tout candidat facteur fut estimé suffisant.

Sur l'art. 9 (texte proposé par la commission) : « Le nombre des facteurs n'est pas limité », on jugea préférable d'apporter la précision suivante : Le nombre des facteurs est limité au nombre de places disponibles au moment de la promulgation de la présente loi.

Enfin, les art. 7, 8, et 11 à 19, furent adoptés sans incident ; mais, sur les art. 6 et 10 une discussion s'engagea, relative à la dénomination, à la composition et aux attributions de la chambre de discipline des facteurs, dont la création était une des innovations de la loi. M. Mesureur proposa de remplacer la dénomination de chambre de discipline par celle de commission supérieure des halles » (*J. O.*, *ibid.*, p. 832, col. 2). Il critiquait le projet de la commission, à raison de l'exclusion de toute personne étrangère à la corporation des facteurs. Il lui semblait, au contraire, que tous les éléments intéressés au commerce des halles, devaient être représentés dans cette commission. D'après lui, la commission supérieure des halles centrales, fonctionnant sous la présidence du Ministre de l'Agriculture, aurait été composée de 14 membres, renouvelables par moitié tous les ans et recrutés de la manière suivante : 2 membres nommés par le Ministre de l'Agriculture, 2 nommés par le conseil municipal de Paris, 2 nommés par le Préfet de la Seine, 2 nommés par le Préfet de police, 6 élus par les facteurs. Par là, tout en attribuant la prépondérance aux représentants des facteurs (6 sur 14), M. Mesureur estimait que les intérêts de l'agriculture, ceux des deux préfectures et enfin les intérêts professionnels des facteurs recevaient également satisfaction. Il cherchait aussi à faire triompher, au moins partiellement, l'idée qui lui était chère, celle d'une part

laissée à la ville de Paris dans la direction du grand marché de la capitale.

Mais l'amendement de M. Mesureur fut écarté par ce motif que le Ministère de l'Agriculture et la Préfecture de police, étant des pouvoirs chargés de décider, ne pouvaient pas figurer dans une commission de caractère seulement consultatif.

Avec les quelques précisions précitées, le projet de loi fut adopté par la Chambre, le 26 juin 1893, et transmis le 27 du même mois au Sénat.

Là, le rapporteur déclara qu'il fallait s'inspirer surtout de la sincérité des transactions et du respect des droits des expéditeurs soucieux de trouver aux halles un débouché certain et exempt de fraude, pour régler les halles centales. Il affirma qu'il était inadmissible de maintenir le régime du décret de 1878, et qu'il convenait d'imposer des conditions plus strictes à l'admission des facteurs. Le rapporteur signala aussi l'utilité de préciser les fonctions des intermédiaires, et il lui parut utile d'introduire dans la loi le principe du maintien des deux catégories connues jusque là : les facteurs et les commissionnaires, les uns surveillés, les autres exonérés de contrôle (Sénat, annexe 1877, à la séance du 13 juillet 1893, *J. O.*, p. 615).

Un 2^e rapport, très étudié, sur la question, fut présenté au Sénat par M. Camescasse (Sénat, annexe n° 57, à la séance du 21 décembre 1894, *J. O.*, 1894, p. 55). Dans ce document, l'auteur commence par

établir que les ventes se font aux halles centrales soit à la criée, soit à l'amiable, et que, pour chaque mode de vente, il y a des intermédiaires spéciaux, ou tout au moins, que les facteurs seuls peuvent procéder aux ventes à la criée. Ensuite, les inconvénients des fraudes sont mis en lumière, et M. Camescasse rappelle que, depuis longtemps, les principales résultent soit du regrat, soit de la resserre.

Le regrat est un procédé consistant à éviter l'emploi des intermédiaires officiels : le regrattier se procure des marchandises dont les arrivages sont peu considérables au début du marché, et il les revend immédiatement sans qu'elles aient changé de place, et sans que les transactions aient été conclues par des intermédiaires. Les producteurs acceptent quelquefois ce mode de procéder, qui leur est cependant défavorable, parce que, si la vente de leurs denrées est assurée, elle s'opère à des prix plus bas que si elle avait lieu par des intermédiaires (Du Maroussem et Guérie, p. 33 et s.).

Quant à la resserre, c'est une mise en réserve des denrées ; elle est employée surtout dans deux hypothèses ; si certaines denrées arrivent en quantité abondante, les vendeurs s'entendent pour en placer une grande quantité en resserre ; la conséquence immédiate est de produire une hausse des cours, puisque la marchandise offerte devient plus rare sur le marché. En outre, pour rendre la resserre efficace et assurer

le lendemain l'écoulement des marchandises, qui ont été ainsi accumulées, les vendeurs s'arrangent, en invoquant un motif quelconque (par ex. qualité inférieure ou autre prétexte) pour faire refuser l'arrivage du jour, et on exhibe alors la resserre dont le placement est ainsi facilité (cf. Du Maroussen et Guérie, p. 208 et s.). Mais un double préjudice se trouve avoir été causé par ces agissements : 1° aux producteurs qui n'ont bénéficié d'aucune hausse, et qui ont même ignoré la manœuvre accomplie à leur préjudice ;

2° aux consommateurs, à raison de la majoration du prix de la vente, et de la détérioration des denrées par suite de la resserre.

Le rapporteur s'élève contre toutes ces fraudes qui appellent une intervention urgente des pouvoirs publics. Le conseil municipal de Paris avait sans doute offert de prendre en mains la cause des producteurs comme celle des consommateurs ; mais le rapporteur devant le Sénat, comme son collègue de la Chambre, pose en principe que la réglementation d'intérêts aussi importants ne saurait être établie par un simple arrêté municipal. Celui-ci doit être remplacé par une loi, puisqu'il s'agit d'une question dont l'importance dépasse les bornes d'une cité et intéresse la France entière. Une loi apparaît comme le véritable moyen de protéger contre la fraude des denrées, qui, de plus en plus, affluent aux halles centrales.

Le rapporteur au Sénat déclare également que

l'unité de vendeur est le meilleur remède aux fraudes signalées. Pourquoi deux catégories d'intermédiaires, dont l'une serait soumise à des prescriptions sévères, alors que l'autre vivrait dans l'indépendance presque complète ? La coexistence de deux séries d'agents qui ne seraient pas assujettis aux mêmes règles faciliterait singulièrement la fraude ; l'intérêt supérieur du pays, de son alimentation exige que le régime établi en 1878 soit abandonné. Sans doute, pour certaines denrées, les expéditeurs préfèrent s'adresser à des commissionnaires plutôt qu'à des facteurs, parce que les denrées s'écoulent plus facilement avec les intermédiaires de la première catégorie ; mais cette considération ne doit pas prédominer ; il reste toujours l'objection résultant de ce que le contrôle est entravé ; tant que deux classes d'agents de vente subsisteront aux halles, la sincérité des transactions ne pourra être efficacement garantie. Comment s'assurer de l'honnêteté des intermédiaires, si ceux-ci ne sont pas soumis à un contrôle de tous les instants, portant sur toutes les transactions qu'ils effectuent ou auxquelles ils se prêtent ?

A cette réforme portant sur le fond même de l'institution, correspondait un changement apporté à la dénomination des intermédiaires, qu'on proposait d'appeler désormais des « commissaires aux ventes ». L'urgence de cette innovation était commandée par cette constatation que, dans un marché où sont réunis plusieurs sortes d'intermédiaires pratiquant une pro-

fession similaire, il est impossible que des habitudes analogues ne s'établissent pas entre eux, et les mêmes pratiques frauduleuses peuvent être employées par les uns comme par les autres. Avec une réglementation plus uniforme, on sauvegarde les intérêts des consommateurs et des producteurs, et ceux-ci ont désormais la certitude de traiter avec des intermédiaires d'une moralité mieux garantie.

Quant aux relations entre les deux Préfectures, le rapporteur au Sénat estime que, dans les attributions de la Préfecture de la Seine, doivent figurer l'assiette et la perception des taxes de toute nature ; mais, pour le maintien de l'ordre et de l'hygiène et tout ce qui concerne la répartition des emplacements, la Préfecture de police est seule qualifiée pour agir. En définitive, le rapporteur au Sénat ne demandait que de légères modifications au texte du projet de loi voté par la Chambre.

Il parut bon que, tout en formulant le principe que les halles centrales constituent avant tout un marché destiné aux ventes en gros, l'art. 1^{er} fut augmenté d'un alinéa, indiquant que quelques pavillons sont exceptionnellement réservés pour la vente au détail. Ce procédé de vente offre une utilité spéciale pour la boucherie, en permettant aux bouchers des divers quartiers des échanges de marchandises et des réassortiments.

L'art. 3, remanié, dispose que les ventes à la criée ou à *l'amiable* ne peuvent être faites dans les pavil-

lons que par les commissaires aux ventes. Les ventes à l'amiable, c'est-à-dire celles précédées d'un débat entre le vendeur et l'acquéreur, deviennent de plus en plus fréquentes aux halles, car les consommateurs peuvent ainsi fractionner les lots qu'ils achètent et examiner de plus près la qualité des marchandises. La loyauté de la vente est, d'ailleurs, assurée par le libre débat, et ensuite par le passage au banc de vente opéré par les soins du commissaire aux ventes.

En ce qui concerne le cautionnement, la question de savoir s'il était nécessaire de l'élever fut également examinée par le rapporteur. Il lui parut logique de ne pas adopter une solution uniforme ; le chiffre de 10,000 fr. est, en effet, relativement trop modéré, pour certains facteurs qui, comme ceux attachés au pavillon des beurres et des œufs, des viandes et de la volaille, passent des opérations quotidiennes dont l'importance est notablement supérieure au montant de leur cautionnement. Le rapporteur cite l'exemple d'un facteur qui, à la vente en gros des beurres, a atteint en 1893 un chiffre de 55.065 fr. d'affaires pour un seul jour. Des moyennes journalières de 20,000 fr. sont fréquentes pour les facteurs de cette catégorie. Ceux qui sont attachés au pavillon de la viande dépassent souvent 10,000 fr. par jour. A l'inverse, ceux qui s'occupent de la vente du poisson, des fruits et des légumes, des grains et farines réalisent un chiffre quotidien de transactions beaucoup plus modeste. Dans

ces conditions, il conviendrait d'élever pour les uns, et d'abaisser pour les autres, le chiffre du cautionnement admis par la Chambre.

Enfin, l'attention du rapporteur fut attirée par deux innovations : la création d'une chambre de discipline et l'obligation pour les intermédiaires de tenir une certaine comptabilité.

La chambre de discipline avait été très attaquée, au Palais-Bourbon par M. Mesureur ; le rapporteur estima que cette innovation était dangereuse et ne présentait, aucun avantage réel. Cette institution se justifie pour des corporations dont les membres possèdent à peu près les mêmes garanties de capacités et de savoir, ayant subi à l'accès de la carrière des épreuves analogues. Mais les facteurs sont loin de présenter de semblables garanties : ce sont simplement des commerçants qui se connaissent à peine entre eux et qui, pour entrer dans la corporation, ne se sont heurtés à aucune condition difficile à observer. Une chambre de discipline ainsi constituée ne tendrait qu'à prendre des mesures contraires à l'intérêt du public ; ce serait en quelque sorte rétablir aux halles sous couleur de contrôle, un organisme qui jouirait d'une véritable autonomie et qui prendrait bientôt la place des anciennes corporations.

Quant à la réforme à apporter à la comptabilité des intermédiaires, le rapporteur estima qu'elle était de nature à produire les meilleurs résultats, mais qu'il

n'était pas du rôle du législateur d'entrer dans le détail d'une réglementation si minutieuse, et que, seul, le Conseil d'Etat pouvait en arrêter la formule dans un règlement d'administration publique.

Le registre à recommander serait garni de deux volants, coté et paraphé par l'inspecteur principal du marché ; la souche et les deux volants qui en sont détachés portent le même numéro d'ordre ; la souche contient l'indication de la date, du nom et de l'adresse de l'expéditeur, la nature de la marchandise, le nombre de pièces ou le poids, le prix de vente ainsi que le nom de l'acheteur. Le volant A, destiné à l'expéditeur, mentionne la date, le nom de l'expéditeur, la nature de la marchandise, le poids ou le nombre de pièces et le prix de vente ; le volant B, destiné à l'acheteur, pourra n'indiquer que la date et le prix de la marchandise ainsi que le numéro d'ordre permettant, en cas de contestation, de se reporter à la souche. Ce document ainsi décrit parut de nature à supprimer les fraudes usitées quelquefois et consistant à majorer les bénéfices des facteurs, en ajoutant des frais de manutention imaginaires. Les facteurs ne doivent inscrire sur leurs procès-verbaux de vente que les frais tarifés et les frais accessoires (les frais de la première catégorie représentent les transports par chemin de fer, les droits de douane, les droits d'octroi, les droits d'abri, de pesage, de manutention, de garde de la marchandise par les forts, de comptage et mirage par les

compteurs-mireurs (vente en gros des beurres et fromages), de découpage (vente en gros des viandes) ; quant aux frais accessoires, ils concernent la correspondance, mandats, timbres, dépêches, timbres-quitances, les pourboires aux camionneurs, les frais de personnel et de matériel.

Enfin, le rapport de M. Camescasse se termine par quelques précisions sur les différentes espèces de ventes (les pavillons de gros étant seuls réservés à la vente en gros), et les ventes au détail, qui ne peuvent avoir lieu que dans les emplacements aménagés à cet effet.

La proposition de loi sur les halles vint en première délibération au Sénat, le 18 février 1895 (*J. O.*, Sénat, 1895, p. 64, col. 2). M. Camescasse, rapporteur, appela l'attention de ses collègues sur ce projet, destiné à trancher des difficultés concernant non seulement les Parisiens, mais même la province. Il importe à ceux qui envoient leurs marchandises à Paris de savoir ce qu'elles valent et ce qu'elles deviennent et de recevoir un compte-rendu fidèle, exempt de fraude ou d'erreur. M. Camescasse montra combien, à ce point de vue, la distinction de deux ordres d'intermédiaires prêtait à la critique. Il y avait des vendeurs officiels, les facteurs et les commissionnaires libres ; ces derniers s'étaient de plus en plus répandus dans les halles, grâce à une disposition de l'art. 9 du décret de 1878, qui défend aux facteurs de faire, soit directement, soit

indirectement, le commerce des denrées qu'ils sont chargés de vendre ; or, cet art. 9 ne s'appliquant pas aux commissionnaires, leur permettait de se livrer à la pratique de contre-partie qu'il prohibait chez les facteurs ; de là une singulière anomalie qui avait donné lieu à certains désordres ; quand ils traitaient avec des commissionnaires, les producteurs n'étaient jamais fixés sur les garanties qu'ils pouvaient trouver auprès de ces derniers ; les expéditeurs vivaient, par suite, dans des appréhensions sérieuses sur le sort de leurs marchandises et sans pouvoir se rendre compte des fluctuations diverses agissant sur les prix. Le rapporteur concluait par l'impossibilité de laisser aux producteurs le libre choix de leurs intermédiaires. La distance qui sépare l'expéditeur de son vendeur ne permet pas au premier de se rendre compte de la moralité de son correspondant ; s'il éprouve des inquiétudes sur le sort de ses marchandises, il peut être détourné d'envoyer des denrées aux halles centrales, et il faut à tout prix éviter que nos producteurs désertent la Bourse de l'alimentation parisienne. L'organisation des halles centrales serait compromise, si tout propriétaire n'avait pas la certitude de considérer comme vendue la marchandise qu'il expédie aux halles et comme d'un recouvrement assuré le prix en provenant.

Or, pour qu'une pareille sécurité règne dans l'esprit des producteurs, l'unité de vendeurs apparaît comme

indispensable, et, de plus, le vendeur doit avoir un caractère officiel, être une sorte d'officier public. A ce prix seulement, la vente sera sincère et loyale, conforme aux nécessités du jour, et le cours ne sera influencé par aucun élément frauduleux susceptible de le fausser. Il ne s'agit pas, assurément, de proscrire la liberté du marché : la vente à la criée et la vente à l'amiable sont conservées ; les deux modes restent à la disposition des acheteurs, mais l'une comme l'autre ne peuvent être faites dans les pavillons que par les intermédiaires officiels, qui garantissent que, quel que soit le procédé employé, le prix obtenu correspond au cours réel de la marchandise. D'autre part, l'intermédiaire, officier public, étant astreint à une comptabilité légale, rendra un compte détaillé et exact de ses opérations. Les expéditeurs savent ainsi que les denrées expédiées par eux ont été vendues au prix que comportaient les circonstances du jour, et la comptabilité des intermédiaires devient un tableau fidèle des négociations faites au nom des producteurs aux halles centrales.

Toutes les précautions doivent être prises pour atteindre ce résultat ; pour éviter que les cours ne soient faussés, l'art. 41 défend au vendeur d'intervenir à un titre quelconque dans la transaction, sous peine de voir prononcer contre lui l'exclusion du marché. Défense est portée en outre, contre les intermédiaires de posséder des marchés clandestins à proximité des halles. Ainsi

disparaît la possibilité d'introduire sur le marché ou d'en retirer une certaine quantité de marchandises, en vue de produire artificiellement un mouvement de hausse ou de baisse contre l'intérêt des expéditeurs.

Après cet exposé d'ensemble, la discussion de la loi fut abordée par le Sénat.

Sur l'art. 3 (les ventes à la criée et à l'amiable ne peuvent être faites dans les pavillons que par les commissaires aux ventes), M. Le Breton soutint un amendement (*J. O.*, *ibid.*, p. 67, col. 4) tendant à accorder aux propriétaires le droit de vendre directement leurs marchandises, soit par eux-mêmes, soit par des mandataires de leur choix, mais sans être astreints à s'adresser aux intermédiaires officiels. Pour M. Le Breton, le marché des halles risquerait de tomber en décadence, si l'on n'acceptait pas le principe de la vente directe. Il remarque que, de 1878 à 1891, en face d'un accroissement de la population parisienne atteignant 32 $\%$, l'augmentation correspondante des expéditions aux halles ne dépasse pas 25 $\%$. Comment expliquer cet écart entre le progrès de la population et le mouvement des denrées ? Incontestablement, il faut tenir compte de l'habitude prise par certains négociants qui traitent directement avec certains producteurs sans venir s'approvisionner aux halles.

D'ailleurs, de nombreux habitants se font adresser par colis postal les denrées nécessaires à leur alimentation. Mais le principal motif de l'arrêt relatif observé

dans la progression des envois, c'est la défiance des propriétaires à l'endroit des intermédiaires, sans distinguer suivant qu'il s'agit d'intermédiaires libres ou de facteurs. Avec le système proposé par la Chambre et adopté par la Commission du Sénat, les fraudes sont enrayerées dans une large mesure, mais il y en a qui peuvent encore se produire, car c'est un fait bien souvent observé que, plus on se montre sévère pour la répression des fraudes, et plus l'ingéniosité se développe dans les procédés employés pour déjouer le contrôle. M. Le Breton a très bien décrit les dangers qui planent sur les producteurs et dont la répercussion s'exerce sur les consommateurs : avec le regrat, on fait « une vente fictive d'un lot de denrées quelconques : on présente le lot, et, sans que personne soit venu l'acheter, on le porte comme vendu à un prix imaginaire ; on le fait disparaître, et, quelques instants après, on le représente de nouveau aux acheteurs réels pour le vendre à un prix supérieur. Naturellement, l'expéditeur subit le premier prix attribué à ce lot, prix absolument factice, et le consommateur parisien qui utilise cette denrée, paie le prix le plus élevé ; la différence reste au commissionnaire ou aux facteurs ; car facteurs ou commissionnaires peuvent se livrer aux mêmes manœuvres..... La denrée est-elle abondante un matin ? Les facteurs aux halles ou les commissionnaires (car les uns et les autres opèrent de même), dissimulent une grande partie de ces envois,

et, le lendemain, ils les mettent en vente, en ayant soin d'écrire aux expéditeurs qu'ils n'envoient plus telle denrée, parce qu'elle surabonde sur le marché ; ou bien encore ils invitent le laboratoire municipal à opérer la saisie des denrées expédiées, sous prétexte qu'elles sont avariées. Qu'en résulte-t-il pour le consommateur parisien ? C'est que, le premier jour où il y a disette de cette denrée, il la paie trop cher, et que, le lendemain, les expéditeurs sont lésés, puisqu'ils ne peuvent faire de nouvel envoi, ou sont exposés à le voir arbitrairement dénoncé comme avarié et saisi par le laboratoire municipal. » (*J. O.*, Sénat, *S. O.*, 1895, p. 67, col. 2).

M. Le Breton reconnaissait que la commission avait accompli de louables efforts pour défendre contre de pareilles spéculations à la fois le producteur et le consommateur ; mais, selon lui, qu'on soit en face d'intermédiaires libres, ou, au contraire, d'une corporation réglementée, le danger des opérations louches subsiste, et cette perspective suffit à empêcher le marché des halles centrales de s'étendre avec rapidité. Une corporation n'est qu'une collectivité d'individus autorisés à exercer une profession analogue, dont chacun cherche à retirer le minimum de profits ; pour arriver à ce but, ils peuvent arrêter entre eux une entente en vue de falsifier les cours, et de réaliser des bénéfices illicites au préjudice, à la fois, des agriculteurs et des Parisiens. Au contraire, si l'on accepte le principe de la

vente libre, la situation des halles centrales se modifie et se transforme : elles deviennent un marché où personne n'a plus à redouter la déloyauté des transactions. Le propriétaire, trop éloigné de la capitale pour venir y vendre lui-même ses denrées, choisira un homme de confiance qu'il chargera de ce soin. Si, malgré cette précaution, il est victime d'un dol, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même d'avoir opéré un mauvais choix, et il n'est plus victime du mauvais fonctionnement d'un service contre lequel sa volonté demeure impuissante. Et M. Le Breton invoquait à l'appui de sa thèse un vœu émis dans le même sens par la Société des Agriculteurs de France.

Il invoquait aussi l'opinion des syndicats agricoles, peu nombreux à cet époque, mais qui se préoccupaient déjà de chercher des débouchés aux produits de leurs membres et de leur procurer une vente avantageuse.

A quoi le rapporteur répondit que l'amendement, inspiré des meilleures intentions, risquait cependant de rendre la loi inefficace dans son œuvre d'assainissement. Ouvrir l'accès des halles au producteur lui-même, c'est incontestablement un très beau rêve ; mais c'est une utopie irréalisable. Obligé de surveiller la culture de son champ, de diriger son personnel, le propriétaire ne répondrait pas à l'appel du législateur. D'ailleurs, la distance se dresse comme une impossibilité contre l'accomplissement d'un pareil projet. Si l'on supprime les intermédiaires, les agriculteurs fran-

çais ou étrangers désertent le marché de Paris et le problème de l'alimentation de la capitale deviendra une difficulté insoluble. A la vérité, les syndicats pourraient, mieux que des propriétaires isolés, être représentés à Paris par des mandataires de leur choix ; mais les syndicats eux-mêmes ne pourraient réussir dans cette voie que s'ils offraient à ces derniers une rémunération suffisante pour leur créer une situation acceptable.

Ce serait donc conférer aux syndicats riches et puissants une supériorité injustifiée sur ceux qui ne pourraient pas consentir les mêmes sacrifices ; et l'on aboutirait ainsi à de véritables privilèges dans l'application d'une loi qui se propose, au nom de l'intérêt public, de faciliter également à tous l'accès des halles centrales. D'ailleurs, des abus peuvent être commis aussi bien par un mandataire ordinaire que par un commissionnaire ou un facteur. Avec les difficultés du contrôle, comment être certain que l'intermédiaire choisi par le propriétaire ne soit pas tenté de préférer son intérêt à son devoir ?

Le rapporteur ajouta, pour repousser l'amendement de M. Le Breton, que le projet de loi combattait d'une manière efficace la resserre et le regrat, puisque toute marchandise devait sortir des halles dès qu'elle aurait passé au banc de vente. La marchandise vendue est donc enlevée à la possession de l'intermédiaire ; elle ne peut plus reparaître dans son pavillon ; ce genre de

fraude est donc par là même rendu impraticable. Les considérations développées par le rapporteur l'emportèrent et l'amendement de M. Le Breton ne fut pas accepté.

Lors de la seconde délibération au Sénat, le 4 mars 1895 (*J. O.*, Sénat, S. O., p. 115, col. 3), la question du cautionnement souleva une nouvelle discussion. M. Le Breton fit remarquer que, si un syndicat avait assez de confiance dans un mandataire pour ne pas exiger de lui un cautionnement, il n'y avait aucun motif sérieux de ne pas réduire le dit cautionnement dans la proportion demandée par l'intermédiaire. Cette observation parut fondée, et l'art. 17 fut complété par une disposition portant que le taux du cautionnement dans chaque pavillon serait fixé par le règlement d'administration publique destiné à trancher plusieurs difficultés d'application.

D'un autre côté, M. Poirier demanda que la vente au détail continuât à être autorisée sur le carreau des halles, afin de ne pas priver la population parisienne des bienfaits d'une vente faite à bon marché. Le rapporteur répondit que le règlement d'administration publique préciserait ce point.

Finalement, si l'on veut résumer les modifications apportées par le Sénat au projet de loi élaboré par la Chambre, on constate que les innovations apportées par le Sénat sont au nombre de 4 :

1° Les attributions des deux Préfectures relative-

ment aux halles centrales sont quelque peu précisées : le Sénat, acceptant le principe que la Ville de Paris est propriétaire des halles et que le Préfet de la Seine est son principal représentant, confère à ce dernier l'exercice du droit de propriété sur les halles, et notamment la perception des taxes municipales. Par contre, le maintien de l'ordre, la loyauté des transactions et la salubrité des denrées ne peuvent être assurées que par un service unique ; en conséquence, le Préfet de police est chargé de cette mission, et aussi de désigner les pavillons affectés à la vente en gros de telle ou telle denrée, ainsi que les emplacements mis dans ces pavillons à la disposition des vendeurs ;

2° On avait dit que les art. 9, 10 et 11 de la loi organisaient un véritable monopole au profit des facteurs et tendaient à reconstituer une corporation semblable à celle de l'ancien régime. Incontestablement, le projet n'avait pas cette portée, mais la rédaction de l'art. 9 était fâcheuse, en ce sens que ce texte limitait une fois pour toutes le nombre des intermédiaires d'après les places disponibles au moment de la promulgation de la loi. Le Sénat supprima les derniers mots (au moment de la promulgation de la loi), et par là devenait possible l'augmentation du nombre des intermédiaires dans la proportion où s'agrandiraient les pavillons et à mesure que seraient restreints les emplacements réservés à la vente au détail ;

3° Le Sénat, conformément à l'opinion exprimée en

1893 par M. Mesureur, supprimait la Chambre de discipline organisée par les art. 10 et 11 de la loi. Il lui substituait la commission supérieure des halles, qu'il considérait, en raison de sa composition, comme de nature à mieux assurer la prospérité du grand marché parisien.

En outre : 4^o le Sénat considérait comme indispensable à l'efficacité du contrôle que tous les intermédiaires fussent assujettis au même régime, soit quant à l'accès de la profession, soit quant à la surveillance destinée à sauvegarder les intérêts des producteurs et la bonne renommée des halles centrales.

Le projet revint ensuite à la Chambre.

Au sein de la commission qui fut nommée pour l'examiner de nouveau, différentes mesures furent proposées, notamment pour assurer le respect des droits de la Ville de Paris, et pour veiller à la salubrité des denrées. M. Jacques demanda de ne pas procéder à la discussion du projet avant d'avoir entendu une délégation du conseil municipal de Paris ; mais la proposition de M. Jacques fut écartée par le motif qu'elle aurait pour conséquence d'ajourner indéfiniment le vote de la loi. En effet, les sentiments du conseil municipal de Paris étaient connus, et le projet de loi avait été précédé d'une enquête suffisante pour éclairer les pouvoirs publics.

A un autre point de vue, M. Cosmao-Dumenéz exposa les avantages qu'il y aurait à confier l'inspec-

tion de la salubrité des denrées à un service autonome distinct du laboratoire municipal. Il ne parut pas possible de consacrer un article de la loi à cette question, puisque le législateur voulait avant tout assurer la loyauté des transactions. Mais le Préfet de police donna, dans une certaine mesure, satisfaction à M. Dumenez, en lui annonçant son intention de constituer une inspection divisionnaire des halles comprenant dans ses attributions : l'inspection sanitaire vétérinaire des animaux sur pied, l'inspection des poids et mesures, le contrôle administratif et l'inspection de la salubrité des denrées.

Devant la Chambre, M. Audiffred fit ressortir les garanties qui avaient été prises en vue d'assurer la sincérité des ventes et de prévenir les fraudes. Il constatait avec raison que la loyauté des transactions paraissait assurée par les trois principales dispositions concernant les mandataires :

1° Défense d'acquérir pour leur propre compte ou pour celui de personnes interposées les marchandises qu'ils auront été chargé de vendre. Tout acte de commerce leur est rigoureusement interdit ; ils doivent rester de simples mandataires et se borner à procéder à l'adjudication à la criée ou à la vente à l'amiable des marchandises qui leur sont expédiées. Pour paralyser le plus possible les tentatives de fraude, les mandataires sont astreints à ne posséder, même en dehors des halles, aucun établissement commercial, soit à Paris, soit en province ;

2° Une comptabilité leur est imposée ; elle est combinée de manière à éviter le regrat ou la resserre. Elle permet à l'inspecteur de police d'exercer un contrôle facile sur les ventes. Toute marchandise dont la vente est constatée par cette comptabilité doit immédiatement sortir du pavillon. Le prix de chaque vente est proclamé à haute voix ; il est inscrit sur l'un des deux volants détachés de la souche, lequel est remis à l'inspecteur de police.

3° Les mandataires coupables de négligence ou de fraude sont passibles de peines disciplinaires, aggravées et transformées en peines correctionnelles, au cas où ils seraient convaincus d'avoir faussé ou tenté de fausser les enchères, proclamé ou tenté de proclamer des cours supposés ou d'avoir altéré le prix d'une vente. La commission insista sur la nécessité d'assurer une surveillance efficace de la Préfecture de police sur la loyauté des transactions ; dans ce but, chaque poste devra disposer d'un banc de vente et de l'espace nécessaire au contrôle. Il appartiendra au règlement d'administration publique de déterminer les conditions dans lesquelles auront lieu les concessions de postes.

Enfin, pour fortifier les garanties stipulées, en faveur des producteurs et de la sincérité des marchés, la commission proposa quelques dispositions supplémentaires. Le nombre des regrattiers qui opéraient sur le carreau était considérable, et les agriculteurs de banlieue, ne pouvant trouver de place sur le carreau, étaient sou-

vent obligés de céder en bloc leurs marchandises aux revendeurs, ce qui ne leur permettait pas de réaliser les mêmes bénéfices que s'ils les avaient écoulées directement au public. La commission proposa, par suite, d'ajouter au texte de l'art. 1^{er} : « Le carreau, dans le périmètre des halles, est réservé aux propriétaires de légumes et fruits vendant leurs propres marchandises, à l'exclusion des regrattiers ».

Le choix des intermédiaires ne paraissait pas entouré de garanties suffisantes au point de vue de la moralité ; en conséquence, l'art. 2 projeté disposait que la nomination d'un intermédiaire par le Tribunal de commerce était subordonné au résultat d'une enquête effectuée sur lui.

Ainsi complété, ou modifié, le projet de loi revint devant la Chambre dans la séance du 29 février 1896 (*J. O.*, 1896, Ch., séance du 29 février, p. 327, col. 2). La discussion fut précédée d'un discours de M. Goblet, qui déclara qu'après avoir été hostile à la loi, il avait modifié son opinion, et en acceptait parfaitement le principe. Il approuvait le législateur d'avoir su respecter les droits de la ville de Paris, d'avoir laissé au préfet de la Seine le soin de répartir les emplacements dans les halles, prérogative des plus légitimes, puisque la propriété des halles centrales appartient à la ville de Paris. D'autre part, il approuvait la commission de n'avoir pas accepté le point de vue du Sénat qui érigeait les intermédiaires chargés de la vente en véri-

tables fonctionnaires. Sans doute l'unité des vendeurs est de nature à assurer la sincérité des opérations ; mais cette unité doit s'établir sur le terrain du droit commercial et non pas de l'administration. Quant au cautionnement, tandis que le Sénat proposait au Gouvernement le soin d'en fixer le chiffre (par un règlement d'administration publique), il parut qu'il devait être proportionné par la loi elle-même à l'importance des ventes faites par chaque mandataire. On évitait ainsi de rétablir un monopole contraire aux idées d'égalité et de justice.

On passa ensuite à la discussion des articles ; le projet ne manquait pas d'adversaires qui auraient voulu le maintien du décret de 1878. Mais tout était réuni pour en assurer le vote : des conférences avaient été tenues au Ministère de l'Intérieur entre le Gouvernement et les représentants de la ville de Paris ; des pourparlers nombreux avaient eu lieu entre la commission et les délégués du conseil municipal de Paris. Il fallait, en effet, aboutir le plus tôt possible, car les plaintes des expéditeurs se multipliaient et nombreuses étaient les fraudes que tout le monde s'accordait à dénoncer.

Pour M. Goblet, les ressources dont on disposait pour réprimer la fraude étaient au nombre de cinq :

1° Supprimer la disposition remontant au décret de 1878, qui, tout en défendant aux facteurs d'acheter aux halles, leur permet de faire, en qualité de com-

missionnaires, des opérations de contre-partie. Ainsi s'établit la pratique des ventes fictives, pour le plus grand profit de l'intermédiaire ; le jour où il y a grand arrivage de marchandises, l'intermédiaire voyant les denrées à bas prix, se les adjuge. Il imagine une vente qui n'est pas conforme à la réalité ; puis, dès que le cours est remonté, il procède à une vente réelle et il encaisse les bénéfices pour lui ; car il se garde bien de mettre le producteur au courant de la manœuvre à laquelle il s'est livré ; et, sur la facture qu'il envoie à ce dernier, il inscrit le prix de la vente fictive et non pas celui de la vente réelle. Les auteurs de la loi de 1896 réprouvaient absolument cet abus et interdisaient sans aucune distinction à l'intermédiaire (qu'on l'appelle facteur ou commissionnaire, peu importe) d'acheter pour son propre compte hors la présence de l'expéditeur ;

2° Le projet de loi organisait un système de comptabilité, déjà décrit, et de nature à entraver singulièrement les fraudes ;

3° Les pouvoirs de surveillance sur les halles sont dévolus au Préfet de police, et un commissariat spécial est institué pour veiller à la sincérité des opérations de vente ainsi qu'à la salubrité des denrées ;

4° Une commission supérieure est désignée, avec mission de signaler chaque année, dans un rapport au Président de la République, les abus commis et les moyens d'y mettre fin ;

3° La nomination des intermédiaires est entourée des garanties les plus sérieuses, en vue de rassurer les expéditeurs. A cet égard, la commission de la Chambre accorda une certaine satisfaction à la ville de Paris qui soutenait qu'étant propriétaire des halles centrales, elle avait seule droit de désigner des intermédiaires, sauf à leur imposer les garanties que l'Etat croirait devoir instituer. En conséquence, le préfet de la Seine, représentant le conseil municipal de Paris, est obligé de choisir les candidats à une charge de mandataire sur une liste de négociants dressée par le Tribunal de commerce, après enquête et sur avis de la Préfecture de police. Au cas où le mandataire serait inférieur à sa mission ou commettrait des actes déshonnêtes, le droit de suspension ou même de révocation est dévolu à l'autorité supérieure (la suspension est prononcée par le préfet de la Seine ou le préfet de police, la révocation par le Ministre de l'Intérieur).

Pour conclure, le commissaire du Gouvernement fit remarquer qu'en présence des abus qui s'étaient manifestés et qui enrichissaient certains intermédiaires au détriment des producteurs, il importait de voter la loi le plus tôt possible, étant donné que, dans toutes ces dispositions, elle tendait à réprimer la fraude par des mesures préventives ou coercitives appropriées. Toute marchandise qui sort d'un pavillon de vente ne peut plus y rentrer sans être soumise de nouveau aux droits de camionnage, de manutention et d'abri, taxes dont

le montant est suffisant pour enlever à l'intermédiaire désireux de faire la contre-partie tout le bénéfice de cette opération dolosive. Il devient également impossible à l'intermédiaire de facturer à l'expéditeur un prix inférieur à celui qu'il a retiré de la vente des denrées. En effet, avec l'organisation établie par la loi, le mandataire se trouve à tout instant sous le contrôle d'un public intéressé à ce que les transactions effectuées aux halles soient loyalement conclues. Si le mandataire vend une marchandise 50 fr. par exemple, il est tenu en même temps de proclamer à haute voix le prix qu'il obtient ; et, simultanément, de l'inscrire en gros chiffres sur une étiquette collée d'une manière apparente sur la marchandise. Toute inexactitude commise dans l'opération serait inévitablement aperçue par le public et signalée à l'autorité supérieure.

Dans ces conditions, la discussion ne donna lieu qu'à un amendement déposé par M. de Saint-Quentin, et tendant à modifier le 4^o de l'art. 2 : « L'intermédiaire doit justifier du versement à la caisse municipale d'un cautionnement égal au droit d'abri payé par le poste pendant l'exercice précédent. » M. de Saint-Quentin proposait de remplacer cette rédaction par la suivante : « Justifier du versement à la caisse municipale d'un cautionnement proportionnel aux droits d'abri payés par le poste pendant l'exercice précédent, sans toutefois que le cautionnement puisse excéder 50,000 fr. ni être inférieur à 10,000 fr. » L'honorable

député justifiait son amendement par les motifs suivants : la loi de 1896 décide que la profession de mandataire est libre désormais. Les seuls obstacles apportés à la libre concurrence consistent dans la nécessité pour les candidats de réunir certaines conditions d'honorabilité, indiquées par l'art. 2 et de déposer un cautionnement dont la quotité, d'après le projet, sera égale au montant des droits d'abri acquittés par le poste pendant l'exercice précédent. M. de Saint-Quentin voulait fixer sur d'autres bases le chiffre du cautionnement. Il démontra que le minimum de cautionnement constituait un minimum de garantie, et une indication de solvabilité précieuse pour l'expéditeur. L'absence de minimum imposé pour le cautionnement ne se concevrait qu'avec la règle de la liberté du commerce admise pour les halles centrales. Mais on oublierait ainsi que les halles centrales ne sont pas un marché municipal, mais un marché national : tous les expéditeurs, soit Français, soit étrangers, qui envoient leurs produits aux halles doivent être assurés d'entrer en relation avec les mandataires d'une probité avérée. Si un intermédiaire ne dispose pas d'une somme minima de 5,000 ou de 10,000 fr. au moins, il faut en conclure qu'il s'illusionne sur ses chances de succès ; en réalité, il n'est pas à même de supporter les risques auxquels l'expose sa profession. D'ailleurs, les ventes ne peuvent s'opérer rapidement que si les mandataires sont en nombre restreint ; si la loi n'impose aucune

exigence quant au cautionnement, et que les halles soient envahies par une foule de petits mandataires, l'écoulement et l'enlèvement des marchandises ne pourront s'effectuer rapidement et un obstacle certain sera ainsi apporté au contrôle.

Le rapporteur accepta dans une certaine mesure les observations de M. de Saint-Quentin, et il fut décidé que le minimum de cautionnement serait de 5,000 fr.; par contre, toutes les fois que le droit d'abri est supérieur à ce chiffre, le cautionnement sera égal au montant du droit d'abri. (On entend par droit d'abri le loyer, calculé d'après le poids des marchandises, moyennant lequel la ville de Paris fournit aux intermédiaires une installation complète dans ses pavillons : (Du Maroussem et Guérie, *ibid.*, p. 58). En conséquence, l'art. 2 4^e, fut modifié de manière à exiger, pour la concession d'un poste, un cautionnement égal au montant des droits d'abri payés pendant l'exercice précédent, avec minimum de 5,000 francs.

Le projet de loi, ainsi modifié par la Chambre des députés, fut adopté par le Sénat le 1^{er} juin 1896 (*J. O.*, Sénat, 1896, *S. O.*, p. 417, col. 3 et suiv.). La loi fut promulguée le 11 du même mois.

Si l'on veut caractériser la loi de 1896, on peut dire qu'elle contient 3 innovations :

1^o Elle établit le régime d'unité de vendeurs, tous astreints aux mêmes conditions de nomination et à la même surveillance ;

2° Toutes les opérations pratiquées aux halles sont assujetties à un contrôle uniforme ;

3° Une commission supérieure rédige un rapport annuel, destiné à rendre compte des difficultés qui surviennent dans l'application de la nouvelle réglementation. Tous les intermédiaires peuvent se livrer à la vente aux halles à la condition d'offrir des garanties de moralité et de connaissances techniques, et de justifier de leur solvabilité par le dépôt d'un cautionnement. Ainsi sont protégés les intérêts des producteurs, pour lesquels les halles doivent constituer un débouché certain, exempt de toutes fraudes dans les transactions.

Si l'on compare la réglementation des halles centrales avec celle des autres marchés de Paris ou de province, on remarque les différences suivantes :

1° Les halles centrales appartiennent à la ville de Paris ; les autres halles peuvent appartenir soit à des particuliers soit à des communes ;

2° Dans les halles ordinaires, le maintien du bon ordre est confié à la police municipale (loi du 5 avril 1884, art. 97, § 3 ; cf. Morgand. *La loi municipale*, 5^e édition, t. I, p. 364 ; t. II, p. 56). Le législateur a, au contraire, conféré la surveillance des halles centrales à la Préfecture de police ;

2° Les questions relatives à l'approvisionnement et à la vente des denrées dans les halles ordinaires sont réglées par les ordonnances de police ; dans les halles

centrales les principes relatifs à ces questions sont posés dans la loi du 11 juin 1896, dont les six ordonnances du 20 juillet 1897 se sont bornées à compléter les prescriptions ;

4° Enfin, toutes ces différences sont dominées par une idée générale ; les halles centrales sont véritablement un marché national qui intéresse la production française toute entière et même nos relations commerciales avec l'étranger ; les autres halles n'ont qu'un ressort local ou régional (Il ne faut pas oublier d'ailleurs, qu'en dehors des halles centrales il existe à Paris des marchés alimentaires de quartier qui sont au nombre de 42 ; cf., Bloch et de Pontich, *Du régime administratif spécial de la ville de Paris*, p. 576. Les plus connus sont ceux du Temple et de La Villette).

On peut affirmer que la loi du 11 juin 1896, complétée par les décrets des 23 avril 1897 et 27 juillet 1898, a réorganisé les halles centrales, en s'efforçant d'approprier leur système d'approvisionnement aux exigences de l'alimentation d'une grande cité moderne, qui compte plus de 2 millions et demi de consommateurs, sans négliger les intérêts des producteurs. Pour les consommateurs, il s'agit de procurer des denrées saines au prix le plus bas et le plus longtemps maintenu. D'autre part, les producteurs tiennent à ne pas être dépouillés par des mandataires infidèles. Enfin, il est de l'intérêt des intermédiaires eux-mêmes que leur

profession soit réglementée de manière à leur attirer la confiance du public. Nous allons reprendre successivement ces trois points de vue.

I. — Les consommateurs doivent d'abord être protégés par la loi ; il est de l'intérêt national que l'intoxication progressive d'une nourriture malsaine ne vienne pas détruire peu à peu l'énergie de la race française, et susciter des maladies telles que la fièvre typhoïde ou la tuberculose. Les corruptions ou falsifications d'aliments sont rendues difficiles par la concentration du commerce de gros aux halles (cf., art. 1^{er} de la loi de 1896). Le contrôle des inspecteurs sanitaires est ainsi facilité. Le commerce de détail est sans doute exceptionnellement permis, puisque les propriétaires de légumes et fruits peuvent vendre leurs propres marchandises sur le carreau des halles (art. 1^{er} § 2 ; cf. aussi § 3) ; mais les ventes au détail sont assujetties à des vérifications continuelles. Le carreau forain est réservé aux cultivateurs qui y amènent leurs produits pour les vendre eux-mêmes et aux approvisionneurs vendant des denrées dont ils sont propriétaires. On ne considère comme approvisionneurs que les marchands vendant sur le carreau des produits qu'ils ont acheté en dehors de Paris, et qui leur sont expédiés directement aux halles ou qu'ils y amènent eux-mêmes. Les marchands contrevenant à ces règles sont exclus par décision du Préfet de police. Les cultivateurs et approvisionneurs doivent justifier

de l'origine des denrées en produisant à leur arrivée sur le carreau, soit une déclaration d'introduction indiquant leur nom, leur adresse, le nombre de voitures introduites et portant l'empreinte du timbre à date du poste d'octroi qui aura contrôlé l'entrée de leur marchandise, soit une lettre de voiture ou un récépissé de chemin de fer à leur adresse. Les cultivateurs établis dans Paris justifient de leur qualité par un certificat délivré par le commissaire de police de leur quartier, et indiquant leur nom, leur adresse et l'étendue de leur culture (décret du 23 avril 1897, art. 57, modifié par le décret du 27 juillet 1898).

En outre, l'ordonnance du 30 mai 1897 contient des prescriptions particulières relatives à l'inspection sanitaire. L'hygiène publique commande que la marchandise arrive fraîche et qu'elle en sorte également dans un état rigoureux de fraîcheur; en conséquence, doivent être bannis le regrat et la resserre, même avec l'emploi des procédés frigorifiques employés à l'époque contemporaine (art. 7, 3^e de la loi de 1896). Les ordonnances de police du 20 juillet 1897 réglementent minutieusement les conditions où la resserre pourra être autorisée (art. 15 de l'ordonnance n^o 26, 14 de l'ordonnance n^o 27). Toute marchandise suspecte est envoyée au laboratoire municipal, service spécial relevant du secrétariat général de la Préfecture de police et qui comprend 72 employés (un directeur, un sous-directeur, 32 chimistes, 26 inspecteurs, 6 commis

et 5 garçons ; Du Maroussem et Guérie, *ibid.*, p. 212).

Le bon marché des denrées est assuré en ce qui concerne le commerce de détail par une sage répartition des débits, qui amène une certaine égalisation des prix.

II. — L'alimentation de Paris ne peut être régulièrement assurée que si les producteurs ne peuvent formuler aucune réclamation à raison de fraudes commises à leur égard par les intermédiaires des halles. Qu'il s'agisse de fermiers expédiant leurs beurres, de pêcheurs expédiant leur poisson, de gentilshommes campagnards envoyant à Paris le produit de leur chasse, ou de petits cultivateurs désireux d'écouler leurs primeurs, tous ont intérêt à n'être pas exploités par une série d'abus de confiance ou de manœuvres déloyales commises à leur préjudice par les mandataires. Ils sont dans la nécessité de se faire représenter ; il ne faut pas que cette nécessité dégénère pour eux en une cause de ruine. La distance qui les sépare de leurs représentants, l'impossibilité où ils se trouvent de vérifier leurs aptitudes ou leur honnêteté, appelle une réglementation spéciale de la corporation des mandataires ; il serait contraire à l'intérêt public d'accepter ici que l'organisation du mandat corresponde à la conception traditionnelle du Code civil. Aussi pendant longtemps a-t-on admis que les facteurs formeraient une corporation fermée analogue, au point de vue du mono-

pole, à celle des agents de change ou des commissaires-priseurs. Cette première réglementation des facteurs a aujourd'hui disparu ; actuellement, il n'y a plus de monopole, plus de limitation de nombre ; la profession est accessible à tous, mais sous certaines conditions qui constituent autant d'obstacles destinés à exclure du marché les candidats incapables ou infidèles (ne peuvent être mandataires que les Français ou les Françaises n'ayant subi aucune condamnation, inscrits sur une liste dressée par le Tribunal de commerce, après enquête et avis de la Préfecture de police, et justifiant de la concession d'un poste et du versement d'un cautionnement de 5,000 fr. au minimum ; loi de 1896, art. 2). C'est avec raison que la liberté règne dans l'accès de la profession, car plus le nombre des mandataires sera étendu, et plus largement pourra s'exercer le choix par les expéditeurs.

Le principe de l'unité de vendeurs est substitué par la loi de 1896 au régime admis en 1878, qui consistait à tolérer des commissionnaires libres à côté des facteurs inscrits. Tous les intermédiaires des pavillons sont désormais égaux ; tous ont été l'objet d'une enquête rigoureuse qui a permis à l'autorité supérieure de s'assurer de leur moralité personnelle ; tous ont versé le cautionnement prescrit ; enfin, tous relèvent de la Préfecture de police, au point de vue de la discipline.

L'art. 4 de la loi de 1896 dispose qu'ils sont tenus, sous les peines de droit, de se conformer à toutes les

prescriptions des règlements administratifs et des ordonnances de police concernant les halles, et de ne jamais se soustraire aux formalités du contrôle. Tous les mandataires sont astreints aux obligations suivantes :

1° Ils doivent tenir un livre à souche muni de deux volants dont les mentions sont concordantes; le premier volant accompagnera le lot jusqu'à la sortie du pavillon et sera ensuite remis par le fort à l'inspecteur principal; le deuxième, destiné à l'expéditeur, énoncera, outre le prix de vente, les frais tarifés (transport, octroi, décharge, manutention par les forts, droit d'abri), ainsi que le montant de la commission qui devra comprendre tous les frais accessoires;

2° Dès la conclusion d'une vente, le prix, énoncé sur le volant, doit être proclamé à haute voix;

3° Les mandataires sont tenus de conserver pendant 3 ans le livre à souches et leurs pièces de comptabilité;

4° Toute marchandise vendue doit immédiatement sortir du pavillon; de plus, les 5 ordonnances du 20 juillet 1897 interdisent de transporter des marchandises d'un poste dans un autre, et contiennent toutes la disposition suivante : « Il est interdit de transporter des marchandises d'un poste dans un autre; dans l'intérêt du bon ordre et de la circulation, lorsqu'un mandataire recevra plus de marchandise que son poste pourra en contenir, le trop plein sera momentanément déposé, après entente avec le représentant de la Pré-

fecture de la Seine, dans les dépendances d'un des postes les moins encombrés, mais ne pourra être vendu que sur le banc de vente du mandataire auquel la marchandise sera adressée (art. 13 de l'ordonnance concernant la vente en gros des viandes ; 12 de celle concernant la volaille et le gibier ; 15 de celle sur la vente en gros des fruits et légumes, des grains et farines ; 11 de celle concernant le poisson ; 14 de celle relative à la vente en gros des beurres, œufs et fromages). Par là est empêchée la resserre, qui, dans les cas où elle est permise, doit être établie conformément à des modèles fournis par la Préfecture de police et remise aussitôt après la clôture des ventes, pour le contrôle des marchandises, au syndic des forts de garde qui la tiendra à l'inspecteur principal ;

5° Les mandataires ne peuvent recevoir dans les pavillons affectés à la vente de gros et demi-gros que les denrées de première main, c'est-à-dire celles qui proviennent directement des expéditeurs. Toutefois sont assimilées aux marchandises de première main les viandes provenant des abattoirs municipaux et des boucheries patentées (décret du 23 avril 1897, art. 38). Toute expédition, à son arrivée dans les pavillons, est accompagnée d'une lettre de voiture ou d'un récépissé du chemin de fer à l'adresse du mandataire, et, s'il y a lieu, de l'acquit des droits de douane, ou de la quittance des droits au timbre du jour, accompagnée d'une déclaration signée par l'expéditeur et portant

son adresse, ainsi que la nature, le poids ou le nombre des colis et le nom du destinataire. Les pièces qui ont servi à établir la provenance de la marchandise sont remises aux mandataires, après avoir été visées au préalable par les agents de la Préfecture de police et ensuite par ceux de la Préfecture de la Seine (décret du 13 avril 1897, art. 39). S'il arrive que l'indication du destinataire ne soit pas mentionnée avec précision sur un lot de marchandises arrivées aux halles, celles-ci sont vendues à la criée par l'un des mandataires inscrits d'après un tableau de roulement établi par les soins du Préfet de police (même décret, art. 40).

La surveillance des ventes effectuées par les mandataires a été l'objet de la préoccupation constante du législateur, désireux d'assurer la loyauté du contrat au même degré que si l'expéditeur lui-même avait pu procéder à la vente. Un système minutieux est appliqué pour empêcher les falsifications d'écritures. Toutes les ventes quelles qu'elles soient, effectuées à la criée ou à l'amiable, sont inscrites au fur et à mesure des opérations sur le livre à souches rendu obligatoire par l'art. 7 de la loi de 1896, dont nous avons plusieurs fois parlé. Ce livre est établi sur un papier conforme à un modèle arrêté par le Préfet de police ; il est coté et paraphé par l'inspecteur principal du pavillon ; de plus, le commissaire spécial des halles appose un timbre sur la première et sur la dernière page (art. 41, déc. de 1897). Des erreurs sont

possibles sans que la bonne foi du mandataire soit suspectée ; dans ce cas, elles doivent être déclarées dans les 24 heures à l'inspecteur du pavillon, qui, après justification autorise, s'il y a lieu, l'envoi à l'expéditeur d'un bulletin rectificatif visé par lui, et détaché d'un livre à souches. Mais, en aucun cas, les mentions figurant sur la souche ou les volants ne peuvent être modifiées (art. 43).

A défaut d'indication, de la part de l'acheteur, au sujet du mode de livraison, les lots vendus sont retirés d'office du banc de vente et consignés dans un local spécial sous la garde des forts ; ils sont remis à l'acquéreur sur la présentation du bulletin d'achat et après paiement des droits de consigne (art. 46). Tout est ainsi précisé de manière à empêcher les combinaisons déloyales.

La resserre n'est permise que dans le cas où la marchandise n'a pas trouvé acquéreur ou est arrivée trop tard sur le marché. Déclaration en est faite par écrit aux agents des deux Préfectures. Pour plus de garanties, cette déclaration énonce le nom et l'adresse de l'expéditeur, la nature de la marchandise le nombre des colis et le motif pour lequel la marchandise a été mise en resserre ; celle-ci ne peut être mélangée avec les arrivages du jour et doit être vendue à part (décret de 1897, art. 47).

Si parmi les marchandises reçues, certaines sont saisies comme impropres à la consommation, le man-

dataire doit faire parvenir immédiatement à l'expéditeur un certificat de saisie, délivré par l'autorité supérieure, détaché d'un livre à souches, et indiquant le poids ou la quantité de la marchandise ainsi que la date de l'opération (art. 48).

Toutes les opérations quotidiennes des mandataires sont totalisées sur un registre spécial, coté et paraphé par le commissaire spécial des halles (art. 49). Le jour même de l'opération, ils sont tenus d'adresser à l'expéditeur tous les volants relatifs aux ventes de ses produits (art. 50).

Les mandataires devant conserver leurs livres pendant 3 ans, il est facile à un expéditeur de denrées aux halles, de s'assurer de la probité de son représentant ; il lui suffit de transmettre à la préfecture de police, aux fins de vérification, les volants qu'il a reçus du mandataire (art. 51).

Les livres à souches et tous autres documents de comptabilité des mandataires sont assujettis à un double contrôle : d'abord celui de la Préfecture de police, qui s'assure de la loyauté des transactions ; puis celui de la Préfecture de la Seine qui vérifie si les perceptions des taxes municipales ont été régulièrement effectuées (art. 52).

Enfin, l'authenticité des cours de chaque catégorie de denrées est garantie par une affiche placardée chaque jour, après la clôture des ventes, par les soins du Préfet de police dans un cadre spécial, à la porte de

l'inspection principale. Dans chaque pavillon, il est procédé à l'établissement des cours par une commission composée de l'inspecteur principal et de trois mandataires désignés par leurs collègues ; c'est ce cours officiel qui doit être porté par les mandataires à la connaissance de leurs clients (art. 54).

En cas d'infraction, les mandataires s'exposent aux peines disciplinaires prononcées par l'art. 5 de loi de 1896.

Telle est, dans ses grandes lignes, la surveillance exercée sans relâche sur les mandataires par la Préfecture de police. Enfin la moralité des mandataires est encore assurée par l'injonction qui leur est faite de ne jamais acquérir, soit par eux-mêmes, soit par leurs employés, soit par personnes interposées, les denrées qu'ils sont chargés de vendre (art. 30 du décret du 23 avril 1897, et ordonnances de police du 20 juillet 1897 ; ord. n° 26, art. 14 ; n° 27, art. 13 ; n° 28, art. 16 ; n° 29, art. 12 ; n° 30, art. 13). Cette défense est générale et s'applique sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'opération de contre-partie a été suivie ou non de la réalisation d'un bénéfice (Trib. simple police, 6 déc. 1899, *Gaz. Trib.*, 23 déc. 1899).

De plus, pour les détourner de la pensée de spéculer, ils ne peuvent se livrer à aucun commerce même en dehors des halles (art. 3, loi de 1896). La jurisprudence décide quelquefois, en conséquence de cette règle, que les mandataires n'ont pas la qualité de

commerçants, puisque la loi elle-même leur défend l'accès de cette carrière ; dès lors, les Tribunaux de commerce se déclarent compétents pour connaître d'une contestation née entre deux mandataires dans l'exercice de leurs fonctions (Trib. com. Seine, 5 déc. 1899, *Le Droit* du 22 déc. 1899). Mais nous verrons *infra* que telle n'est pas l'opinion dominante.

III. — Les intermédiaires, eux aussi, méritent que l'Etat prenne en mains leurs intérêts. Ils sont astreints à des devoirs très stricts, à une lourde responsabilité ; il est facile de s'en convaincre, si l'on réfléchit que :

1° Ils sont responsables envers leurs expéditeurs des marchandises que ceux-ci leur ont envoyées, et tenus, sauf convention contraire, de leur adresser le montant de la vente, le jour même ou le lendemain au plus tard. S'ils accordent crédit aux producteurs, ils ne peuvent établir de ce chef une compensation avec les sommes dont ils leur sont personnellement redevables, à raison des ventes quotidiennes (décret de 1897, art. 28) ;

2° Ils sont responsables, au point de vue disciplinaire, de toutes les fautes professionnelles commises par leurs employés, et l'Administration peut leur imposer le renvoi de ces derniers (décret de 1897, art. 31) ;

3° Ils doivent être présents à leur poste pendant toute la durée des ventes, et, en cas d'absence ou d'empêchement, ils sont tenus de se faire suppléer par

un mandataire que le commissaire spécial des halles pourrait désigner en cas d'urgence (art. 31 du décret de 1897).

En retour, il est juste que l'Etat leur assure une certaine protection. C'est un fait indiscutable que les mandataires désirent la limitation du nombre des titulaires de postes, afin de rendre leur profession suffisamment lucrative. En effet, ils sont rémunérés par une commission résultant d'une convention librement débattue entre eux et leurs clients ; or, la concurrence entre les mandataires, les contraint d'accepter parfois des commissions minimales. Ils ne peuvent, d'ailleurs, rien réclamer en dehors de la commission, car les frais accessoires sont détaillés et tarifés par l'art. 33 du décret de 1897. Dès lors, il importe que la profession produise des recettes suffisantes pour rapporter à son titulaire quelques bénéfices, puisqu'il ne profite pas, comme un officier ministériel, de la protection du monopole.

Aussi les mandataires ne cessent-ils de demander que le chiffre minimum du cautionnement soit majoré ; là est le plus sûr moyen de parer à l'envahissement de la profession. Sans doute, la somme déposée pour le cautionnement forme un capital improductif, mais la diminution du nombre des concurrents permettrait aux mandataires de regagner rapidement les revenus qu'ils immobiliseraient de la sorte. A ce point de vue, les dispositions de la loi de 1896 leur paraissent insuf-

fisantes, et peut-être beaucoup ne seraient-ils pas éloignés de réclamer, comme minimum du cautionnement obligatoire, le chiffre de 10,000 fr. ou même de 50,000 fr., dont il fut plusieurs fois question au cours de la préparation de la loi de 1896. Cette réserve faite, les mandataires sont les premiers à proclamer qu'une réglementation stricte de leur profession est excellente en vue de maintenir l'ordre à l'intérieur des halles et de dénoncer toutes les entreprises déloyales qui seraient de nature à répandre du discrédit sur la corporation et à éloigner les producteurs de s'adresser à leur ministère.

Sur un point, les mandataires ont reçu satisfaction ; ils demandaient que la faculté de former entre eux des sociétés leur fut reconnue ; le décret du 23 avril 1897 a fait droit à leur requête ; d'après l'art. 26, plusieurs mandataires ou candidats mandataires peuvent être autorisés à former une société en participation, mais seulement pour l'exploitation d'un seul et même poste. Cette autorisation est accordée par le Préfet de la Seine, sur avis conforme du Préfet de police. Mais, dans cette hypothèse, les postulants doivent déposer au secrétariat de la Préfecture de la Seine, en même temps que leur demande, une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à affecter à la garantie des obligations de chacun d'eux, la totalité du cautionnement et à supporter solidairement toutes les charges qui leur sont imposées tant par la loi de 1896 que par

le décret de 1897. Les mandataires ou candidats mandataires dont l'association est autorisée ont droit à un emplacement correspondant à l'ensemble des droits d'abri que chacun justifie avoir payés. Si ultérieurement, des modifications surviennent dans la composition du personnel de la société, celle-ci n'entraîne aucun changement dans l'attribution du poste ou le montant du cautionnement.

Soit que les mandataires exploitent leur charge en société, soit qu'ils la gèrent seuls, ils ont droit, en cas de démission ou de retrait du poste, au remboursement de leur cautionnement ; mais auparavant, un avis est inséré, par les soins du Préfet de police, dans un journal spécial, et affiché pendant trois mois sur le marché aux frais du postulant, en vue de porter à la connaissance des intéressés, la demande en retrait du cautionnement (art. 11 du décret de 1897).

Enfin, chaque poste de mandataire comporte, suivant son importance, une équipe ou une fraction d'équipe de forts, commandée par un fonctionnaire syndic-adjoint. Le syndic-adjoint ou le fort, en faisant fonctions, se tient dans l'intérieur du banc de vente. Il reçoit le lot vendu et le volant du carnet à souches, des mains du mandataire ou de son employé, s'assure que le nombre de pièces annoncé est exact, et remet colis et volant au fort chargé de la livraison, en lui annonçant à haute voix le numéro de la vente, ainsi

que le nom de l'acheteur ou celui de la gardeuse (ordonnances de police du 20 juillet 1897, consigne particulière des forts, ord. n° 27, art. 7 ; ord. n° 28, art. 7 ; ord. n° 29, art. 6 ; ord. n° 30, art. 5). Il ne faut pas oublier que les forts sont de véritables agents de la Préfecture de police, préposés au service de la surveillance, et ne sont à aucun titre les employés des mandataires (cf. Du Maroussem et Guérie, *ibid.*, p. 64 et suiv.).

Quant aux auxiliaires des mandataires, ils ne peuvent pénétrer sur le marché, en dehors des heures réglementaires, sans être munis d'une carte d'identité signée du mandataire et visée par l'inspecteur principal du pavillon (art. 4 de chacune des ordonnances de police du 20 juillet 1897).

En définitive, la réglementation sévère qui est imposée aux mandataires ne paraît avoir soulevé parmi eux aucune hostilité contre la loi de 1896. Ils savent que les mesures de défiance, aussi bien préventives que répressives dont ils sont l'objet, ont pour résultat de tourner à leur avantage en augmentant sans cesse le nombre des producteurs qui dirigent leurs denrées sur les halles centrales. Ils ont conscience de l'importance de leur rôle ; ils savent que toute spéculation coupable, toute manœuvre frauduleuse aurait pour conséquence de léser non seulement l'intérêt des producteurs, mais encore celui des consommateurs qui verraient diminuer le choix des denrées offert à la

satisfaction de leurs besoins. Le bon marché des substances alimentaires ne peut être obtenu que si un grand nombre de producteurs envoient leurs marchandises aux halles.

Jadis des difficultés se produisaient assez fréquemment entre les intermédiaires au sujet de la répartition des emplacements et elles suscitaient des plaintes légitimes de leur part ; mais la réglementation nouvelle a réparti équitablement entre eux les emplacements.

L'attribution est faite dans l'ordre suivant :

1° Aux mandataires en exercice ;

2° Aux candidats mandataires ayant exercé en qualité de facteurs ou de commissionnaires ;

3° A tous autres candidats mandataires (décret de 1897, art. 14). Dans chaque pavillon, c'est le Préfet de police qui détermine, pour chaque catégorie de marchandises, l'étendue du poste minimum. La surface minimum de chaque poste est calculée par le Préfet de police proportionnellement à la quantité moyenne de marchandises qu'il juge nécessaire pour assurer chaque jour le fonctionnement normal du poste dont il s'agit, dans des conditions favorables à la bonne tenue du marché (décret de 1897, art. 15). Le Préfet de la Seine s'appuie sur le rapport établi par le Préfet de police, entre le volume des denrées et l'espace destiné à les contenir, pour attribuer aux mandataires un emplacement proportionnel à l'importance des marchandises qu'ils ont vendues pendant l'année écoulée ;

cette importance s'apprécie elle-même d'après le montant des droits d'abri payés durant le même laps de temps. Dans le cas où un mandataire n'exerce que depuis moins d'une année, l'importance des marchandises vendues n'est déterminée que par les droits d'abri effectivement payés ; un mandataire ne peut d'ailleurs sous-louer l'emplacement qui lui est attribué ; mais deux mandataires peuvent, avec l'autorisation du Préfet de la Seine, échanger leurs postes respectifs (art. 16 à 19 du décret de 1897).

Les emplacements étant attribués aux mandataires dans l'ordre déterminé par le décret du 23 avril 1897, il s'en suit que toute désignation qui, méconnaissant les dispositions légales porterait préjudice aux intérêts d'un titulaire de poste, pourrait être l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat, en vue de faire annuler la décision légale ; c'est ce qui résulte d'un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 13 juin 1902 (*Gaz. Trib.*, 19 juillet 1902). Il s'agissait d'un mandataire auquel on avait indûment attribué un emplacement séparé du passage public par d'autres postes occupés par des mandataires qui payaient cependant un droit d'abri moins élevé ; et l'intéressé alléguait que, par suite de cette circonstance, la clientèle se détournait de son poste, et que son chiffre d'affaires subissait une diminution constante. Le Conseil d'Etat admit sa réclamation, attendu qu'il y avait eu violation manifeste des prescriptions contenues dans le décret de 1897 (art. 14 et suivant).

Il résulte de ce qui précède que les mandataires exercent une profession qui, au nom d'un intérêt public supérieur, est minutieusement réglementée. Faut-il donc les considérer comme des fonctionnaires publics ; ou bien doit-on, malgré l'existence des règles nombreuses auxquelles ils doivent obéir, leur reconnaître la qualité de commerçants, avec toutes les conséquences qui s'y rattachent ?

Il règne sur cette question une vive controverse, qui s'agitait déjà à l'époque du factorat, et qui persiste en dépit des transformations apportées à l'institution. Pour soutenir que les mandataires, ou autrefois les facteurs, sont des fonctionnaires, on s'appuie sur l'organisation minutieuse et détaillée à laquelle ils sont assujettis ; ils sont soumis à une certaine discipline qui les place dans l'impossibilité de réaliser, dans leurs marchés, la liberté des bénéfices qui est de l'essence même du commerce. Toute spéculation leur est interdite, notamment il leur est enjoint de ne pas se porter contre-partie. Est-ce qu'il n'y a pas là autant de particularités qui s'opposent à ce qu'on puisse attribuer à leurs fonctions un caractère commercial ? Là où des règles étroites et rigoureuses dominent l'exercice d'une profession, on se trouve en présence d'entraves qui sont la négation même du commerce ; le négoce implique, en effet, une certaine élasticité et une initiative qui sont nécessairement comprimées dans toute profession réglementée. Dans cette concep-

tion, il ne faudrait donc pas hésiter à rattacher les fonctions de mandataires à l'ordre administratif ; au surplus, l'art. 3 de la loi de 1896 ne tranche-t-il pas formellement la question, puisqu'il interdit aux mandataires de faire, soit directement, soit indirectement, le commerce des denrées qu'ils sont chargés de vendre et de prendre un intérêt quelconque dans les opérations qu'ils accomplissent ? (Cf. Trib. comm. Seine, 5 décembre 1899, D., 1. 2. 231, qui décide que les facteurs aux halles ne sont pas des commerçants).

Mais c'est l'opinion contraire qui, de tout temps, a prévalu avec raison, semble-t-il. Il n'y a pas incompatibilité entre la réglementation d'une profession et le caractère commercial de celle-ci. Il existe d'autres professions commerciales dont l'organisation est strictement établie : telles sont notamment celles de pharmacien ou de négociants en matières explosibles. Au surplus, en quoi le contrôle administratif dont ils sont l'objet tendrait-il à amoindrir le rôle commercial des mandataires ? Quels que soient les principes auxquels la corporation est tenue d'obéir, il n'en est pas moins certain que la concurrence règne entre eux sur le marché, et que les plus expérimentés, les plus habiles, attirent à eux le plus grand nombre d'affaires. A l'instar des commissionnaires du Code de commerce, ils touchent des remises qui sont proportionnées aux ventes qu'ils opèrent ; ils sollicitent les expéditions, accomplissent de fréquents voyages en province, ou bien

chargent leurs employés d'effectuer des tournées périodiques en vue d'augmenter l'importance de leur clientèle. Ils sont guidés ainsi par l'appât du bénéfice ; ils cherchent à accroître la prospérité de leur maison en luttant contre leurs concurrents ; aucune différence ne les sépare à cet égard des autres négociants. Sans doute, le parti avantageux qu'ils s'efforcent de tirer des marchandises confiées à leur soin concorde avec l'intérêt public ; mais, si cette préoccupation ne leur est pas étrangère, il est évident qu'ils cherchent avant tout à réaliser un gain et à donner à leur charge une extension rapide.

Les commissionnaires, qui sont cependant commerçants d'après la loi, n'ont pas d'autre source de bénéfices que la remise qui leur est allouée par les clients. S'il était exact de soutenir que toute profession réglementée échappe au domaine du commerce, il faudrait conclure que les courtiers assermentés, les agents de change, à qui il est interdit de faire la contre-partie, sont en dehors de la législation du commerce, alors que la loi elle-même, tout en les rangeant parmi les officiers publics, attribue un caractère commercial à leur profession. En outre, la loi de 1896 peut être invoquée en faveur de l'assimilation des mandataires à des négociants, car c'est devant la juridiction commerciale qu'ils sont tenus de prêter serment ; leur nom doit être inscrit dans les archives de ce Tribunal, et c'est de l'autorité des juges consulaires qu'ils relèvent

(art. 3 et s. décret du 23 avril 1897). Enfin, leur profession est formellement qualifiée de commission par l'art. 3 de la loi de 1896 (Cf. art. 9 du décret de 1878) et leurs opérations qui consistent dans des actes d'intermédiaires entre les vendeurs de denrées alimentaires et les acheteurs en gros de ces mêmes denrées, constituent une sorte de courtage commercial. Donc, ils sont commerçants, aux termes des art. 1 et 632 du Code de commerce. Ce sont des négociants, des agents d'affaires agréés par l'Administration, qui prêtent leur entremise aux producteurs, moyennant une commission librement débattue entre eux et leurs clients.

La loi de 1896 et le décret de 1897 n'ont pas eu pour but de les ériger en fonctionnaires publics ; le texte, comme les travaux préparatoires de ces documents législatifs en font foi ; ils n'ont eu d'autre but que celui d'assurer à l'autorité publique des moyens de contrôle plus efficaces sur l'exactitude des comptes et la sincérité des opérations des mandataires. D'ailleurs, déjà avant 1896, la jurisprudence s'était nettement prononcée en ce sens : sous les décrets du 11 septembre 1807 et du 28 janvier 1811, où, cependant les attributions administratives des facteurs étaient bien plus accusées (car ils étaient chargés de percevoir des taxes municipales, astreints au serment, soumis à une limitation, quant au chiffre de leur commission) la Cour de cassation se refusait à leur reconnaître le caractère d'officiers publics (Req., 27 janvier 1852,

D., 52. 1. 219). Cette jurisprudence persista sous le régime du décret du 22 janvier 1878, qui avait conservé la nécessité du serment et la fixation du maximum des commissions (Paris, 5 mars 1881, D., 82. 2. 40). Et telle est encore la tendance actuelle de la jurisprudence, laquelle est absolument fondée, puisque les mandataires ne sont plus aujourd'hui soumis aux formalités qui pouvaient jadis justifier l'assimilation des facteurs aux halles à des officiers publics (Cf. Paris, 27 avril 1898, D., 99. 2. 455; Req., 30 avril 1900, D., 01. 1. 315; Paris, 21 novembre 1905, D., 06. 5. 43).

Du caractère commercial des mandataires, qui remplissent les fonctions de commissionnaires, au sens de l'art. 94 Code de commerce, découlent les conséquences suivantes :

1° Les mandataires aux halles sont justiciables des Tribunaux de commerce, au lieu des tribunaux civils;

2° Ils bénéficient des règles plus faciles du droit commercial en ce qui concerne le régime des preuves et la constitution du gage ; d'autre part, le prêt d'argent consenti à un mandataire ne serait pas soumis au taux maximum d'intérêt comme en matière civile, et l'intérêt moratoire serait de 5 % ;

3° En dehors des livres spéciaux qui leur sont imposés par la loi de 1896 et le décret de 1897, les mandataires sont astreints à la tenue des livres réglementaires prescrits par le Code (art. 8 et s.) ;

4° Le crime de faux commis dans leurs écritures de commerce serait passible des peines aggravées prononcées par les art. 147 et 149 du Code pénal (travaux forcés à temps au lieu de la réclusion) ;

5° En cas de cessation des paiements, les mandataires sont exposés à la faillite et à la liquidation judiciaire ainsi qu'à la banqueroute ;

6° Ils sont obligés de publier leur contrat de mariage, conformément aux règles tracées par les art. 67 et s. ;

7° Ils sont électeurs aux Tribunaux de commerce, mais il ne semble pas qu'ils soient éligibles, puisque, d'après la loi et le décret, ils sont placés sous la surveillance de ce Tribunal ;

8° Enfin, indépendamment des taxes spéciales à leur profession (droit d'abri), ils sont assujettis à la patente, impôt direct de quotité perçu au profit de l'Etat.

Ce sont là des règles générales communes à tous les commerçants. Les mandataires sont, en outre, gouvernés par les règles spéciales à la commission (Thaller, *Traité de droit commercial*, 3^e éd., n° 1146). Les opérations dont ils sont chargés sont en effet des commissions de vente : ils reçoivent des produits destinés à être vendus par eux dans le plus bref délai possible. En conséquence :

1° Ils doivent rendre compte des conditions dans lesquelles a été exécutée la vente, ainsi que des résultats de celle-ci (art. 1993). La loi de 1896 et le décret de

1897 établissent, d'ailleurs, de quelle manière cette obligation doit être accomplie par le mandataire ;

2° C'est aussi en vertu des principes généraux de la commission, dont l'art. 3 de la loi de 1896 contient une application, qu'il est interdit aux mandataires de se porter acheteurs de la marchandise de leurs clients (cf. art. 1596) ;

3° La vente, suivie du paiement du prix, rend le commissionnaire redevable de ce prix vis-à-vis du commettant. Ici, cette obligation est aggravée dans l'intérêt supérieur de l'alimentation de Paris. Quels que soient les événements en raison desquels l'acheteur deviendrait insolvable, le mandataire demeure toujours responsable, vis-à-vis de l'expéditeur, du prix des produits qui lui ont été adressés, car il y a un principe qui domine toute l'institution, à savoir que tout producteur qui envoie ses marchandises aux halles doit considérer celles-ci comme payées, et le recouvrement du prix comme assuré, en vue d'encourager l'envoi des denrées dans la capitale.

D'autre part, la charge d'un mandataire pouvant être assimilée à un fonds de commerce, toute cession par un mandataire de son office doit être déclarée à l'enregistrement dans un délai de 3 mois, à dater du jour de la cession ou de l'entrée en jouissance, sous peine de 2 droits en sus au minimum de 62 fr. 50 chacun (l'un incombant au cédant et l'autre à l'acquéreur). La cession est assujettie au droit de 2 fr. 50 %.

(loi du 28 février 1872, art. 7), augmenté d'un droit de 25 %, représentant, depuis la loi du 31 décembre 1900 (art. 1 et 10), la taxe municipale exigible en remplacement de certains autres impôts supprimés à cette époque.

CHAPITRE III

Comparaison avec les institutions étrangères. — Réformes possibles.

Il n'est pas douteux qu'aucune capitale en Europe ne possède un marché central qui puisse rivaliser avec celui de Paris. Toutefois, il est certain que, pour l'importance des affaires, le marché de Londres mérite une place à part. Nous consacrons donc une revue rapide aux principaux marchés européens en accordant à celui de Londres un examen séparé.

I. — *Amsterdam*. — La ville ne possède pas de halles centrales (cf. rapport de M. De Ladoucette, *J. O.*, 1892, Ch. annexe, n° 2308, p. 54 et suiv.). Des marchés séparés en tiennent lieu : il y en a pour le bétail, les légumes, les pommes de terre, les fruits, le lard, le poisson. Il y a, de plus, trois marchés ambulants. Seule, la halle aux poissons est couverte ; le prix de location des places est calculé en raison de la superficie occupée. La vente des denrées ne s'y accomplit pas obligatoirement par le ministère d'intermédiaires ; les propriétaires s'en chargent eux-mêmes, ou la confient à des commissionnaires libres, qui perçoivent un courtage et ne sont soumis à d'autre obli-

gation que celle de payer une patente. Un service de police assure l'ordre et veille à la salubrité ; mais il n'existe aucune corporation de forts ; les transports de marchandises sont effectués par les vendeurs ou les acheteurs.

Bruxelles. — A Bruxelles comme à Paris, les halles sont couvertes et appartiennent à la Ville. Elles sont placées sous la surveillance du bourgmestre, chef de la police. Les ventes s'effectuent par l'intermédiaire de facteurs ; la location des places se fait, pour l'intérieur, au mois, par adjudication, et, pour l'extérieur, chaque jour. Des agents de police maintiennent l'ordre ; l'observation de l'hygiène est assurée par les soins d'un inspecteur vétérinaire ; il n'y a ni forts, ni agents spéciaux.

Copenhague. — La capitale du Danemark ne possède pas de halles centrales ; les forts et les facteurs y sont inconnus. Les places appartiennent au premier occupant et ne paient aucune redevance. Chacun fait charger et décharger ses marchandises comme il l'entend. Toutefois, le service d'ordre est assuré par un inspecteur des marchés (tormester).

Stockholm. — A Stockholm, il existe une vingtaine de marchés en plein vent et trois marchés couverts, sur lesquels deux appartiennent à la ville, et l'autre à une Société anonyme. Il n'y a ni corporation de facteurs, ni associations de forts. Les denrées sont vendues par les producteurs eux-mêmes, et, en général,

à l'amiable. Un service d'inspection a été créé pour l'examen des viandes. La surveillance de l'hygiène et de la salubrité relève d'une commission de 7 membres composée du Préfet de police, d'un magistrat de Stockholm, du premier médecin au service de la ville, et de 4 membres du conseil municipal élus par ce conseil.

Saint-Pétersbourg. — La capitale de la Russie ne possède aucune halle qui puisse être assimilée aux halles centrales. Toutefois il y a un marché central, dit marché de « Sennaïa ». Les ventes s'y accomplissent à l'amiable, sans l'intervention de facteurs ou de commissionnaires. Il n'y a pas non plus de corporation de forts. La police assure l'ordre, l'hygiène et la salubrité. Les emplacements y sont loués aux enchères pour une durée de 3 mois. Les expéditeurs n'ont à supporter aucune taxe à raison des produits qu'ils envoient ou qu'ils apportent.

Rome. — Là encore il n'existe aucune institution comparable aux halles centrales. Il y a deux marchés principaux : le marché de la « Vià del Cerchi » et celui de la « Vià St-Theodoro » ; c'est dans ce dernier que s'opère la vente du poisson. Les facteurs et les forts y sont inconnus ; la location des places est consentie par le conseil municipal, moyennant un tarif élaboré par lui. Elles peuvent être résiliées sans indemnité. La police est assurée par des inspecteurs assistés de 115 gardes municipaux. Un inspecteur est

spécialement désigné pour veiller à la salubrité et à l'hygiène.

Berlin. — Berlin possède des halles municipales qui ressemblent beaucoup aux halles centrales de Paris ; en dehors des halles centrales il existe 7 marchés couverts. La loi française de 1896 s'est inspirée, dans quelques-unes de ses dispositions, de la réglementation fort bien conçue en vigueur à Berlin.

Les ventes en gros et les ventes au détail s'effectuent chacune dans un bâtiment séparé. Les ventes en gros, à la criée ou l'amiable, s'opèrent exclusivement par des mandataires commissionnés. Ils ne prêtent pas serment, mais ils ne peuvent exercer leurs fonctions sans avoir obtenu de la commission des marchés de Berlin l'autorisation d'être intermédiaires des producteurs sur le marché des halles centrales. Il fournissent un cautionnement de 25,000 francs ; les producteurs possèdent donc, de ce chef, une garantie sérieuse ; ils acquittent un droit d'emplacement qui est annuel ; d'autre part, ils sont tenus de verser chaque année à la caisse municipale une redevance représentant $1/4\%$ de leurs chiffres d'affaires ; ils débattent librement avec leurs clients le taux de leur commission ; mais ils doivent faire parvenir, dans les 24 heures de la vente, à leur mandant, le prix de la vente qu'ils ont obtenu. Pour assurer l'observation de ces diverses prescriptions, les mandataires aux halles centrales de Berlin tiennent une comptabilité obligatoire, confor-

mément aux indications de l'autorité supérieure, et qu'ils doivent présenter à toute réquisition de celle-ci. Toute contravention les expose à la destitution immédiate.

Une autre ressemblance entre les halles centrales de Berlin et celles de Paris résulte de l'organisation d'une corporation de forts, qui ont pour mission de charger et de décharger les marchandises moyennant un salaire librement débattu avec ceux qui les emploient.

Une des mesures les mieux conçues qui aient été prises aux halles centrales de Berlin consiste dans la publication, le mercredi et le samedi de chaque semaine, par la direction des halles, d'une mercuriale indiquant le prix des ventes en gros, laquelle est envoyée gratuitement à tous les intéressés qui en font la demande ; le public est ainsi renseigné sur les prix courants et peut résister aux demandes excessives des commerçants qui chercheraient à l'exploiter. Enfin, l'ordre et la salubrité sont assurés d'une manière très stricte par une ordonnance du 15 juin 1886.

II. *Londres*. — Si le régime de la réglementation règne à Paris et à Berlin, l'organisation des marchés de Londres est, au contraire, extrêmement libérale ; (cf. Robert de Massy : *Des Halles et Marchés*, 1862, t. II, p. 503 et suiv., et rapport précité de M. de Ladoucette, p. 55). La raison de cette divergence tient évidemment au caractère manifestement dissemblable de chacune des deux nations ; en France, l'adminis-

tration repose sur un principe d'unité et agit méthodiquement ; elle s'inspire de l'intérêt général qui doit dominer les intérêts particuliers. L'administration anglaise, au contraire, abandonne toute initiative à l'activité individuelle et laisse aux intérêts généraux le soin de se protéger eux-mêmes. Sous ce régime de libre concurrence, la prospérité du marché de Londres se développe sans cesse.

Il faut convenir, d'ailleurs, que ce marché se trouve dans une situation géographique privilégiée, car, non seulement il est, comme Paris, le centre où aboutissent tous les canaux et toutes les voies ferrées qui couvrent le sol du pays ; mais de plus, Londres, comme port de mer, est accessible aux bâtiments du plus fort tonnage et la capitale des Iles Britanniques se trouve ainsi approvisionnée de produits arrivant de toutes les parties de l'univers ; c'est pour ce motif que les marchés de Londres forment le plus vaste entrepôt d'alimentation du monde entier.

Londres possède 5 marchés couverts (*central markets*) les uns sont la propriété des paroisses, les autres de particuliers et de sociétés. Ils ne peuvent être exploités qu'en vertu de concessions du Parlement, attendu que la création d'un marché donne lieu, le plus souvent, à une expropriation pour cause d'utilité publique et implique, en outre, le droit de percevoir des taxes et d'édicter des règlements de police, attribution qui ne peut émaner que d'une délégation légis-

lative. Dans l'intérieur de chaque marché, c'est le propriétaire, quel qu'il soit, qui règle la location des places ; cette location se fait à la semaine et moyennant une redevance qui varie entre un demi penny et trois pence (6 fr. 15 à 0 fr. 30 par pied de superficie) ; de plus, un droit de 1 farthing est prélevé par 21 livres de viande, de volaille ou de comestible vendu ; cette taxe est de 1 penny par 112 livres de poisson.

Les marchés de Londres (à l'exception des marchés aux bestiaux, aux blés et farines et aux charbons), réunissent la vente en gros et la vente au détail. Tandis qu'à Paris, l'autorité a pris de grandes mesures pour concentrer les denrées sur les halles centrales, à Londres, bien que le marché soit entièrement libre, le mouvement des affaires s'est spontanément établi et développé sur les marchés ; on ne connaît aucune des dispositions, comme l'exigence de certificats d'origine, destinés à exclure ceux qui apporteraient des denrées sans être producteurs ; à Londres, un seul objectif est visé : l'abondance des marchandises sur le marché ; aussi accueille-t-on tous les approvisionneurs, d'où qu'ils viennent, sans leur demander aucune justification de provenance. Tandis qu'à Paris les ventes en gros ne s'effectuent pas dans les mêmes locaux que ceux destinés aux ventes en détail, à Londres, les ventes de l'une et de l'autre espèce sont également libres dans toute l'enceinte du marché. La vente au regrat elle-même, interdite en France, n'est l'objet d'aucune proscription en Angleterre.

A la différence de Paris, où la surveillance des halles centrales se répartit entre la Préfecture de police et celle de la Seine, les marchés londoniens sont placés sous une direction unique : celle du conseil communal, qui désigne, pour le contrôle, un agent qui est à la fois receveur des taxes et inspecteur du marché, avec des préposés de rang inférieur chargés de la police. Quant aux services d'hygiène et de salubrité, ils relèvent d'inspecteurs désignés par l'Office de santé ou les autorités sanitaires locales. La Compagnie des poissonniers choisit des inspecteurs spéciaux pour le marché au poisson ; dans chaque marché, les lois générales de salubrité sont affichées.

Bien que les transactions commerciales soient entièrement libres, par la force des choses, les producteurs paraissent rarement sur les marchés et ils confient à des intermédiaires le soin de recevoir les expéditions et d'opérer les ventes. Ces intermédiaires, qui sont librement choisis par leurs mandants, ne sont investis d'aucun caractère officiel et ne jouissent d'aucun privilège ; la plupart sont des commissaires (salesmen). Ils s'établissent tantôt sur le marché lui-même, où ils louent des places dans les mêmes conditions que les autres occupants, et tantôt dans des magasins situés à proximité du marché. Ces salesmen ont une entière liberté d'action et ne relèvent que des producteurs qui leur confient leurs intérêts. Les commissions qu'ils prélèvent varient entre 2 et 6 % suivant la nature des

denrées ; ils y ajoutent un droit de ducroire, toutes les fois (cas le plus fréquent) qu'ils se rendent responsables des ventes dont ils sont chargés. Les prix d'achat qu'ils obtiennent sont réglés chaque jour à leurs commettants au moyen de chèques sur les banquiers des localités habitées par ces derniers.

Les salesmen ont la faculté de joindre l'exercice d'un commerce à leur profession d'intermédiaires ; mais ils se livrent rarement à des spéculations personnelles, qui éloigneraient d'eux la confiance de leurs mandants et se traduiraient par une diminution sensible de leur chiffre d'affaires. D'ailleurs, la législation anglaise a prévu le cas d'infidélité de la part des commissionnaires, et elle édicte contre eux des peines analogues à celles qui sont prononcées par la loi française de 1896. En outre, pour procurer des garanties au public, les salesmen ont formé des associations destinées à régler les divers intérêts relatifs à leur commerce, à proscrire la fraude, et qui, d'autre part, dressent chaque samedi, pour chaque catégorie de denrées, la liste des cours qui ont été pratiqués pendant la semaine.

Le nombre de salesmen n'étant pas limité, la concurrence entre eux est des plus actives ; tous tendent, par des efforts constants, à agrandir le cercle de leur clientèle ; leur prospérité commerciale dépend de leur expérience technique et de leur probité. La rivalité qui existe entre eux les incite à augmenter sans cesse

leurs relations, non seulement en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, mais même dans les pays étrangers ; c'est ce qui explique que l'approvisionnement de Londres suffise non seulement aux besoins de l'immense capitale, mais encore à ceux de certaines grandes villes du Royaume-Uni et même de l'étranger.

La seule objection qu'on puisse diriger contre cette organisation, c'est qu'à raison de la limitation nécessaire de l'emplacement du marché, qui est loué par portions, tout nouveau candidat à un poste de salesman doit attendre une vacance, ou partager à prix d'or un poste déjà occupé par un autre ; d'où une sorte de privilège constitué au profit des occupants actuels du marché. Mais le même inconvénient s'aperçoit sous un régime de réglementation, en sorte qu'on ne peut pas dire qu'il y ait là une cause d'infériorité du marché de Londres sur les halles centrales de Paris.

Indépendamment des « salesmen », il existe à Londres d'autres intermédiaires, les « auctionners » et les « brokers », qui reçoivent une investiture officielle, les premiers du Gouvernement, les autres du Lord-Maire. Ils sont assujettis au paiement d'un droit fixe (de 150 à 200 livres sterling), que les uns paient à l'Etat, les autres à la ville. En outre, des obligations communes leur incombent ; certificat de capacité, prestation de serment professionnel, obligation de ne pas exercer d'autres industries, tenue d'un registre où

sont consignées toutes leurs opérations. Mais cette réglementation spéciale ne leur confère aucun privilège, et ils subissent la concurrence que peuvent leur faire librement les salesmem. Toutefois, seuls, les auctionniers ou les brokers sont qualifiés pour opérer les ventes aux enchères publiques, volontaires ou forcées.

Ce qui se dégage de ce parallèle entre les marchés de Londres et les halles centrales de Paris, c'est que le régime du laisser-faire produit à Londres, sous le rapport de la concentration des affaires, des résultats analogues à ceux que procure, à Paris, l'organisation réglementée. Mais il faut tenir compte de la diversité des mœurs, et l'on est amené à conclure que la liberté des marchés, telle qu'elle est pratiquée en Angleterre, ne serait pas plus applicable en France que le régime administratif des halles centrales ne se trouverait en rapport avec les habitudes et les traditions qui règnent à Londres, où, conformément aux traits caractéristiques de la race anglo-saxonne, chacun est accoutumé à se défendre soi-même dans la lutte des intérêts personnels, et non à se placer sous l'égide protectrice de l'Etat. (Signalons qu'à Londres, il n'existe pas de corporation de forts).

Par suite, il n'est pas douteux que, si des réformes doivent être apportées au régime actuel des halles centrales et de la profession de mandataire, il ne faut pas s'inspirer à l'aveugle des institutions étrangères et les

copier servilement. Les habitudes qui s'établissent dans un centre de transactions commerciales, tel que les halles centrales, ne peuvent être impunément changées ; il ne semble pas, d'ailleurs, qu'à l'heure actuelle, il soit question d'apporter des innovations fondamentales, de nature à bouleverser l'organisation même des halles. La nomination des mandataires aux halles par l'autorité paraît une garantie sérieuse, puisqu'elle est précédée d'une enquête portant sur l'aptitude et l'honorabilité du candidat. Le dépôt obligatoire d'un cautionnement est une autre garantie destinée à assurer la solvabilité des mandataires. Si la profession des intermédiaires était affranchie des règles actuelles, il est permis de penser que l'approvisionnement de la capitale ne s'accomplirait pas avec la même facilité, car il s'agit toujours d'arriver à la solution exacte du problème de l'alimentation de Paris ; celle-ci n'est possible que si les producteurs les plus éloignés sont attirés sur les halles ; or, comme ceux-ci ne peuvent se déplacer sans sacrifier leurs intérêts personnels, il importe que ces producteurs lointains possèdent à Paris des représentants dignes de mériter leur confiance ; si non, ils s'abstiendront.

Aujourd'hui, on est tellement convaincu de l'utilité des mandataires qu'on songe à étendre de nouveau leurs attributions, et un projet de décret préparé par la Préfecture de police est actuellement soumis au Conseil d'Etat, en vue d'étendre le domaine des man-

dataires au carreau, et de placer toute l'étendue des halles, sous le même régime, en ce qui concerne les ventes en gros. Si ce projet aboutit, l'institution des mandataires est destinée à prendre un nouvel essor.

Vu :

Le Président de la Thèse
SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD,

LOI

du 11 Juin 1896 portant la réglementation des Halles centrales de Paris.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1^{er}. — Les halles centrales constituent un marché de première main, à la criée ou à l'amiable, des denrées alimentaires de gros et de demi-gros. Ces ventes s'opèrent selon les règles prévues par la présente loi et par le règlement d'administration publique qui sera rendu pour son exécution.

Le carreau est réservé, dans le périmètre des halles, aux propriétaires de légumes et fruits vendant leur propre marchandise, à l'exclusion des regrattiers.

A titre transitoire, quelques pavillons resteront réservés à la vente au détail et aux commerces spéciaux de triperie et de charcuterie qui lui sont assimilés.

ART. 2. — Toute personne pourra recevoir des producteurs et expéditeurs de denrées alimentaires mandat de procéder à leur vente, pourvu qu'elle satisfasse aux conditions suivantes :

1^o Jouir de la nationalité française et des droits civils qui y sont attachés ;

2^o N'avoir subi aucune condamnation pénale ou disciplinaire portant atteinte à l'honorabilité ;

3° Etre inscrit sur la liste dressée à cet effet par le tribunal de commerce après enquête et avis de la Préfecture de police ;

4° Justifier de la concession d'un poste par la ville de Paris et du versement à la caisse municipale d'un cautionnement égal au montant des droits d'abri payés par le poste pendant l'exercice précédent, sans toutefois, que le cautionnement puisse être inférieur à 5,000 francs.

ART. 3. — Il est expressément interdit aux mandataires des expéditeurs d'acquérir, pour leur propre compte, des denrées qu'ils sont chargés de vendre ou des denrées similaires et, d'une manière générale, d'en faire le commerce par eux-mêmes ou par personnes interposées, et, cela même, en dehors des halles ; de posséder à Paris ou en province et à l'étranger aucun magasin ou entrepôt. Ils ne doivent être rémunérés que par la commission librement débattue entre eux et leurs mandants.

ART. 4. — Ils sont tenus sous les peines de droit :

1° De se conformer à toutes les prescriptions des règlements administratifs et des ordonnances de police concernant les halles, et notamment de se soumettre aux formalités du contrôle prescrites par l'art. 7 ci-après et le règlement d'administration publique ;

2° De compléter ou de reconstituer dans les huit jours de l'avis qu'ils auront reçu du receveur municipal, le cautionnement dont il est parlé à l'art. 2, § 4, et qui est spécialement affecté à la garantie des créances de la ville de Paris, d'abord et de celles des expéditeurs en second ordre.

ART. 5. — En cas d'infraction à ces prescriptions ou de manquements à leurs devoirs professionnels, les mandataires seront passibles des peines disciplinaires qui sont :

L'avertissement ;

La suspension pour un mois au plus ;

La radiation définitive.

Les deux premières peines sont prononcées par le Préfet de la Seine ou le Préfet de police, suivant les attributions qui leur sont conférées par l'art. 8, et la dernière, sur leur proposition, par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 6. — Sera puni des peines portées à l'art. 406 du Code pénal, le mandataire convaincu d'avoir faussé ou tenté de fausser

les enchères par quelque moyen que ce soit, ou d'avoir proclamé ou tenté de proclamer un cours supposé.

La même peine sera appliquée au mandataire convaincu d'avoir altéré le prix réel d'une vente ou le montant des frais tarifés sur les livres, carnets, volants, prévus par la loi et le règlement d'administration publique.

ART. 7. — Le règlement d'administration publique prévu pour l'exécution de la présente loi indiquera pour chaque pavillon comment sera organisé le contrôle administratif. Les dispositions communes à tous les pavillons seront :

1^o Chaque poste possédera un livre à souches muni de deux volants dont les mentions seront concordantes ; le premier volant accompagnera le lot jusqu'à la sortie du pavillon et sera ensuite remis par le fort à l'inspecteur principal ; le second, destiné à l'expéditeur, énoncera, outre le prix de la vente, les frais tarifés (transport, octroi, décharge, manutention par le service des forts, droits d'abri), ainsi que le montant de la commission qui devra comprendre tous les frais accessoires ; dans le cas où plusieurs ventes seraient faites le même jour au nom du même expéditeur, les volants destinés à l'expéditeur pourront être remplacés par un bordereau récapitulatif reproduisant toutes les mentions des souches ;

2^o Après la conclusion de chaque vente, le prix énoncé sur le volant sera proclamé à haute voix ;

3^o Toute marchandise vendue devra sortir immédiatement du pavillon ;

4^o Les mandataires seront tenus de conserver pendant trois ans le livre à souches et toutes autres pièces de comptabilité.

ART. 8. — La Préfecture de la Seine répartit les emplacements entre les mandataires des expéditeurs, en raison de l'importance de la marchandise qu'ils sont chargés de vendre, sous cette seule réserve que le préfet de police détermine, pour chaque pavillon, la surface minima indispensable à la vente des marchandises et à l'exercice du contrôle dans le poste ; elle a dans ses attributions la perception des droits municipaux et le poids public.

La Préfecture de police assure le maintien du bon ordre au point de vue de la loyauté des transactions, de la salubrité des denrées et de la liberté de la circulation. A cet effet, un commis-

saire de police sera spécialement affecté aux halles centrales et tous les inspecteurs et agents placés sous ses ordres auront le droit de verbaliser.

Elle a dans ses attributions l'affichage du cours des ventes et la détermination des heures en dehors desquelles toute opération sera considérée comme nulle, et du minimum des lots.

ART. 9. — Une commission supérieure sera chargée d'adresser au moins une fois par an, au Président de la République, un rapport sur la situation des halles centrales, les abus qui peuvent s'y commettre et les réformes qu'ils comportent.

Ce rapport sera inséré au *Journal officiel*.

La commission sera présidée et convoquée par le Ministre de l'Intérieur. Elle comprendra :

Six membres appartenant au conseil municipal de Paris et élus par lui ;

Deux membres élus par les conseillers généraux de la Seine qui représentent les cantons suburbains et pris parmi eux ;

Deux membres appartenant au Conseil général de Seine-et-Oise et élus par lui ;

Deux membres appartenant au Conseil général de Seine-et-Marne et élus par lui ;

Huit membres désignés par le Ministre de l'Agriculture ; cinq membres désignés par le Ministre du Commerce ; quatre membres désignés par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 10. — Les facteurs et commissionnaires en exercice auront trois mois, à partir du jour de la publication au *Journal officiel* du règlement d'administration publique pour se mettre en mesure de satisfaire aux obligations des paragraphes 1, 2 et 3 de l'art. 2 ; à cette condition, ils auront un droit de priorité à la concession d'un poste.

ART. 11. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

DÉCRET DU 23 AVRIL 1897

PORTANT

Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juin 1896, sur les halles centrales de Paris.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 11 juin 1896, portant réglementation des halles centrales de Paris, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu : « Les halles centrales constituent un marché de première main, à la criée ou à l'amiable, des denrées alimentaires de gros et demi-gros. Ces ventes s'opèrent selon les règles prévues par la présente loi et par le règlement d'administration publique qui sera rendu pour son exécution », et les articles 4 et 7 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE PREMIER

Des pavillons affectés aux ventes en gros et au détail

ARTICLE PREMIER. — Le Préfet de la Seine règle les conditions d'aménagement intérieur des pavillons des Halles centrales affectés aux ventes de gros et de demi-gros et fixe notamment, après avis du Préfet de police, le nombre et les dimensions des passages, ainsi que les emplacements destinés à la vente.

Il détermine, après avis du Préfet de police et du conseil municipal de la Ville de Paris, les pavillons qui, à titre transitoire, restent réservés à la vente au détail et aux commerces spéciaux de triperie et de charcuterie qui lui sont assimilés.

ART. 2. — Les ventes en gros et en demi-gros ne peuvent être

opérées aux halles centrales que dans les pavillons spécialement affectés à ces ventes.

Toute vente au détail, c'est-à-dire d'une quantité de marchandises inférieure au minimum de lot fixé par le Préfet de police, est formellement interdite dans ces pavillons.

TITRE II

De l'admission des mandataires

ART. 3. — Toute personne aspirant à recevoir des producteurs et expéditeurs de denrées alimentaires mandat de procéder à la vente des dites denrées doit produire au préfet de police :

1^o Les pièces établissant qu'elle est de nationalité française ;

2^o L'extrait de son casier judiciaire ;

3^o Un certificat du greffier en chef du Tribunal de commerce, mentionnant la date et le numéro de son inscription sur la liste prévue par l'article 2 de la loi du 11 juin 1896 ;

4^o Une déclaration du Préfet de la Seine attestant qu'elle a obtenu la concession d'un poste et versé le montant de son cautionnement.

ART. 4. — La demande d'inscription sur la liste sus indiquée est déposée au greffe du Tribunal de commerce et il en est donné récépissé.

Si la demande est accueillie par le Tribunal, il est délivré au candidat un certificat mentionnant la date et le numéro d'ordre de son inscription.

Si, depuis l'inscription du candidat, il est survenu des faits qui entachent son honorabilité, sa radiation peut être prononcée par le Tribunal, sur la demande du Préfet de police. L'intéressé est averti par le Président du Tribunal de la demande de radiation et invité à fournir ses explications verbales ou écrites.

Les décisions du Tribunal de commerce sont rendues en la Chambre du conseil. Elles sont définitives.

La liste est déposée au greffe et communiquée à tout requérant.

ART. 5. — Les candidats qui auront déposé leur demande au cours du mois qui suivra la publication du présent décret seront, s'ils sont admis, inscrits sur la liste suivant un ordre arrêté par le Tribunal de commerce, à raison des titres invoqués par eux.

Postérieurement à ce délai, l'ordre d'inscription est réglé d'après la date de la demande.

TITRE III

Du cautionnement

ART. 6. — Pour la première année, le cautionnement dû à raison de l'occupation d'un poste déterminé est fixé à la somme que le candidat à ce poste a payée comme droits d'abri dans sa dernière année d'exercice, soit comme facteur ou commissionnaire, soit comme mandataire, sans pouvoir jamais être inférieur à 5.000 francs.

La cautionnement des candidats qui n'ont point de droits d'abri à faire valoir est fixé à 5.000 fr.

ART. 7. — Chaque année, dans le courant du mois de janvier, tous les cautionnements sont revisés de manière que celui de chaque mandataire soit maintenu égal au montant des droits d'abri payés par lui pendant l'année précédente.

Toutefois, pour cette revision, il n'est pas tenu compte, dans la supputation des droits d'abri, des fractions inférieures à 100 francs.

Avis des modifications est donné aux intéressés, qui doivent, s'il y a lieu, compléter leur cautionnement dans le délai fixé par la loi.

ART. 8. — Les candidats mandataires qui ont antérieurement déposé un cautionnement à la caisse municipale en qualité de facteurs ne sont tenus de verser que la somme nécessaire pour compléter le montant du nouveau cautionnement.

ART. 9. — Le chiffre du cautionnement est arrêté par le Préfet de la Seine, conformément aux dispositions qui précèdent.

Le cautionnement est déposé à la Caisse de la ville de Paris. Il est effectué soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat ou en obligations de la ville de Paris. S'il est effectué en titres, la valeur de ceux-ci est appréciée d'après le cours moyen au 31 décembre précédent.

ART. 10. — Dans le cas où une opposition est formée sur le cautionnement d'un mandataire, le Préfet de la Seine en informe immédiatement le Préfet de police.

ART. 11. — Les demandes de remboursement de cautionnement sont adressées au Préfet de la Seine, qui les communique pour avis au Préfet de police.

Le Préfet de police fait insérer dans un journal spécial et afficher, pendant trois mois, sur le marché, aux frais du postulant, un avis informant les intéressés de la demande en retrait du cautionnement.

A l'expiration de ce délai, il fait connaître au préfet de la Seine son avis sur la restitution du cautionnement.

ART. 12. — Dans le cas où des mandataires ou candidats mandataires ont été autorisés à former une société en participation, conformément à l'art. 26 du présent décret, le cautionnement est inscrit au nom de chacun des participants suivant sa part virile.

Pour la première année il est égal à l'ensemble des cautionnements que chacun des participants aurait dû verser conformément à l'art. 6, s'il occupait un poste spécial.

Les années suivantes, la quotité du cautionnement est révisée conformément à l'art. 7.

Lorsque la part de cautionnement inscrite au nom d'un des participants est remboursée, les mandataires restés en société reconstituent le cautionnement dans le délai fixé par la loi.

TITRE IV

De la répartition et de l'attribution des emplacements

ART. 13. — Lors de la mise en vigueur de la loi, il sera procédé à une répartition générale des emplacements dans chaque pavillon.

L'attribution de ces emplacements sera faite dans l'ordre suivant :

1° Aux candidats mandataires exerçant en qualité de facteurs ou de commissionnaires ;

2° A tous autres candidats mandataires.

ART. 14. — Il peut être procédé à des répartitions nouvelles à raison des modifications survenues sur le marché. pourvu qu'une année au moins se soit écoulée depuis la dernière répartition.

L'attribution des emplacements est faite dans l'ordre suivant :

1° Aux mandataires en exercice ;

2° Aux candidats mandataires ayant exercé en qualité de facteurs ou de commissionnaires ;

3° A tous autres candidats mandataires.

ART. 15. — Le Préfet de police détermine pour chaque pavillon et, s'il y a lieu, pour chaque nature de marchandises dans un même pavillon, l'étendue du poste minimum.

Ce poste comprend la surface minimum indispensable : 1° à l'exercice du contrôle ; 2° à la vente des marchandises.

La surface minimum affectée à la vente des marchandises est calculée par le Préfet de police proportionnellement à la quantité moyenne de marchandises qu'il juge nécessaire pour assurer le fonctionnement normal et journalier d'un poste minimum dans des conditions favorables à la bonne tenue du marché.

Il indique dans l'arrêté déterminant l'étendue du poste minimum la proportion qu'il a observée entre le volume des denrées et l'espace destiné à les contenir.

ART. 16. — Le préfet de la Seine attribue :

Aux mandataires un emplacement proportionnel à l'importance des marchandises qu'ils ont vendues pendant l'année écoulée ;

Aux candidats mandataires exerçant ou ayant exercé comme facteurs ou commissionnaires au moment de la mise en vigueur de la loi du 11 juin 1896, un emplacement proportionnel à l'importance des marchandises qu'ils ont vendues dans l'année qui a précédé la promulgation de cette loi et, s'ils n'étaient pas encore facteurs ou commissionnaires à cette date, pendant le temps où ils ont exercé en cette qualité.

A tous autres candidats mandataires, l'emplacement nécessaire à la constitution d'un poste minimum.

Le Préfet de la Seine prend pour base des attributions proportionnelles le rapport que le Préfet de police a jugé nécessaire d'établir, conformément à l'article précédent, entre le volume des denrées et l'espace destiné à les contenir.

ART. 17. — L'importance des marchandises vendues pendant une année est déterminée par le montant des droits d'abri payés pendant le même laps de temps.

Dans le cas où un mandataire n'exerce que depuis moins d'une année, l'importance des marchandises vendues n'est déterminée que par des droits d'abri effectivement payés.

ART. 18. — Dans les pavillons qui ne seraient pas aménagés par la ville de Paris en vue de leur destination, les postes doivent être munis, par les soins des mandataires, des bancs et installations intérieures nécessaires à la vente des denrées, conformément à des types arrêtés par le Préfet de la Seine, d'accord avec le préfet de police.

Ce matériel doit être entretenu dans un état parfait de conservation.

ART. 19. — Un mandataire ne peut sous-louer l'emplacement qui lui est attribué. Il doit l'occuper en personne et n'y vendre que les marchandises qui lui sont personnellement expédiées, sauf dans le cas prévu à l'art. 40 du présent décret. Deux mandataires peuvent, avec autorisation du Préfet de la Seine, échanger leurs postes respectifs.

ART. 20. — Un poste est retiré à un mandataire lorsque, après trois années d'exercice en cette qualité, les droits d'abri payés par lui sont, pendant la durée d'une année, inférieurs de moitié à la moyenne des droits d'abri payés par un poste minimum affecté à la vente de denrées de même nature.

ART. 21. — La vacance d'un poste est déclarée par un arrêté du Préfet de la Seine. Cet arrêté est affiché dans le pavillon pendant deux jours francs. Il est dressé procès-verbal de cette formalité.

Les candidats qui se présentent pour obtenir le poste vacant sont inscrits sur une liste dressée à cet effet.

ART. 22. — Lorsque la vacance se produit par suite de décès, elle peut, sur la demande des héritiers, n'être déclarée qu'après un délai qui, dans tous les cas, ne peut excéder celui de 4 mois.

Pendant ce temps, le poste est géré par un mandataire dont le choix a été au préalable soumis à l'agrément du Préfet de police.

ART. 23. — Après l'expiration du délai de deux jours fixé par l'art. 21, l'attribution du poste vacant est faite dans l'ordre suivant :

1° A un mandataire exerçant dans le même pavillon, au man-

dataire ou candidat mandataire ayant acquis la clientèle du mandataire dont le poste est vacant ;

2° A un candidat mandataire ayant exercé comme facteur ou commissionnaire ;

3° A tout autre candidat mandataire.

Le mandataire ou candidat mandataire qui a acquis la clientèle du mandataire dont le poste est vacant n'a d'autre droit que celui de faire valoir à son profit le montant des droits d'abri payés par ce dernier.

ART. 24. — Si le poste vacant est attribué à un mandataire déjà installé sur un autre point du pavillon, la vacance créée par cette attribution donne lieu à une nouvelle déclaration de vacance, mais le mandataire déplacé perd le droit de céder la clientèle du poste qu'il a quitté.

ART. 25. — Dans tous les cas d'attribution d'emplacements prévus par les art. 13, 14 et 23 du présent décret, l'ordre de préférence entre les concurrents de même catégorie est fixé comme il suit :

Entre ceux qui peuvent faire valoir des droits au profit de celui qui, dans le même pavillon, a payé les droits d'abri les plus élevés ;

Entre ceux qui ne peuvent pas faire valoir des droits d'abri au profit de celui qui occupe le premier rang sur la liste d'inscription du Tribunal de commerce.

ART. 26. — Plusieurs mandataires ou candidats mandataires peuvent être autorisés à former une société en participation, mais seulement pour l'exploitation d'un seul et même poste.

Cette autorisation est donnée par le Préfet de la Seine, après avis conforme du Préfet de police. A cet effet, les postulants déposent au secrétariat de la Préfecture de la Seine, en même temps que leur demande, une déclaration par laquelle ils prennent l'engagement d'affecter à la garantie des obligations de chacun d'eux la totalité du cautionnement et de supporter solidairement toutes celles qui résulteront pour eux tant de la loi du 11 juin 1896 que du présent décret.

Les mandataires ou candidats mandataires dont l'association est autorisée ont droit à un emplacement correspondant à l'ensemble des droits d'abri que chacun d'eux justifiera avoir payés conformément à l'article 17.

Les mutations qui surviennent dans le personnel des participants n'entraînent par elles-mêmes aucune modification dans l'attribution du poste ou le montant du cautionnement.

Le mandataire qui cesse de faire partie d'une société en participation pour occuper un poste spécial, ne peut, pour l'obtention de ce poste, faire valoir que les droits d'abri qu'il payait au jour de son entrée dans la société.

TITRE V

Des devoirs des mandataires, de la rémunération et des frais tarifés.

ART. 27. — Les mandataires peuvent vendre les marchandises qui leur sont confiées, à la criée ou à l'amiable, au gré de leurs expéditeurs.

Ils doivent se conformer à ce sujet aux indications qui leur sont données par leurs commettants.

Les marchandises qui leur sont expédiées doivent toutes être amenées aux halles centrales pour y être vendues dans les postes mis à leur disposition.

ART. 28. — Les mandataires sont responsables envers les expéditeurs des marchandises que ceux-ci leur ont envoyées.

Ils sont tenus, sauf convention contraire, de leur adresser le montant de la vente le jour même ou le lendemain au plus tard.

Les crédits qu'ils accorderaient aux acheteurs sont à leur charge sans qu'ils puissent exercer à ce sujet aucun recours contre les expéditeurs ni prétexter le moindre retard de paiement.

ART. 29. — Les mandataires doivent être présents à leurs postes pendant toute la durée des ventes.

En cas d'absence ou d'empêchement, ils peuvent se faire suppléer par un autre mandataire. S'ils se trouvent dans l'impossibilité de désigner un suppléant, le Préfet de police et, en cas d'urgence, le commissaire spécial des halles commet un des mandataires en exercice, qu'il doit choisir dans un autre pavillon.

Un arrêté du Préfet de police détermine, pour chaque pavillon, le montant des honoraires auxquels a droit par vacation, le mandataire ainsi désigné.

ART. 30. — Les interdictions prononcées par l'art. 3 de la loi

ci-dessus visée du 11 juin 1896 s'appliquent aux employés des mandataires.

ART. 31. — Les mandataires ne peuvent employer comme crieurs ou vendeurs des personnes exerçant le commerce des denrées qu'ils sont chargés de vendre.

Ils sont responsables au point de vue disciplinaire des actes de leurs employés, contrairement aux règlements édictés par le Préfet de la Seine ou le Préfet de police.

L'administration peut exiger d'un mandataire le renvoi d'un employé qui aurait commis une faute grave ou qui enfreindrait habituellement les règlements.

ART. 32. — Sur le produit de la vente, les mandataires prélèvent le montant des frais tarifés et celui de la commission.

ART. 33. — Les frais tarifés communs à toutes les ventes, en gros ou demi-gros sont les suivants :

Transport par chemin de fer — camionnage — droits de douane — droits d'octroi — droits d'abri — poids public — télégrammes et mandats-poste — salaire des forts : décharge et mise en vente, garde en cas de resserre.

Les frais spéciaux à certaines catégories de vente sont les suivants :

Pour la vente des viandes : le droit d'usage de matériel et le salaire des découpeurs ; — pour la vente de la volaille et du gibier : le gavage ; — pour la vente des beurres, œufs et fromages : le salaire des compteurs-mireurs et la moins-value pour déchets constatés.

ART. 34. — Il est formellement interdit de grouper dans une seule et même rubrique des frais tarifés d'une nature différente. Les mandataires doivent être en mesure de fournir la justification de l'application de ces frais.

ART. 35. — La commission due aux mandataires est librement débattue entre leurs clients et eux. Elle comprend tous les frais non tarifés.

ART. 36. — Le mandataire suspendu de ses fonctions ne peut paraître sur le marché pendant la durée de sa suspension. Il est remplacé dans les conditions prévues par l'article 29, § 2.

ART. 37. — La qualité de mandataire se perd ;

- 1° Par la démission ;
- 2° Par retrait de poste ;
- 3° Par radiation pour manquement au devoir professionnel.

Est considéré comme manquement au devoir professionnel tout fait de nature à porter atteinte à l'honorabilité du mandataire.

TITRE VI

Du contrôle administratif.

ART. 38. — Ne sont reçues dans les pavillons affectés aux ventes en gros et demi-gros que les denrées de première main, c'est-à-dire celles qui proviennent directement des producteurs ou expéditeurs.

Toutefois sont assimilées aux marchandises de première main, les viandes provenant des abattoirs municipaux et des boucheries patentées.

ART. 39. — Toute expédition, à son arrivée dans les pavillons, est accompagnée d'une lettre de voiture ou d'un récépissé du chemin de fer à l'adresse d'un mandataire et, s'il y a lieu, de l'acquit des droits de douane.

Toutefois, pour les marchandises qui pénètrent dans Paris par la voie de terre, il suffit de produire la quittance des droits d'octroi au timbre du jour, accompagnée d'une déclaration signée par l'expéditeur et portant son adresse ainsi que la nature, le poids ou le nombre des colis et le nom du destinataire. Les viandes provenant des boucheries patentées sont accompagnées seulement d'une déclaration dans les formes ci-dessus, portant le timbre de la boucherie.

Les différentes pièces (lettres de voiture, récépissés du chemin de fer, déclarations, etc.), qui auront servi à établir la provenance de la marchandise seront remises aux mandataires après avoir été visées d'abord par les agents de la Préfecture de police et ensuite par ceux de la Préfecture de la Seine.

ART. 40. — Les marchandises arrivées sans indication précise de destinataire sont vendues à la criée par l'un des mandataires inscrits d'après un tableau de roulement établi par les soins du préfet de police.

ART. 41. — Toutes les ventes, qu'elles soient effectuées à la

criée ou à l'amiable, sont inscrites au fur et à mesure des opérations sur le livre à souches prescrit par l'article 7 de la loi du 11 juin 1896.

La souche et les deux volants de ce livre portent un même numéro d'ordre.

Les mandataires doivent soumettre à l'agrément du Préfet de police le modèle de leur livre à souches, dont le papier doit être conforme à un type arrêté par lui.

Avant d'être mis en usage, chaque livre, après avoir été coté et paraphé par l'Inspecteur principal du pavillon, est visé ou marqué d'un timbre, sur la première et la dernière page, par le commissaire spécial des halles.

ART. 42. — Sur la souche, le mandataire ou son employé indique le numéro du livre, la date et le numéro de la vente, le nom de l'expéditeur, la nature de la marchandise, le poids du lot ou le nombre de pièces dont il se compose, le mode et le prix de vente ainsi que le nom de l'acheteur.

Le volant n° 1, qui sert de bulletin de sortie, indique le numéro du livre, la date et le numéro de la vente, le prix de la marchandise et le nom de l'expéditeur.

Le volant n° 2, attaché à la souche et destiné à l'expéditeur, contient toutes les mentions figurant sur la souche ; il indique en outre le détail des frais tarifés et le montant de la commission.

ART. 43. — Toute erreur matérielle qui serait commise au cours des ventes doit être déclarée dans les vingt-quatre heures à l'inspecteur du pavillon qui, après justification, autorise, s'il y a lieu, l'envoi à l'expéditeur d'un bulletin rectificatif visé par lui et détaché d'un livre à souches.

Mais, en aucun cas, les mentions figurant sur la souche ou les volants ne peuvent être modifiées.

ART. 44. — Toutes les ventes à la criée ou à l'amiable ne peuvent être faites qu'à des personnes présentes. Elles doivent être proclamées à haute voix par les mandataires ou leurs vendeurs au moment du passage de la marchandise sur le banc de vente.

ART. 45. — Après la conclusion de chaque vente, le mandataire ou son employé, en même temps qu'il énonce le prix à haute voix, appose sur le lot vendu le volant n° 1 qui, lors de la livraison du lot, est retiré par le fort livreur.

Les acheteurs font connaître, au moment de l'apposition sur le lot vendu du volant n° 1, s'ils désirent prendre eux-mêmes ou faire prendre livraison de leur marchandise à la grille du pavillon, ou si les denrées doivent être déposées dans tel poste de garde qu'ils désignent.

Les employés du gardage sont tenus, après reconnaissance des objets qui leur sont confiés, d'apposer un timbre à la date du jour sur le volant n° 1 que leur présentent les forts livreurs.

Aussitôt après la clôture du marché, les syndics des forts ou leurs adjoints réunissent les bulletins de sortie, par poste de mandataires, dans l'ordre numérique des ventes, et les déposent au bureau de l'inspecteur principal.

ART. 46. — A défaut d'indication de la part de l'acheteur au sujet du mode de livraison, les lots vendus sont retirés d'office du banc de vente et consignés dans un endroit spécial sous la garde des forts. Ils sont remis à l'acquéreur contre la présentation du bulletin d'achat et le payement des droits de consigne.

Les marchandises qui n'ont pas été réclamées avant l'ouverture du marché suivant, sont vendues comme marchandises abandonnées, par les soins du mandataire prévu à l'art. 40 du présent décret, et le produit net de la vente est versé dans la caisse du mandataire par les soins duquel la première vente a été effectuée.

Si la marchandise atteint un prix plus élevé que le jour précédent, ce mandataire tient compte de la plus-value à l'expéditeur.

ART. 47. — Peuvent seules être mises en resserre les marchandises qui n'ont pas trouvé acquéreur ou celles qui sont arrivées trop tard sur le marché.

Déclaration en est faite par écrit aux agents des deux préfectures. Cette déclaration énonce le nom et l'adresse de l'expéditeur, la nature de la marchandise, le nombre des colis ou celui des pièces.

Elle indique en outre le motif pour lequel la marchandise a été mise en resserre.

Il est interdit de mélanger les marchandises de resserre avec les arrivages du jour. Elles doivent être vendues à part.

ART. 48. — En cas de saisie de marchandises reconnues impropres à la consommation, un certificat de saisie énonçant la

nature et le poids ou la quantité de la marchandise et la date de l'opération est remis au mandataire qui le fait parvenir immédiatement à l'expéditeur.

Il n'est jamais délivré de duplicata de ce certificat qui est détaché d'un livre à souche.

ART. 49. — Tout mandataire doit tenir un registre sur lequel sont totalisées au jour le jour les opérations effectuées pour le compte de chaque expéditeur.

Les indications apportées sur ce registre sont les suivantes :

Date — nom et adresse de l'expéditeur — nature des marchandises — nombre de colis ou de pièces ou poids des marchandises — nombre de ventes — produit brut des ventes — frais tarifés par catégorie — commission produit net des ventes.

Les mandataires peuvent d'ailleurs ajouter aux indications qui précèdent tous renseignements qui leur paraissent nécessaires pour leur comptabilité.

Ce registre est coté et paraphé par le commissaire spécial des halles.

ART. 50. — Les mandataires sont tenus d'envoyer le jour même à leurs expéditeurs tous les volants relatifs aux ventes de leurs produits.

Toutefois, dans le cas où plusieurs ventes seraient faites le même jour, au nom du même expéditeur, les volants qui lui sont destinés peuvent, sur sa demande, être remplacés par un bordereau récapitulatif reproduisant les indications qui, d'après l'article 42, doivent figurer sur le volant n° 2.

Les bordereaux de vente sont collationnés sur les livres à souche et certifiés conformes par le mandataire.

ART. 51. — Tout expéditeur de marchandises aux halles peut, pendant un délai de trois ans, transmettre à la Préfecture de police, aux fins de vérifications, les volants ou bordereaux qui lui ont été adressés par les mandataires.

ART. 52. — Les livres à souche, registres et toutes autres pièces justificatives quelconques doivent être communiqués à toute réquisition du Préfet de police ou des agents spécialement désignés à cet effet.

Ils sont également communiqués aux représentants du Préfet de la Seine au point de vue du contrôle des perceptions municipales.

ART. 53. — Un résumé des opérations de chaque poste, indiquant par espèces les quantités de denrées vendues, ainsi que le produit total des ventes, est remis chaque jour à l'inspecteur principal du pavillon pour servir tant au contrôle qu'à l'établissement des statistiques, et au représentant du Préfet de la Seine pour servir au contrôle des perceptions municipales.

ART. 54. — Le Préfet de police fait afficher chaque jour après la clôture des ventes, dans un cadre spécial placé à la porte de l'inspection principale, le cours atteint par chacune des espèces de denrées, en tenant compte de leur provenance.

Les cours sont établis dans chaque pavillon par une commission composée de l'Inspecteur principal et de trois mandataires désignés par leurs collègues.

Ils comprennent un maximum, un minimum et un cours moyen.

Les mandataires ne peuvent, sous les peines édictées par l'art. 5 de la loi du 11 juin 1896, envoyer aux expéditeurs d'autres cours que ceux établis dans les conditions ci-dessus déterminées.

TITRE VII

Des agents de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police.

ART. 55. — La Commission spéciale des halles et les employés ou agents sous ses ordres communiquent au préposé du Préfet de la Seine tous les renseignements qui leur sont nécessaires pour l'attribution ou la répartition des places et pour la perception des droits municipaux.

Réciproquement, les préposés du Préfet de la Seine donnent aux agents du Préfet de police toutes les indications dont ceux-ci peuvent avoir besoin dans l'intérêt du service.

ART. 56. — Les forts procèdent, sous la surveillance et d'après les instructions des Inspecteurs principaux des pavillons, aux diverses manutentions des marchandises, telles qu'elles sont prévues au tarif arrêté par le Préfet de police.

Dans l'intérieur des pavillons, ils sont en outre chargés de l'enlèvement des denrées et de leur livraison soit aux acqué-

reurs eux-mêmes, soit aux porteurs ou aux gardeurs désignés par les acquéreurs.

Ils sont responsables :

1° Des marchandises qu'ils ont égarées, mal livrées ou détériorées au cours de leurs travaux ;

2° De celles qui sont confiées à leur garde pendant la durée et après la clôture des ventes.

Les forts sont rétribués au moyen des salaires perçus pour leurs différents travaux, d'après les tarifs fixés par le Préfet de police.

Ces tarifs seront revisés ainsi que ceux des salaires des compteurs-mireurs et des ouvriers découpeurs.

TITRE VIII

Du carreau forain

ART. 57 (modifié). — Le carreau forain des halles est réservé aux cultivateurs qui y amènent leurs produits pour les vendre eux-mêmes et aux approvisionneurs vendant des denrées dont ils sont propriétaires.

Sont considérés comme approvisionneurs les marchands vendant sur le carreau des produits qu'ils ont achetés en dehors de Paris et qui leur sont expédiés directement aux halles ou qu'ils y amènent eux-mêmes.

Les marchands qui contreviendraient aux dispositions qui précèdent seront exclus du carreau par décision du Préfet de police.

Les cultivateurs et approvisionneurs justifient de l'origine des denrées en produisant à leur arrivée sur le carreau, soit une déclaration d'introduction indiquant leur nom, leur adresse, le nombre des voitures introduites et portant l'empreinte du timbre à date du poste d'octroi qui aura contrôlé l'entrée de leurs marchandises, soit une lettre de voiture ou un récépissé de chemin de fer à leur adresse.

Les cultivateurs établis dans Paris justifient de leur qualité par un certificat délivré par le commissaire de police de leur quartier et indiquant leur nom, leur adresse et l'étendue de leur culture.

ART. 58. — Le Préfet de la Seine détermine, après avis du Préfet de police, les emplacements affectés à la vente des divers produits du jardinage.

ART. 59. — La vente au regrad est interdite. En conséquence, il est défendu de revendre, marché tenant, des marchandises qui auraient été achetées dans le périmètre des halles.

Les marchandises vendues doivent être enlevées immédiatement.

ART. 60. — Le concours des forts est facultatif pour le déchargement et le placement des produits des jardiniers-maraîchers occupant des places concédées par abonnement.

Il est obligatoire pour le déchargement et le placement des denrées amenées sur la partie du carreau affectée aux producteurs ou approvisionneurs non abonnés.

TITRE IX

Dispositions générales.

ART. 61. — La loi concernant la réglementation des halles centrales et le présent décret, rendu pour son exécution, seront affichés en permanence dans tous les pavillons des halles affectés aux ventes en gros.

Extrait en sera publié dans le *Bulletin des Communes*.

ART. 62. — Le décret du 22 janvier 1878 sur les halles et marchés de la ville de Paris est abrogé en ce qui concerne les halles centrales. Sont également abrogées les dispositions de tous autres décrets, arrêtés ou ordonnances de police contraires au présent décret.

ART. 63. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait aux Sables-d'Olonne, le 23 avril 1897.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Intérieur,

Louis BARTHOU.

PRÉFECTURE DE POLICE

ARRÊTÉ

PORTANT

**Création de l'inspection divisionnaire des
halles, marchés et abattoirs.**

Paris, le 17 octobre 1896.

Nous, Préfet de Police,

Vu :

1^o La loi du 28 pluviôse an VIII, les arrêtés des Consuls des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX, ainsi que les lois des 7 août 1850 et 10 juin 1853 ;

2^o Les arrêtés organiques concernant l'inspection des ventes en gros aux halles centrales (28 novembre 1893) ; l'inspection des poids et mesures dans le ressort de la Préfecture de police (14 avril 1890) et l'inspection vétérinaire sanitaire de Paris et du département de la Seine (16 juillet 1895) ;

3^o Le rapport de la commission mixte des services vétérinaires sanitaires adopté par le Conseil général de la Seine dans sa séance du 28 décembre 1895 et par le conseil municipal de Paris le 30 du même mois ;

4^o La loi du 11 juin 1896 portant réorganisation des halles centrales de Paris ;

Considérant qu'il y a lieu, au point de vue de la bonne exécution des lois et règlements, de grouper dans un même service toutes les attributions de la Préfecture en matière de halles,

marchés et abattoirs, et qu'il convient de rendre plus efficace l'inspection de la salubrité des denrées aux halles par l'adjonction d'un personnel d'experts ;

Vu les arrêtés qui déterminent les attributions de la 2^e division de la Préfecture de police (27 janvier 1882 et 6 mars 1895) ;

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — Le 1^{er} bureau de la 2^e division est supprimé.

La 2^e section de ce bureau (police de la navigation et des ports) est rattachée au 2^e bureau de la 2^e division.

L'attribution relative à la réception des déclarations de débits de boissons à consommer sur place au 1^{er} bureau de la 1^{re} division.

ART. 2. — Il est créé dans l'administration centrale de la Préfecture de police un service relevant du secrétariat général sous le titre de : « INSPECTION DIVISIONNAIRE DES HALLES, MARCHÉS ET ABATTOIRS ».

Le chef de ce service prendra le titre d'inspecteur divisionnaire.

ART. 3. — L'inspection divisionnaire des halles, marchés et abattoirs comprend :

1^o Un *service administratif* ayant pour mission de veiller à l'application des lois et règlements concernant la police des halles, marchés et abattoirs, la salubrité des denrées vendues dans les halles et marchés, la loyauté des transactions, la répression des falsifications et des fraudes sur la nature et la quantité, la police sanitaire des animaux sur pieds ou abattus.

Ce service est chargé, en outre, de la correspondance générale relative aux affaires relevant du laboratoire municipal, ainsi que de la transmission au Parquet des procès-verbaux.

2^o Les *services extérieurs* suivants, chargés de l'exécution de ces lois et règlements :

Commissariat spécial des halles centrales ;

Inspection du marché aux bestiaux de La Villette et du marché aux chevaux ;

Inspection et vérification des poids et mesures ;

Inspection vétérinaire sanitaire de Paris et du département de la Seine.

ART. 4. — Il est créé aux halles centrales, sous les ordres du commissaire de police, un service spécial pour l'inspection de la salubrité des denrées alimentaires autres que les viandes dont la surveillance reste confiée aux vétérinaires sanitaires.

ART. 5. — L'inspecteur divisionnaire des halles, marchés et abattoirs sera assimilé aux chefs de division de l'administration centrale.

Il sera suppléé, en cas d'absence, par le chef du service administratif de l'inspection divisionnaire qui sera assimilé aux chefs de bureau.

ART. 6. — Les bureaux de l'inspection divisionnaire des halles, marchés et abattoirs, composés du personnel de la 1^{re} section du 1^{er} bureau de la 2^e division et d'une partie du personnel administratif du laboratoire municipal, comprendront trois sections :

1^o Les halles, marchés et abattoirs ;

2^o L'inspection des poids et mesures et le service administratif du laboratoire ;

3^o L'inspection vétérinaire sanitaire.

La première section et le travail des bureaux seront dirigés par le chef du service administratif.

La deuxième section sera dirigée par un sous-chef ou par un commis principal en faisant fonctions.

La troisième section sera dirigée par le chef du service technique de l'inspection vétérinaire sanitaire.

ART. 7. — Les chefs des services extérieurs enverront ou remettront toutes les pièces (rapports, procès-verbaux, propositions, etc.), à l'Inspecteur divisionnaire qui leur transmettra également tous les documents émanant de l'administration.

ART. 8. — Les traitements de l'inspecteur divisionnaire et du personnel administratif placé sous ses ordres seront imputés au chapitre 1^{er}, article 1^{er}, du budget municipal de la Préfecture de police, ceux des fonctionnaires, employés et agents des services extérieurs sur les mêmes chapitres que précédemment.

ART. 9. — Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet de Police,

LÉPINE.

Par le Préfet de Police :

Le Secrétaire général,

E. LAURENT.

PRÉFECTURE DE POLICE

ORDONNANCE

CONCERNANT

la vente en gros des viandes aux halles centrales.

Paris, le 20 juillet 1897.

Nous, Préfet de Police,

Vu : 1° La loi des 16-24 août 1790 (titre XI) et celle des 19-22 juillet 1791 ;

2° La loi du 11 juin 1896 sur les Halles centrales et le décret du 23 avril 1897, rendu pour son exécution ;

3° L'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics ;

4° Les arrêtés réglementaires en date du 28 novembre 1893, 17 octobre et 28 novembre 1896 ;

5° L'ordonnance de police du 30 mai 1897 concernant l'inspection sanitaire des viandes foraines,

ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le marché en gros des viandes tiendra tous les jours.

Les ventes à l'amiable commenceront à cinq heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre, et à six heures du matin, du 1^{er} octobre au 31 mars.

Elles seront closes à onze heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre et, à midi, du 1^{er} octobre au 31 mars.

Les ventes à la criée commenceront en toute saison à 10 heures du matin.

Elles seront closes à la fin des enchères.

ART. 2. — L'ouverture et la clôture des ventes seront annoncées à son de cloche.

Il est interdit d'opérer des transactions en dehors des heures réglementaires.

ART. 3. — En cas de retard des arrivages par chemins de fer, d'apports importants de marchandises donnant lieu à des encombrements du marché, ou de température ne permettant pas la conservation de la marchandise, les agents des deux Préfectures, après s'être concertés, pourront retarder la clôture des ventes.

ART. 4. — A l'exception des préposés de l'administration, des expéditeurs justifiant de leur qualité, des mandataires et de leurs employés qui seront munis d'une carte d'identité signée d'un mandataire et visée par l'Inspecteur principal du pavillon, il est interdit à toute personne de pénétrer sur le marché en dehors des heures de vente.

Il est également interdit de stationner sans nécessité sur le marché pendant la durée des ventes.

ART. 5. — Toutes les personnes étrangères aux services de l'administration et au personnel des mandataires devront quitter le pavillon immédiatement après la clôture des ventes annoncée à son de cloche. Le marché devra être fermé un quart d'heure après la clôture des ventes.

ART. 6. — Dès leur arrivée aux halles, les marchandises recevront un numéro d'ordre et seront accrochées aux tringles.

Les paniers ou emballages ayant servi au transport des marchandises devront être enlevés dès qu'ils auront été vidés.

ART. 7. — La décharge et la manutention des viandes amenées sur le marché, la garde des marchandises mises en resserre ou en consigne, et la livraison aux acheteurs seront exclusivement effectuées par les forts.

Le découpage des viandes sera fait par des ouvriers agréés et permissionnés par Nous.

Le service des forts et des découpeurs ainsi que les tarifs de leurs salaires seront déterminés par les consignes et les tableaux annexés au présent règlement (1).

ART. 8. — Le poids minimum des lots pouvant être introduits et mis en vente sur le marché de gros est fixé à 7 kilogrammes pour les viandes de même espèce.

Seront exceptés les filets de bœuf ou de vache introduits isolément par des marchands bouchers à Paris : seront exceptés aussi dans les apports faits du dehors, les morceaux détachés, d'une espèce différente des autres viandes, composant l'envoi d'un même approvisionneur.

Tous les morceaux composant la même expédition recevront le même numéro d'arrivage.

ART. 9. — Avant la vente, toutes les viandes seront examinées par les inspecteurs du service vétérinaire sanitaire.

Celles qui seront reconnues bonnes pour la consommation seront estampillées.

Celles qui seront trouvées gâtées, corrompues ou nuisibles seront saisies, sans préjudice des poursuites qui seront exercées, s'il y a lieu.

Les viandes saisies seront ou envoyées au muséum d'histoire naturelle ou livrées à l'équarrisseur après dénaturation.

Dans les cas d'avarie, l'acheteur est admis à présenter sa réclamation pendant la durée du marché.

ART. 10. — Les marchandises ne pourront être vendues avant d'avoir été pesées. Le bulletin du poids public sera apposé sur chaque lot.

Les opérations du pesage commenceront à quatre heures et demie du matin du 1^{er} octobre au 31 mars, et à quatre heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre.

(1) Voir :

Annexe I. — *Consigne particulière des forts.*

— II. — *Tarif de leurs salaires.*

— III. — *Consigne particulière des découpeurs.*

— IV. — *Tarif de leurs salaires.*

Les viandes de resserre devront être pesées de nouveau avant d'être exposées en vente en raison de la déperdition du poids que peut subir cette marchandise. Les infractions à cette prescription donneraient lieu, le cas échéant, à des poursuites par application de la loi du 27 mars 1851.

ART. 11. — Tout expéditeur qui voudra fixer le prix minimum de ses marchandises devra le faire par lettre ou télégramme adressé à son mandataire avant l'ouverture des ventes.

ART. 12. — Pour faciliter le contrôle au moment de la livraison à la grille du pavillon ou dans les parcs de consigne, les mandataires délivreront aux acquéreurs une note d'achat divisée en deux parties contenant chacune les indications suffisantes pour établir leur concordance avec l'étiquette du poids public et le volant n° 1 du carnet à souches.

Le lot ne sera livré par les forts que sur la présentation de ce bulletin dont ils conserveront l'une des deux parties, l'autre restant entre les mains de l'acheteur.

ART. 13. — Il est interdit de transporter des marchandises d'un poste dans un autre.

Dans l'intérêt du bon ordre et de la circulation, lorsqu'un mandataire recevra plus de marchandises que son poste ne peut en contenir, le trop plein sera momentanément déposé, après entente avec le représentant de la Préfecture de la Seine, dans les dépendances d'un des postes les moins encombrés et les plus voisins, mais ne pourra être vendu que dans le poste du mandataire auquel la marchandise est destinée.

ART. 14. — Il est expressément défendu aux employés et ouvriers du marché, qui appartiennent à la Préfecture de police, d'y acheter les denrées pour leur propre compte et pour le compte d'autrui.

La même défense est faite aux employés des mandataires.

ART. 15. — La déclaration de resserre et le résumé des opérations prescrits par les articles 47 et 53 du décret du 23 avril 1897 seront établis conformément aux modèles annexés à la présente ordonnance (1).

(1) Voir : Annexes V et VI.

La déclaration de resserre sera remise, aussitôt après la clôture des ventes, pour le contrôle des marchandises, au syndic des forts de garde, qui la tiendra à la disposition de l'inspecteur principal.

Le résumé des opérations sera remis à l'inspecteur principal le lendemain, avant l'ouverture des ventes.

ART. 16. — Il est interdit aux mandataires d'introduire sur le marché, en dehors du matériel prévu à l'art. 18 du décret du 23 avril 1897, des objets tels que tables, balances, etc., sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation.

Les demandes adressées à cet effet à l'administration devront indiquer la nature et la dimension des objets.

ART. 17. — Les dispositions générales de l'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics sont applicables sur le marché de la vente en gros des viandes.

ART. 18. — Les contraventions seront constatées par des procès-verbaux ou rapports qui nous seront adressés à telles fins que de droit.

ART. 19. — Sont abrogés :

1° Les ordonnances de police des 3 mai 1849, 24 août 1849, 6 février 1851 concernant les ventes à la criée des viandes ;

2° L'arrêté du 3 avril 1890 relatif à la vente des viandes de mouton de provenance étrangère ;

3° Les décisions des 20 février 1877, 30 décembre 1871, 30 octobre 1876 et 4 novembre 1892 fixant les tarifs des prix à payer aux forts et aux découpeurs ;

4° Les règlements ou décisions antérieurs qui déterminent les heures d'ouverture et de clôture du marché ainsi que le minimum des lots.

ART. 20. — La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée.

L'inspecteur divisionnaire des halles et marchés, le commissaire spécial des halles, l'inspecteur principal et les inspecteurs de la vente en gros des viandes, le chef du service technique de l'inspection vétérinaire sanitaire, le vétérinaire délégué, chef

du 1^{er} secteur et les vétérinaires sanitaires placés sous ses ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Le Préfet de police,

LÉPINE.

Par le Préfet de police :
Le Secrétaire général,
E. LAURENT.

ANNEXE I

Consigne particulière des forts.

I. — L'effectif des forts à la vente en gros des viandes est de 80 hommes, savoir :

- 1 syndic-chef ;
- 1 syndic ;
- 8 syndics-adjoints ;
- 70 forts.

II. — Les forts de la vente en gros des viandes sont recrutés parmi les forts des ventes en gros du poisson, de la criée des fruits, ou de la volaille et du gibier.

III. — Ils doivent avoir une taille de 1^m 70 au minimum et sont soumis à un nouvel examen de force physique. Cet examen consiste à transporter, sur un parcours de 100 mètres environ, un colis ayant un poids brut de 200 kilogrammes.

IV. — Leur travail consiste :

- 1° Dans la décharge et la manutention des viandes amenées sur le marché ;
- 2° Dans la livraison aux acheteurs ;
- 3° Dans la garde des viandes mises en resserre ou en consignee.

V. — Le syndic-chef et le syndic sont chargés de la surveillance générale du travail.

Chaque syndic-adjoint a sous ses ordres un certain nombre d'hommes variable suivant l'importance des postes à desservir.

Les postes de vente des mandataires sont répartis en groupes à chacun desquels est affectée une équipe de forts dirigée par un syndic-adjoint ou par un fort en faisant fonctions.

Une équipe spéciale est chargée d'assurer le service des appareils de pesage de poids public installés dans le marché.

VI. — Tous les mois, les équipes ainsi que les syndics-adjoints qui desservent les postes de vente, changent de groupes au moyen d'un roulement de l'est à l'ouest du marché.

Les hommes appartenant à l'équipe du pesage sont soumis à cette disposition dans leur service spécial.

VII. — Les équipes doivent être à leur poste, en tenue de travail, à quatre heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre, et à quatre heures et demie du matin, du 1^{er} octobre au 31 mars.

VIII. — Le travail de la décharge s'opère de la manière suivante sous le contrôle d'un inspecteur.

Les colis sont pris à la voiture et mis à terre par les camionneurs, avec l'aide des forts.

Le syndic-adjoint chargé de surveiller le service de décharge, reçoit les pièces justificatives de la provenance qui sont exigées par l'art. 39 du décret du 23 avril 1897, c'est-à-dire :

Pour les viandes foraines expédiées par chemin de fer : la lettre de voiture ou le récépissé à l'adresse du mandataire, et, s'il y a lieu, l'acquit des droits de douane ;

Pour les viandes foraines qui pénètrent dans Paris par la voie de terre et pour celles provenant des abattoirs publics de Paris : la quittance des droits d'octroi au timbre du jour accompagnée d'une déclaration signée de l'expéditeur et indiquant son adresse ainsi que l'espèce de viande, le nombre de morceaux et le poids, et le nom du destinataire ;

Pour les viandes provenant des boucheries de Paris : une déclaration établie dans les formes ci-dessus et portant le timbre du boucher.

Il vérifie avec soin les feuilles de provenance ; si elles sont régulières, il y appose un timbre à la date du jour et les remet immédiatement au représentant de la préfecture de la Seine.

Dans le cas où il constaterait une irrégularité quelconque, il doit en rendre compte sans retard à l'inspecteur de service.

Au fur et à mesure des arrivages, il inscrit sur un carnet spécial, conforme au modèle ci-après, le nombre de colis à déposer dans les postes mandataires :

NOMS DES		NOMBRE de colis	NATURE de la marchandise	TARIF DE LA DÉCHARGE								PRODUIT de la décharge
mandataires	expéditeurs			0 05	0 10	0 15	0 20	0 30	0 50	0 55	0 85	

Le syndic adjoint chargé du service de la décharge après la clôture des ventes établit, en outre, un relevé des arrivages et le dépose, avec les feuilles justificatives, au bureau des perceptions municipales au moment de l'ouverture des ventes.

Dès que les employés de mandataires ont estampillé d'un numéro spécial toutes les pièces de viandes contenues dans chaque colis, le syndic-adjoint fait enlever ces viandes par les forts qui vont les accrocher aux tringles dans le poste du destinataire, en ayant soin de réunir tous les morceaux portant le même numéro et de les grouper par nature de marchandise.

IX. — Pour la manutention, deux forts sont ordinairement attachés au service de chaque balance du poids public.

L'un de ces ouvriers apporte successivement tous les morceaux composant l'expédition indiquée par le mandataire, en ayant soin d'en opérer le lotissage de manière à ne pas peser ensemble des viandes de nature différente et à ne pas faire de lots au-dessous du poids minimum fixé par le règlement.

L'autre fort, une fois le morceau pesé et l'étiquette de pesage fixée dessus, enlève le lot et le porte aux crochets de vente.

X. — Dans les équipes attachées aux postes des mandataires, des forts sont désignés pour livrer les marchandises aux acheteurs.

Le travail de livraison s'opère de la manière suivante : le fort vérifie la concordance de la note d'achat présentée par l'acquéreur avec l'étiquette du poids public et le volant du carnet à souches.

Si les dates, numéros d'ordre, noms, désignation et poids de la marchandise concordent et que la note d'achat porte, en outre, la griffe du mandataire avec la mention : « *Bon à livrer* », le fort déchire le talon de la note, retire l'étiquette de pesage ainsi que le volant du carnet à souches ; il garde ces trois pièces comme justification de la livraison qu'il opère immédiatement.

XI. — Des forts, désignés à tour de rôle dans toutes les équipes, sont chargés de garder les marchandises mises en resserre, c'est-à-dire celles qui n'auraient pas trouvé acquéreur ou qui seraient arrivées trop tard sur le marché.

Ce service est divisé en :

1^o Garde de jour, c'est-à-dire à partir de la clôture des ventes jusqu'à neuf heures du soir, qui est faite par trois hommes ;

2^o Garde de nuit, de sept heures du soir à cinq heures du matin, composée de six hommes.

De sept heures à neuf heures du soir, au moment de l'arrivage des viandes d'abattoir, un syndic-adjoint doit être présent sur le marché pour diriger le travail des forts.

XII. — Les marchandises dont les acquéreurs n'ont pas pris immédiatement livraison et qui doivent être mises en consigne sont également confiées à la garde d'un fort.

Ce préposé reste en permanence de l'ouverture des ventes jusqu'à cinq heures du soir ; il se conforme, pour la livraison, aux prescriptions contenues au § X.

XIII. — Les forts sont tenus d'obtempérer aux réquisitions qui leur seront adressées par MM. les inspecteurs du service vétérinaire sanitaire pour transporter soit à l'atelier de décou-

page, soit au local des viandes saisies les marchandises consignées comme suspectes ou reconnues impropres à la consommation.

Ils doivent également signaler à ces inspecteurs toutes les viandes dont la qualité leur paraîtrait douteuse.

XIV. — Les forts et les ouvriers renforts sont tenus, sous peine de mesures disciplinaires et sous la responsabilité des syndics, de porter constamment pendant le travail, une casquette dont le modèle a été adopté et qui est destinée à les préserver de tout accident pouvant provenir du contact des viandes insalubres ou charbonneuses.

En outre, il leur est recommandé de le laver soigneusement dès que leur service est terminé. Deux lavages doivent être faits : d'abord au savon noir, puis avec une solution à 2 0/0 d'acide phénique. Il est indispensable que toutes les parties du corps ayant pu être en contact avec les viandes, soient ainsi lavées, surtout lorsque les forts ont transporté de la viande saisie comme insalubre.

ANNEXE II

Tarif du salaire des forts.

§ 1^{er}. — Décharge et manutention.

BOEUF ou VACHE

	f. c.
Introduit et vendu en entier.....	» 50
— — en demi	» 25
— — en pan	» 20
<i>Introduit et vendu en quart.</i>	
2 quarts.....	» 20
2 trains	» 10
2 palerons.....	» 10
2 plis surlonges.....	» 10
2 colliers.....	» 10
2 joues.....	» 05
2 plats.....	» 10
TOTAL.....	» 75

Introduit et vendu en cuisses.

	f. c.
2 cuisses.....	» 20
2 palerons.....	» 10
2 aloyaux.....	» 10
2 trains.....	» 10
2 pis surlonges..	» 10
2 plats.....	» 10
2 bavettes.....	» 10
2 colliers.....	» 10
2 rognons.....	» 05
2 ampes et ongles.	» 05
2 joues.....	» 05
TOTAL.....	1 05

Introduit et vendu en morceaux.

2 tranches.....	» 10
2 semelles.....	» 10
2 tranches grasses.	» 10
4 jambes.....	» 10
2 derrières de paleron.....	» 10
2 macreuses.....	» 10
2 aloyaux.....	» 10
2 trains.....	» 10
2 pis surlonges.....	» 10
2 plats.....	» 10
2 bavettes.....	» 10
2 rognons.....	» 05
2 ampes et ongles.....	» 05
2 colliers.....	» 10
2 joues.....	» 05
TOTAL.....	1 35

Morceaux séparés.

	f. c.
1 quart.....	» 10
1 cuisse.....	» 10
Les autres morceaux.....	» 05

VEAU

	f. c.
1 veau introduit et vendu en entier.....	» 10
<i>Veau introduit et vendu en demi.</i>	
1 demi-veau.....	» 05
<i>Veau introduit et vendu en quartiers.</i>	
Par quart.....	» 05
<i>Veau introduit et vendu en morceaux.</i>	
2 cuissots.....	» 10
2 carrées longues.....	» 10
2 épaules.....	» 10
2 poitrines et colliers.....	» 10

MOUTON

Introduit et vendu entier.....	» 05
<i>Introduit et vendu par moitié.</i>	
1 demi.....	» 05
<i>Introduit et vendu par quartier.</i>	
Par quart.....	» 05

PORC

Paniers de morceaux divers.....	» 20
Paquets de morceaux gras.....	} » 10
Porc entier.....	
Demi-porc.....	} » 05
Morceau séparé.....	

Tonneaux de salaisons.

De 200 kil. et au-dessus.....	» 50
De 100 à 199 kil.....	» 30
Au-dessous de 100 kil.....	» 10

Morceaux accouplés toutes espèces.

Au-dessous de 10 kilogrammes, par lot vendu.....	» 05
Au-dessus de 10 kilogrammes, par lot vendu.....	» 10

§ 2. — Garde des marchandises mises en resserre.

Par lot.....	» 05
--------------	------

§ 3. — **Livraison aux acheteurs.**

	f. c.
Pour chaque lot.....	» 10
Pour chacun des morceaux (moitié de porc, aloyau, etc.) faisant partie d'une vente en bloc.....	» 05
Pour les morceaux de porc découpé faisant partie d'un ballot par 25 kilogrammes.....	» 10
Pour les gigots vendus en bloc par 25 kilogrammes ou fraction de 25 kilogrammes.....	» 10

§ 4. — **Consigne des marchandises vendues.**(Exécution de l'art. 46, § 1^{er}, du décret du 23 avril 1897).

Salaire des forts :	{	Pour un lot.....	» 15
		Pour chacun des morceaux (moitié de porc, aloyau, etc.) faisant partie d'une vente en bloc.....	» 10
		Pour les morceaux de porc découpé faisant partie d'un ballot par 25 kilog.....	» 15
		Pour les gigots vendus en bloc, par 25 kilog. ou fraction de 25 kilog.....	» 15
		Jusqu'à 25 kilog., par lot.....	» 25
Droit de consigne :	{	De 26 à 50 kilog., —	» 50
		De 51 à 100 kilog., —	1 »
		Au-dessus de 100 kilog., même tarif proportionnel.	

ANNEXE III

Consigne particulière des ouvriers découpeurs.

I. — L'effectif des découpeurs est fixé à 26 hommes, avoir :

1 syndic ;

1 syndic-adjoint ;

14 découpeurs ;

10 découpeurs auxiliaires.

II. — Ces ouvriers ont pour attribution de procéder, soit à la

division des grosses pièces en plusieurs morceaux, sur la demande des mandataires, soit à l'épluchage des viandes déposées au local des saisies, sur l'ordre des vétérinaires sanitaires.

III. — Les découpeurs auxiliaires sont pris parmi les candidats ayant satisfait à l'examen prescrit par l'article 10 du règlement du 28 novembre 1893 et nommés par le Préfet de police.

Il doit leur être assuré un travail minimum de six heures par jour ; ils sont payés à raison de 1 franc l'heure sur la masse du salaire des découpeurs.

IV. — Le syndic et le syndic-adjoint participent manuellement aux travaux de découpage, autant que cela est compatible avec la surveillance dont ils sont chargés.

V. — Les découpeurs commencent leur service à minuit en toute saison.

VI. — Ils sont répartis sur le marché, d'après un roulement établi chaque mois.

Ils sont tenus d'obtempérer aux ordres de leurs chefs et ne peuvent, sous aucun prétexte, s'absenter de leur poste sans la permission du syndic.

Ils doivent signaler aux vétérinaires sanitaires les viandes dont la qualité leur paraît douteuse.

VII. — Pendant la durée des ventes, un ouvrier découpeur se tient à l'atelier de découpage à la disposition du service vétérinaire sanitaire.

Le syndic et le syndic-adjoint restent en permanence sur le marché à l'endroit qui leur est assigné par l'inspecteur principal.

Ils reçoivent à cet endroit les demandes que les mandataires ont à leur adresser pour les besoins de leurs postes de vente.

VIII. — Les découpeurs ne doivent quitter le marché que lorsque le travail de découpage est complètement terminé.

Deux d'entre eux, désignés à tour de rôle par le syndic, restent jusqu'à la clôture des ventes.

IX. — Les découpeurs établissent, pour chaque poste de mandataire, par numéro d'arrivage, des notes de travail qu'ils doivent représenter à toute réclamation.

Ils sont pécuniairement responsables des malfaçons.

Il leur est formellement interdit de percevoir des salaires non portés au tarif ci-après ou plus élevés que ceux qui ont été fixés par l'administration.

X. — Les dispositions de l'art. 9, n° 2 de l'arrêté réglementaire du 18 novembre 1896, relatives aux mesures disciplinaires, sont applicables aux découpeurs.

ANNEXE IV

Vente en gros des viandes.

Tarif des frais à payer aux découpeurs.

BOEUF

Fente d'un bœuf	FR. C. » 40
<i>Demi-bœuf dépecé, savoir :</i>	
1 cuisse, 1 aloyau, 1 rognon, 1 bavette, 1 onglet, 1 hampe, 1 train de côtes, 1 plat, 1 surlonge, 1 pis, 1 collier, 1 paleron, 1 joue	» 50
<i>Demi-bœuf dépecé, savoir :</i>	
1 pan, 1 pis, 1 surlonge, 1 collier, 1 paleron, 1 joue . . .	» 20
<i>Demi-bœuf dépecé, savoir :</i>	
1/4, 1 pis, 1 train de côtes, 1 surlonge, 1 collier, 1 paleron, 1 joue	» 30
<i>Demi-bœuf dépecé, savoir :</i>	
1/4, 1 pis, 1 train de côtes, 1 surlonge, 1 collier, 1 paleron, 1 joue, 1 bavette, 1 plat	» 35
<i>Un pan dépecé, savoir :</i>	
1 cuisse, 1 aloyau, 1 rognon, 1 bavette, 1 plat, 1 train de côtes, 1 surlonge	» 30
<i>Un quartier de derrière dépecé, savoir :</i>	
1 aloyau, 1 bavette, 1 rognon, 1 jambe, 1 culotte, 1 pièce ronde, 1 tende de tranche, 1 gîte à la noix	» 50

Un quartier de devant dépecé, savoir :

1 paleron, 1 pis, 1 plat, 1 col, 1 train, 1 surlonge » 30

FR. C.

Une cuisse dépecée, savoir :

1 jambe, 1 culotte, 1 pièce ronde, 1 tende de tranche,
1 gîte à la noix..... » 30

Une cuisse dépecée, savoir :

1 globe, 1 jambe, 1 culotte..... » 40

Un paleron dépecé, savoir :

1 jambe, 1 derrière de paleron, 1 macreuse, 1 milieu de
paleron..... » 45

Un aloyau déhanché, savoir :

1 aloyau, 1 rumsteck. » 45

Un aloyau-bavette traité, savoir :

1 aloyau, 1 bavette, 1 rognon » 40

Découpage d'un morceau en deux..... » 05

Epluchage : chaque morceau..... » 05

VEAU

Fente d'un veau en deux » 45

— en quatre » 20

— en quatre plus la séparation des longues. » 30

Fente d'un quartier double » 10

Un veau fendu et dépecé, savoir :

2 cuissots, 2 longues, 2 carrés, 2 épaules, 2 poitrines et
colliers..... » 40

Un demi-veau dépecé, savoir :

1 cuissot, 1 longe, 1 carré, 1 épaule, 1 poitrine, 1 collier. » 20

Un devant de veau dépecé, savoir :

1 épaule, 1 poitrine, 1 collier, 1 carré..... » 45

Découpage d'un morceau en deux..... » 05

Epluchage : chaque morceau..... » 05

MOUTON

Fente d'un mouton en deux..... » 45

FR. C.

Un mouton fendu et dépecé, savoir :

2 gigots, 2 poitrines, 2 carrés, 2 filets, 2 épaules..... » 25

Un demi-mouton dépecé, savoir :

1 gigot, 1 poitrine, 1 carré, 1 filet, 1 épaule..... » 15

Découpage d'un mouton en rosbif, savoir :

1 rosbif, 2 épaules, 2 poitrines et collier..... » 10

Découpage d'un morceau en deux..... » 05

Epluchage : chaque morceau » 05

PORC

Fente d'un porc en deux :

Sans tête..... » 15

Avec tête. » 20

*Un demi-porc dépecé, savoir :*1 jambon, 1 rein, 1 poitrine, avec ou sans panne, avec
ou sans rognon, 2 pieds, 1 jambonneau..... » 25*Un rein dépecé, savoir :*

1 rein levé, 1 lard gras, 1 échine, 1 palette..... » 15

Découpage d'un morceau en deux..... » 05

Epluchage : chaque morceau..... » 05

Vente en gros des viandes

Résumé des opérations du

189

Décret du 23 avril 1897

ANNEXE VI

ESPÈCES	QUANTITÉS DE MARCHANDISES EN KILOGRAMMES				PRODUIT DES VENTES			OBSERVATIONS
	RESSERRE	de la veille	ARRIVAGES du jour	TOTAL	VENDUES			
					à la criée	à l'amiable	TOTAL	
Bœuf.....								
Veau.....								
Mouton.....								
Porc.....								
TOTAL.....								
Livres n° Vente du n° au n°								
.....								
.....								
.....								

Certifié conforme à nos livres.
Le mandataire,

PRÉFECTURE DE POLICE

ORDONNANCE

CONCERNANT

la vente en gros de la volaille et du gibier.

Paris, le 20 juillet 1897.

Nous, Préfet de police,

Vu : 1° la loi des 16-24 août 1790 (titre XI) et celle des 19-22 juillet 1791 ;

2° La loi du 11 juin 1896 sur les halles centrales et le décret du 23 avril 1897 rendu pour son exécution ;

3° Les arrêtés réglementaires des 28 novembre 1893, 17 octobre et 18 novembre 1896 ;

4° L'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics ;

ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le marché en gros de la volaille et du gibier tiendra tous les jours.

Les ventes commenceront :

A 8 heures du matin du 1^{er} décembre au 31 janvier ;

A 7 h. 1/2 pendant les mois de février et de novembre ;

A 7 heures pendant les mois de mars et d'octobre ;

A 6 h. 1/2 du 1^{er} avril au 30 septembre.

Les ventes à la criée seront closes à la fin des enchères.

Les ventes à l'amiable seront closes en même temps que les ventes à la criée.

Cependant la clôture du marché à la vente en gros de la volaille ne pourra avoir lieu avant 9 heures du matin du 1^{er} avril au 30 septembre, ni avant 10 heures du 1^{er} octobre au 31 mars.

Les jours de l'ouverture et de la clôture de la chasse le marché, pourra tenir jusqu'à 5 heures du soir.

ART. 2. — L'ouverture et la clôture des ventes seront annoncées à son de cloche.

Il est interdit d'opérer des transactions en dehors des heures réglementaires.

ART. 3. — En cas de retard des arrivages par chemins de fer, les agents des deux Préfectures, après s'être concertés, pourront retarder la clôture des ventes.

ART. 4. — A l'exception des préposés de l'administration, des expéditeurs justifiant de leur qualité, des mandataires et de leurs employés qui seront munis d'une carte d'identité signée par un mandataire et visée de l'inspecteur principal du pavillon, il est interdit à toute personne de pénétrer sur le marché en dehors des heures réglementaires.

Il est également interdit de stationner sans nécessité sur le marché pendant la durée des ventes.

ART. 5. — Toutes les personnes étrangères aux services de l'administration et au personnel des mandataires devront quitter le pavillon immédiatement après la clôture des ventes annoncées à son de cloche. Le marché devra être fermé un quart d'heure après la clôture des ventes.

ART. 6. — Les mandataires auront la faculté de resserrer les animaux vivants, pendant un délai qui ne pourra excéder deux jours au maximum. Ils devront leur donner la nourriture et les soins nécessaires pendant ce temps.

ART. 7. — La décharge et la manutention des denrées amenées sur le marché, la garde des marchandises mises en resserre ou en consigne et la livraison aux acheteurs, seront effectuées exclusivement par les forts.

L'intervention de ces ouvriers pourra, en outre, être demandée pour le gavage des pigeons et le comptage de la volaille vivante

Le service des forts ainsi que le tarif de leurs salaires sont déterminés par la consigne et le tableau annexés à la présente ordonnance (1.)

ART. 8. — Les minima des lots pouvant être mis en vente sont fixés ainsi qu'il suit :

1° *Une pièce* : Cerfs, chevreuils, daims, biches, sangliers, ours et autres gros gibiers (élans, rennes, etc.), agneaux, cochons de lait, etc. Les pièces détachées des espèces désignées ci-dessus seront vendues par lots de quatre au minimum, à l'exception des selles de chevreuil, de sanglier et de renne et des gigots qui seront vendus par deux ;

2° *Deux pièces* : chevreaux, à la condition qu'ils aient un poids minimum de 7 kilogrammes ; dindons gras en grêle, poules et coqs de bruyère ;

3° *Trois pièces* : poules gras en grêle, canards étouffés dits de Rouen ;

4° *Quatre pièces* : oies, dindons, lièvres, faisans (coqs et poules), bécasses, bécassines et pintades ;

5° *Six pièces* : poulets ordinaires, poules et vieux coqs, canards nantais et de ferme, lapins (morts ou vivants) et lapins de garenne, perdreaux, canards sauvages, sarcelles et pilets, poules de prairie, blacks coqs et grouses, gélinottes et lagopèdes ;

6° *Huit pièces* : pigeons morts ;

7° *Dix pièces* : Cailles, colins, pluviers, vanneaux, et autres petits gibiers ;

8° *Vingt pièces* : Grives et merles ;

9° *Cinquante pièces* : pigeons vivants, excepté les béquilles ;

10° *Six douzaines* : allouettes ;

11° *Deux kilogrammes* : foies gras.

Exception est faite :

1° Pour les poulets en bourriches, qui pourront être vendus dans leurs emballages d'origine quel qu'en soit le nombre ;

2° Pour les apports ne se composant que d'une pièce ;

(1) Voir :

Annexe I. — *Consigne des forts.*

— II. — *Tarif de leurs salaires.*

3° Pour le solde des apports d'un approvisionneur.

ART. 9. — Les inspecteurs du marché examineront la salubrité des denrées mises en vente et saisiront celles qui seraient corrompues ou nuisibles à la santé.

En cas de contestation, il en sera référé au vétérinaire délégué chef du 4^{er} secteur ou en son absence au vétérinaire sanitaire sous-chef de secteur.

ART. 10. — Tout expéditeur qui voudra fixer le prix minimum de ses marchandises devra le faire par lettre ou télégramme adressé à son mandataire avant l'ouverture des ventes.

ART. 11. — Pour faciliter le contrôle au moment de la livraison des marchandises aux acheteurs, à la grille du pavillon ou dans le parc de consigne, les mandataires délivreront aux acquéreurs une note d'achat indiquant le nom du mandataire, le numéro de la vente et le prix.

Le lot ne sera livré par les forts, que sur la présentation de ce bulletin qui restera entre leurs mains.

ART. 12. — Il est interdit de transporter des marchandises d'un poste dans un autre.

Dans l'intérêt du bon ordre et de la circulation, lorsqu'un mandataire recevra plus de marchandises que son poste ne peut en contenir, le trop plein sera momentanément déposé, après entente avec le représentant de la Préfecture de la Seine, dans les dépendances d'un des postes les moins encombrés, mais ne pourra être vendu que sur le banc de vente du mandataire auquel la marchandise est adressée.

ART. 13. — Il est expressément défendu aux employés et aux ouvriers du marché qui appartiennent à la Préfecture de police, d'y acheter des marchandises pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui.

Cette défense s'applique également aux employés des mandataires.

ART. 14. — La déclaration de resserre et le résumé des opérations prescrits par les articles 47 et 53 du décret du 23 avril 1897 seront établis conformément aux modèles annexés (1) à la présente ordonnance.

(1) Voir annexes III, IV et V.

La déclaration de resserre sera remise aussitôt après la clôture des ventes, pour le contrôle des marchandises, au syndic des forts de garde qui la tiendra à la disposition de l'inspecteur principal.

Le résumé des opérations sera remis à l'inspecteur principal le lendemain avant l'ouverture des ventes.

ART. 15. — Il est interdit aux mandataires d'introduire sur le marché, en dehors du matériel prévu à l'article 18 du décret du 23 avril 1897, des objets mobiliers tels que tables, estrades, balances-bascules, etc., sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation.

Les demandes adressées à cet effet à l'administration devront indiquer la nature et les dimensions des objets.

ART. 16. — Les dispositions générales de l'ordonnance du 30 décembre 1865 sur la police des marchés sont applicables sur le marché de la vente en gros de la volaille et du gibier.

ART. 17. — Les contraventions seront constatées par des procès-verbaux ou rapports qui nous seront transmis à telles fins que de droit.

ART. 18. — Sont abrogés :

1° Les ordonnances de police des 13 mars 1804, 27 janvier 1812; les arrêtés des 12 août 1885, 11 février 1888, 8 octobre 1889 concernant la vente en gros de la volaille et du gibier ;

2° Les décisions des 29 juillet 1842, 15 mai 1856 et 30 avril 1878 fixant le tarif du salaire des forts ;

3° Les règlements ou décisions antérieurs fixant les heures d'ouverture et de clôture du marché ainsi que le minimum des lots.

ART. 19. — La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée.

L'inspecteur divisionnaire des halles et marchés, le commissaire spécial des halles centrales, l'inspecteur principal et les inspecteurs de la vente en gros de la volaille et du gibier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Le Préfet de police,

LÉPINE.

Par le Préfet de police :
Le Secrétaire général,
E. LAURENT.

ANNEXE I

Consigne particulière des forts.

I. — Le service des forts à la vente en gros de la volaille et du gibier est un service de début.

Il consiste dans la décharge, la livraison et la garde des marchandises.

II. — L'effectif de cette compagnie est composé de :

1 syndic-chef.

1 syndic-chef-adjoint.

1 syndic.

15 syndics-adjoints.

Et 100 forts.

Le syndic-chef et le syndic-chef-adjoint s'occupent de la surveillance générale du service.

Le syndic est spécialement préposé à la surveillance de la décharge des marchandises.

III. — Pour la décharge, il est formé quatre équipes, commandées par le syndic et deux syndics-adjoints et placées sous la direction d'un inspecteur.

Tous les jours et en toute saison, ces hommes prennent le service à quatre heures du matin.

A l'arrivée des marchandises, le syndic fait placer les voitures autant que possible à proximité des postes des mandataires auxquels la marchandise est destinée.

Les hommes sont répartis à chaque grille d'entrée et opèrent le déchargement des voitures suivant le tour d'arrivée. Le travail terminé sur un point, ils se rendent à la portée d'entrée où les arrivages sont le plus considérables pour activer le déchargement des voitures.

Le syndic reçoit les pièces justificatives de provenance qui sont exigées par l'article 39 du décret du 23 avril 1897, c'est-à-dire :

Pour les marchandises expédiées par chemins de fer : la

lettre de voiture ou le récépissé à l'adresse du mandataire et, s'il y a lieu, l'acquit des droits de douane.

Pour les marchandises introduites par les portes d'octroi : la quittance des droits d'octroi au timbre du jour, accompagnée d'une déclaration signée par l'expéditeur et portant son adresse ainsi que le poids ou le nombre des colis et le nom du destinataire.

Il vérifie avec soin les feuilles de provenance. Si elles sont reconnues régulières, il y appose un timbre à la date du jour et les remet immédiatement au représentant de la Préfecture de la Seine.

Dans le cas où il constaterait une irrégularité quelconque, il doit en rendre compte sans retard à l'inspecteur de service.

Au fur et à mesure des arrivages, il inscrit sur un carnet spécial conforme au modèle ci-après le nombre de colis à déposer dans les postes des mandataires :

NOMS DES		NOMBRE DE COLIS	NATURE de la MARCHANDISE	TARIF DU SALAIRE			PRODUIT de la DÉCHARGE
MANDATAIRES	EXPÉDITEURS			0 05	0 40	0 20	

Le syndic, chargé du service de la décharge après la clôture des ventes, établit en outre un relevé des arrivages et le dépose, avec les feuilles justificatives, au bureau des perceptions municipales au moment de l'ouverture des ventes.

IV. — Les forts chargés de la livraison sont divisés en dix équipes formées de dix hommes chacune et d'un syndic-adjoint.

Ces équipes sont placées sous la direction du syndic-chef et contrôlées par un inspecteur.

Un roulement hebdomadaire de l'est et de l'ouest sera établi pour le service des postes des mandataires.

V. — Tous les jours, à tour de rôle, une de ces équipes est désignée sous la direction de son syndic-adjoint pour prendre le service des grilles d'entrée. Les hommes de cette équipe doivent être à leur poste une heure avant l'ouverture des ventes ; ils ont pour mission d'interdire l'accès du marché au public et d'empêcher toute sortie de marchandises avant l'heure réglementaire.

Les forts des autres équipes arrivent un quart d'heure avant l'ouverture des ventes.

VI. — Au coup de cloche, l'équipe de service aux grilles se rend au poste de vente auquel elle est affectée. Huit grilles seulement restent ouvertes pour l'entrée et la sortie du public et des marchandises, et à chacune de ces entrées est placé un fort choisi parmi les plus âgés, les malades ou convalescents.

Ces hommes ont pour consigne d'empêcher : 1^o l'introduction des marchandises sans l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 39 du décret du 23 avril 1897 ; 2^o la sortie des colis portés par d'autres que par les forts livreurs.

En cas de nécessité, les grilles intermédiaires pourront être ouvertes pour la décharge des marchandises dans les postes auxquels elles donnent accès.

VII. — A chaque poste de mandataire est affectée une équipe dirigée par un syndic-adjoint ou une fraction d'équipe commandée par un fonctionnaire syndic-adjoint suivant l'importance du poste.

Le syndic-adjoint ou le fort faisant fonctions se tient dans l'intérieur du banc de vente. Il reçoit le lot vendu et le volant du carnet à souches des mains du mandataire ou de son employé, s'assure que le nombre de pièces annoncé est exact et remet colis et volant au fort chargé de la livraison, en lui annonçant à haute voix le numéro de la vente ainsi que le nom de l'acheteur ou celui de la gardeuse.

VIII. — L'intervention des forts peut être requise par les mandataires pour effectuer le gavage des pigeons.

Les forts livreurs sont également autorisés à opérer le comptage des volailles vivantes, sur la demande des acquéreurs ; ce contrôle est effectué en présence du mandataire, dans le poste de vente.

IX. — Immédiatement après la clôture des ventes, une équipe de forts sous la direction d'un syndic-adjoint passe dans tous les postes de gardage affectés au marché pour s'assurer qu'aucune marchandise n'y est restée en litige. Quand des lots n'ont pas été reconnus, le syndic-adjoint les fait enlever du poste et mettre en resserre.

Si elles ne sont pas réclamées avant le lendemain matin, ces marchandises sont considérées comme abandonnées et vendues dans les conditions prescrites en pareil cas par l'article 46 § 2 du décret du 23 avril 1897.

X. — Tous les jours et à tour de rôle, trois forts sont désignés pour la garde du marché, depuis la clôture des ventes jusqu'au lendemain cinq heures du matin.

Ce service est contrôlé par un syndic-adjoint, qui doit consigner sur un registre spécial l'heure de son passage.

La responsabilité des forts cesse au coup de cloche annonçant l'ouverture des ventes.

Ils ne peuvent être déclarés responsables des dégâts occasionnés à la marchandise par les chats ou les rats.

ANNEXE II

Tarif du salaire des forts.

DÉSIGNATION DES ARTICLES	PRIX pour CHAQUE COLIS
	fr. c.
1° DÉCHARGE	
De la voiture au poste du facteur	» 10
Décharge et transport de la voiture au sous-sol pour le gavage :	
Par paniers de 50 pigeons, dits paniers d'un étage.....	» 10
Par paniers de 50 pigeons, dits paniers de deux étages..	» 20
Transport, du sous-sol au poste du mandataire, pour la vente :	
Par paniers d'un étage.	» 05
Par paniers de deux étages.....	» 10
2° LIVRAISON AUX ACHETEURS	
Pour chaque vente	» 10
3° GARDE	
Pour tout colis mis en resserre.....	» 10
4° GAVAGE DES PIGEONS	
Pour chaque pigeon (pour une seule opération.....	» 025
Pour deux pigeons —	» 05
5° COMPTAGE DE VOLAILLES OU DE PIGEONS	
Par cageot ou panier, quel que soit le nombre de volailles ou de pigeons.....	» 10
6° CONSIGNE DES MARCHANDISES VENDUES	
(Exécution de l'art. 46, § 1 ^{er} du décret du 23 avril 1897).	
Salaire des forts, par colis.	» 20
Droit de consigne, —	» 40

ANNEXE III

HALLES CENTRALES

VENTE EN GROS

de la

VOLAILLE ET DU GIBIER

Poste

Exécution de l'art. 47
du décret du 23 avril
1897.

DECLARATION DE RESSERRE

Pour la Journée du 189 .

NOMS ET ADRESSES des EXPÉDITEURS	MARCHANDISES n'ayant pas trouvé acquéreur			MARCHANDISES arrivées trop tard.		
	COLIS	PIÈCES	NATURE de la marchandise	COLIS	PIÈCES	NATURE de la marchandise
TOTAUX....						
Nombre total de { colis : pièces :						

CERTIFIÉ EXACT :

Le Mandataire,

ANNEXE IV

ESPÈCES	NOMBRE DE PIÈCES					PRODUITS des VENTES	OBSERVATIONS
	Resserte de la veille	Arrivages du jour	TOTAL	VENDUES	INVENDUES		
Agneaux.....							
Canards.....							
Chevreaux.....							
Cochons de lait.....							
Crêtes en lots.....							
Dindes.....							
Lapins.....							
Oies.....							
Pigeons { morts.....							
{ vivants.....							
Pintades.....							
Poulets { morts.....							
{ vivants.....							
TOTAUX.....							

Nombre des ventes { à la criée
à l'amiable
Livres n° : Ventes du n° au n°

Certifié conforme à mes lives.
Le mandataire,

ANNEXE V

ESPÈCES	NOMBRE DE PIÈCES				PRODUITS des	OBSERVATIONS
	Resserve de la veille	Arrivages du jour	TOTAL	VENDUES	INVENDEES	
Allouettes.....						
Bécasses.....						
Cailles.....						
Canards sauvages et sarcelles...						
Coqs de bruyère, poules de prairie et similaires.....						
Cerfs, biches, daims et chevreuils						
Faisans.....						
Gelinottes.....						
Grives et merles.....						
Lapins de garenne.....						
Lièvres } français.....						
} étrangers.....						
Perdreaux } français.....						
} étrangers gris.....						
} rouges.....						
Rennes.....						
Sangliers.....						
Gibier d'eau divers.....						
Pièces diverses.....						
TOTAUX.....						
à la criée à l'amiable Nombre des ventes Livre n° à l'amiable Ventes du n° au n°						

Certifié conforme à mes livres.

Le Mandataire,

PRÉFECTURE DE POLICE

ORDONNANCE

CONCERNANT

**la vente en gros des fruits et légumes, et des
grains et farines.**

Paris, le 20 juillet 1897.

Nous, Préfet de police,

Vu : 1° La loi des 16-24 août 1790 (titre XI) et celle des 19-22 juillet 1791 ;

2° La loi du 11 juin 1896 sur les halles centrales et le décret du 23 avril 1897, rendu pour son exécution ;

3° Les arrêtés réglementaires en date des 28 novembre 1893, 17 octobre et 28 novembre 1896 ;

4° L'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics ;

ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le marché en gros des fruits et légumes et des grains et farines tiendra tous les jours.

Les ventes des *fruits et légumes* auront lieu de quatre heures à dix heures, du 1^{er} avril au 30 septembre ; de cinq heures à dix heures, du 1^{er} octobre au 31 mars.

La vente en gros des *grains et farines* aura lieu de quatre heures à dix heures, en toute saison ; elle pourra se prolonger jusqu'à quatre heures du soir le samedi.

ART. 2. — L'ouverture et la clôture des ventes seront annoncées au son de la cloche.

Il est interdit d'opérer des transactions en dehors des heures réglementaires.

ART. 3. — En cas de retard des arrivages par chemins de fer, les agents des deux Préfectures, après s'être concertés, pourront retarder la clôture des ventes.

ART. 4. — A l'exception des préposés de l'administration, des expéditeurs justifiant de leur qualité, des mandataires et de leurs employés qui seront munis d'une carte d'identité signée d'un mandataire et visée par l'inspecteur principal du pavillon, il est interdit à toute personne de pénétrer sur le marché en dehors des heures de vente.

Il est également interdit de stationner sans nécessité sur le marché pendant la durée des ventes.

ART. 5. — Toutes les personnes étrangères aux services de l'administration et au personnel des mandataires devront quitter le pavillon immédiatement après la clôture des ventes annoncée à son de cloche. Le marché devra être fermé un quart d'heure après la clôture des ventes.

ART. 6. — La décharge et la manutention des marchandises amenées sur le marché, la garde des marchandises mises en resserre ou en consigne, et la livraison aux acheteurs seront exclusivement effectuées par les forts.

L'intervention de ces ouvriers peut en outre être demandée par les acquéreurs pour le comptage des fruits et légumes vendus au nombre. Ce contrôle est effectué en présence du mandataire dans le poste de vente.

Le service des forts ainsi que le tarif de leurs salaires sont déterminés par la consigne et le tableau annexés à la présente ordonnance (1).

ART. 7. — Les marchandises seront vendues dans leur emballage d'origine à l'exception des pommes de terre d'Afrique expédiées en tonneaux qui pourront être vendues par 25 kilogrammes,

(1) Voir :

Annexe I. — *Consigne particulière des forts.*

— II. — *Tarif de leurs salaires.*

et des oranges, citrons et mandarines expédiés en caisse, baril ou en vrac, qui pourront être vendus par cent fruits.

ART. 8. — Les marchandises destinées à être vendues au poids seront pesées avant la proclamation de la vente. Un bulletin indiquant le poids brut sera placé sur chaque colis.

Les expéditeurs seront tenus de faire connaître sur chaque colis le poids représentant la tare.

En cas d'omission de cette prescription, la tare sera déterminée par celles des emballages de même nature et dimension ou elle sera faite approximativement s'il n'existe pas de point de comparaison au moment de la vente.

Le poids de la tare sera indiqué sur le bulletin de pesage donnant déjà le poids brut.

Les colis contenant des marchandises destinées à être vendues au nombre ou à la mesure, seront pourvus d'une note indicative de leur contenance.

Pour les fruits forcés vendus au poids, chaque colis d'emballage devra porter en chiffres apparents, le poids net de la marchandise contenue dans le colis.

Les indications de tare et de contenance devront être reproduites par les expéditeurs sur les lettres d'envoi adressées aux mandataires.

ART. 9. — Il est expressément défendu de mettre au fond des paniers ou de tout autre colis, des fruits ou autres denrées d'une espèce ou d'une qualité inférieure à celles qui sont au-dessus.

Il est également défendu de mettre au fond des paniers, contenant des fruits ou légumes destinés à être vendus en bloc par colis, tel qu'il se comporte, des matières d'emballage dans les proportions exagérées, inutiles à la conservation des fruits ou légumes, et de nature à fausser l'évaluation du contenu desdits paniers.

Les marchandises vendues au volume, en sacs, en mannes ou à la botte, doivent lors de la confection des colis ou des bottes, être disposées de façon à éviter les vides et à donner, par le seul aspect de l'emballage ou du bottelage, l'idée exacte du volume de la marchandise.

Les infractions seront constatées et déferées, s'il y a lieu, au Tribunal correctionnel.

Les dispositions du présent article et celles de l'article précédent seront portées à la connaissance des expéditeurs par les mandataires qui les représentent sur le marché.

ART. 10. — Les inspecteurs examineront les marchandises mises en vente et saisiront celles qui seraient impropres à la consommation.

ART. 11. — Tout expéditeur qui voudra fixer le prix minimum de ses marchandises devra le faire par lettre ou télégramme adressé à son mandataire avant l'ouverture des ventes.

ART. 12. — Le mandataire, en mettant un ou plusieurs colis en vente, devra annoncer la nature et l'espèce ainsi que le poids net de la marchandise, si la vente a lieu au poids ; le nombre ou la mesure, s'il s'agit de l'un de ces deux modes de vente.

Il fera connaître, en outre, si le colis est vendu en bloc et tel qu'il se comporte.

Dans le cas de mise en vente de plusieurs colis en bloc, le mandataire fixera la mise à prix pour l'ensemble du lot.

ART. 13. — Les marchandises pour lesquelles le mandataire aura fixé une mise à prix en s'adressant impersonnellement à plusieurs acheteurs réunis, seront considérées comme mises en vente à la criée et devront être adjugées au plus offrant.

Le mandataire est alors tenu d'agréer la première offre de la mise à prix et les enchères successives, aboutissant à une adjudication.

Pour les ventes à la criée les enchères se prendront :

Par 0 fr. 10 c. au-dessous de 5 francs.

Par 0 fr. 25 c. de 5 à 10 francs.

Par 0 fr. 50 c. de 10 à 20 francs.

Et par 1 franc au-dessus de cette somme.

ART. 14. — Pour faciliter le contrôle au moment de la livraison des marchandises à la grille du pavillon ou dans le parc de consigne, les mandataires délivreront aux acquéreurs une note d'achat portant les indications suffisantes pour établir leur concordance avec le volant n° 1 du carnet à souches.

Le lot ne sera livré par les forts que sur la présentation de ce bulletin qui restera entre leurs mains.

ART. 15. — Il est interdit de transporter des marchandises d'un poste dans un autre.

Dans l'intérêt du bon ordre et de la circulation, lorsqu'un mandataire recevra plus de marchandises que son poste ne peut en contenir, le trop plein sera momentanément déposé, après entente avec le représentant de la Préfecture de la Seine, dans les dépendances d'un des postes les moins encombrés, mais ne pourra être vendu que sur le banc de vente du mandataire auquel la marchandise est adressée.

ART. 16. — Il est expressément défendu aux employés et ouvriers du marché, qui appartiennent à la Préfecture de police, d'y acheter des denrées pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui.

La même défense est faite aux employés des mandataires.

ART. 17. — La déclaration de resserre et le résumé des opérations prescrites par les articles 47 et 53 du décret du 23 avril 1897 seront établis conformément aux modèles annexés à la présente ordonnance (1).

La déclaration de resserre sera remise aussitôt après la clôture des ventes, pour le contrôle des marchandises, au syndic des forts de garde, qui la tiendra à la disposition de l'inspecteur principal.

Le résumé des opérations sera remis à l'inspecteur principal le lendemain avant l'ouverture des ventes.

ART. 18. — Il est interdit aux mandataires d'introduire sur le marché, en dehors du matériel prévu à l'article 18 du décret du 23 avril 1897, des objets tels que tables, balances, etc., sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation.

Les demandes adressées à cet effet à l'administration devront indiquer la nature et la dimension des objets.

ART. 19. — Les dispositions générales de l'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics sont applicables sur le marché de la vente en gros des fruits et légumes, grains et farines.

(1) Voir annexes III et IV.

ART. 20. — Les contraventions seront constatées par des procès-verbaux ou rapports qui nous seront adressés à telles fins que de droit.

ART. 21. — Sont abrogés :

1^o L'ordonnance de police du 18 mai 1855 ;

2^o L'arrêté du 2 avril 1857 et les décisions des 17 novembre 1876, 4 novembre 1878 et 18 juin 1885 fixant le tarif du salaire des forts ;

3^o Les règlements ou décisions antérieurs qui déterminent les heures d'ouverture et de clôture du marché ainsi que le minimum des lots.

ART. 22. — La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée.

L'inspecteur divisionnaire des halles et marchés, le commissaire spécial des halles, l'inspecteur principal et les inspecteurs de la vente en gros des fruits et légumes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Le Préfet de police,

LÉPINE.

Par le Préfet de police :

Le Secrétaire général,

E. LAURENT.

ANNEXE I

Consigne particulière des forts.

I. — Le service des forts à la vente en gros des fruits, légumes, grains, farines est un service de début.

Il consiste dans la décharge, la livraison et la garde des marchandises.

II. — L'effectif de cette compagnie est composé de :

1 syndic-chef,

3 syndics,

7 syndics-adjoints,

Et 43 forts.

Le syndic-chef est chargé de la surveillance générale du service.

Les syndics sont spécialement préposés à la surveillance de la décharge et de la livraison des marchandises aux paires de garde.

III. — Pendant la durée des ventes, la décharge est assurée par une équipe de forts sous les ordres d'un syndic, aidé d'un syndic-adjoint.

De dix heures du matin jusqu'à l'ouverture des ventes du lendemain, la décharge est opérée par deux équipes fonctionnant, l'une le jour, l'autre la nuit.

Ces deux équipes, dont le nombre de forts les composant est proportionné aux besoins du service, sont commandés par un syndic-adjoint, qui prendra la direction du service à dix heures du matin et la conservera jusqu'à l'ouverture des ventes du lendemain.

L'équipe de jour prendra le service à dix heures du matin et le quittera à huit heures du soir.

Celle de nuit fonctionnera de huit heures du soir à sept heures du matin.

A l'arrivée des marchandises, le syndic ou le syndic-adjoint fait placer les voitures autant que possible à proximité des postes des mandataires auxquels la marchandise est destinée.

Les forts sont répartis à chaque grille d'entrée et opèrent le déchargement des voitures suivant le tour d'arrivée.

Le travail terminé sur un point, ils se rendent à la porte d'entrée où les arrivages sont les plus considérables pour activer le déchargement des voitures.

Le syndic ou le syndic-adjoint reçoit les pièces justificatives de provenance qui sont exigées par l'article 39 du décret du 23 avril 1897, c'est-à-dire :

Pour les marchandises expédiées par chemins de fer : la lettre de voiture ou le récépissé à l'adresse du mandataire et, s'il y a lieu, l'acquit des droits de douane.

Pour les marchandises introduites dans Paris par les portes d'octroi : la quittance des droits d'octroi, au timbre du jour, accompagnée d'une déclaration signée par l'expéditeur et portant son adresse ainsi que le poids ou le nombre des colis et le nom du destinataire,

V. — Tous les jours à tour de rôle, une équipe de forts d'un nombre correspondant à celui des grilles d'entrée, prendra le service une heure avant l'ouverture des ventes.

Les hommes de cette équipe ont pour mission de se tenir aux portes afin d'interdire l'accès du marché au public avant l'heure réglementaire.

Les forts des autres équipes arrivent un quart d'heure avant les ventes.

VI. — Au coup de cloche, les forts de l'équipe de service aux grilles se rendent au poste auquel ils sont affectés.

Six grilles seulement restent ouvertes pour l'entrée et la sortie du public et des marchandises, et à chacune de ces grilles est placé un fort choisi parmi les plus âgés, les malades ou les convalescents.

Ces hommes ont pour consigne d'empêcher l'introduction des marchandises sans l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 39 du décret du 23 avril 1897, et la sortie des marchandises portées par d'autres que par les forts.

VII. — A chaque poste de mandataire est affectée une équipe commandée par un syndic-adjoint, ou une fraction d'équipe commandée par un fonctionnaire syndic-adjoint, suivant l'importance du poste.

Le syndic-adjoint ou le fort en faisant fonctions se tient dans l'intérieur du banc de vente. Il reçoit le lot vendu et le volant du carnet à souches des mains du mandataire ou de son employé, s'assure que le nombre de pièces ou de colis annoncé est exact et remet colis et volant au fort chargé de la livraison en lui annonçant à haute voix le numéro de la vente ainsi que le nom de l'acheteur ou celui de la gardeuse.

VIII. — Les forts sont autorisés à opérer le comptage des fruits et légumes vendus au nombre, tels que poires, pommes, melons, concombres, pastèques, salades, artichauts, bottes d'asperges, bottes de cresson, etc., en présence du mandataire, dans le poste de vente.

ANNEXE II

Tarifs du salaire des Forts

1° Décharge et mise en vente

Par colis pesant de	1 à 25 kilogrammes.	» 05
—	26 à 75 —	» 10
—	76 à 130 —	» 15
—	131 à 180 —	» 20
—	181 à 230 —	» 25

2° Livraison et garde

SACS, PANIERS, CAISSES, FARDEAUX	LIVRAISON		GARDE
	à la grille	aux colonnes	en resserre par colis
<i>Colis pesant jusqu'à 3 kilogrammes.</i>	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 — 4 colis.....	» 05	» 10	» 02
5 — 8 —	» 10	» 15	» 02
9 — 12 —	» 15	» 20	» 02
13 — 16 —	» 20	» 25	» 02
17 — 20 —	» 25	» 30	» 02
Au-dessus de 20 colis, vendus en bloc (par colis en plus).....	» 02	0 03	» »
<i>Colis pesant plus de 3 kilogr. et jusqu'à 6 kilogr.</i>			
1 — 3 colis ou fardeaux.....	» 10	» 15	» 03
4 — 6 —	» 15	» 20	» 03
7 — 9 —	» 20	» 25	» 03
10 — 12 —	» 25	» 30	» 03
13 — 15 —	» 30	» 35	» 03
16 — 20 —	» 35	» 40	» 03
Au-dessus de 20 colis, vendus en bloc (par colis en plus).....	» 03	0 04	» »

SACS, PANIERS, CAISSES, FARDEAUX	LIVRAISON		GARDE en resserre par colis
	à la grille	aux colonnes	
<i>Colis pesant plus de 6 kilogr. et jusqu'à 12 kilogr.</i>	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 colis ou fardeau.....	» 10	» 15	» 04
1 — au-dessus 12 k. et jusqu'à 50 k.	» 15	» 20	» 04
1 — — 50 k. et — 100 k.	» 20	» 25	» 05
1 — — 100 k. et — 150 k.	» 25	» 30	» 05
1 — — 150 k. et — 200 k.	» 30	» 35	» 05
1 — — 200 k. et — 250 k.	» 35	» 40	» 05
1 — — 250 kilogr.....	» 40	» 45	» 05
<i>Marchandises livrées en vrac.</i>			
BOTTES D'ASPERGES, MELONS, CONCOMBRES, ANANAS NOIX DE COCO, PASTÈQUES			
De 1 — 3 (au nombre ou à la pièce).....	» 05	» 10	» 02
4 — 6 — —	» 10	» 15	» 02
7 — 9 — —	» 15	» 20	» 02
10 — 12 — —	» 20	» 25	» 02
13 — 15 — —	» 25	» 30	» 02
16 — 19 — —	» 30	» 35	» 02
20 et au-dessus, vendus en bloc (la pièce en plus...)	» 02	» 05	» 02
Oranges, citrons, mandarines (dépotés), par 100 fruits.....	» 10	» 15	» 02

3 Comptage des Fruits et Légumes vendus au nombre.

Cresson, par panier.....	» 40
{ par caisse de 300 et au-dessus.....	» 40
Oranges { par caisse de moins de 300.....	» 25
{ vendues en vrac (par cent).....	» 10
Tous autres fruits ou légumes (par colis conte- nant plus de 50 pièces).....	» 10
Tous autres fruits ou légumes (par colis conte- nant moins de 50 pièces).....	» 05

4^e Consigne des marchandises vendues.(Exécution de l'article 46 § 1^{er} du décret du 23 avril 1897)

SACS, PANIERS, CAISSES, FARDEAUX		SALAIRE des forts	DROIT de consign.
		fr. c.	fr. c.
<i>Colis pesant jusqu'à 3 kilogrammes.</i>			
1 — 4 colis.....		» 10	» 30
5 — 8 —		» 15	» 45
9 — 12 —		» 20	» 60
13 — 16 —		» 25	» 75
17 — 20 —		» 30	» 90
Au-dessus de 20 colis, vendus en bloc (par colis en plus).....		» 05	» 15
<i>Colis pesant plus de 3 kilogr. et jusqu'à 6 kilogr.</i>			
1 — 3 colis ou fardeaux.....		» 15	» 45
4 — 6 —		» 20	» 60
7 — 9 —		» 25	» 75
10 — 12 —		» 30	» 90
13 — 15 —		» 35	1 05
16 — 20 —		» 40	1 20
Au-dessus de 20 colis vendus en bloc (par colis en plus).....		» 05	0 15
<i>Colis pesant plus de 6 kilogr. et jusqu'à 12 kilogr.</i>			
1 colis ou fardeau.....		» 15	» 45
1 — au-dessus de 12 k. et jusqu'à 50 k.		» 20	» 60
1 — — 50 — 100 k.		» 25	» 75
1 — — 100 — 150 k.		» 30	» 90
1 — — 150 — 200 k.		» 35	1 05
1 — — 200 — 250 k.		» 40	1 20
1 — — 250.....		» 45	1 35
<i>Marchandises livrées en vrac.</i>			
BOTTES D'ASPERGES, MELONS, CONCOMBRES, ANANAS, NOIX DE COCO, PASTÈQUES			
De 1 — 3 (au nombre, ou à la pièce).....		» 10	» 30
4 — 6 —		» 15	» 45
7 — 9 —		» 20	» 60
10 — 12 —		» 25	» 75
13 — 15 —		» 30	» 90
16 — 19 —		» 35	1 05
20 et au-dessus, vendus en bloc (la pièce en plus)....		» 05	» 15
Oranges, citrons, mandarines (dépotés), par 100 fruits.		» 15	» 45

ANNEXE III

HALLES CENTRALES

VENTE EN GROS

des

FRUITS ET LÉGUMES

Pavillon VI

POSTE

Exécution de l'article 47 du décret
du 23 avril 1897.

DÉCLARATION DE RESSERRE

Pour la Journée du 189

NOMS ET ADRESSES des expéditeurs	MARCHANDISES n'ayant pas trouvé d'acquéreurs		MARCHANDISES arrivées trop tard	
	colis	NATURE de la marchandise	colis	NATURE de la marchandise
TOTAUX.....				

Certifié exact :

Le Mandataire,

PRÉFECTURE DE POLICE

ORDONNANCE

CONCERNANT

**La vente en gros du poisson, des moules
et des coquillages.**

Paris, le 20 juillet 1897.

Nous, Préfet de Police,

Vu : 1° la loi des 16-24 août 1790 (titre XI) et celle des 19-22 juillet 1791 ;

2° La loi du 11 juin 1896 sur les Halles Centrales et le décret du 23 avril 1897, rendu pour son exécution ;

3° Les arrêtés réglementaires en date des 28 novembre 1893, 17 octobre et 28 novembre 1896 ;

4° L'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics ;

ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le marché à la vente en gros du poisson, des moules et des coquillages tiendra tous les jours.

Les ventes commenceront à 6 heures du matin du 1^{er} avril au 30 septembre et à 6 heures et demie du 1^{er} octobre au 31 mars.

Les ventes à l'amiable seront closes à 10 heures du matin du 16 juin au 15 septembre et à 10 heures et demie du 16 septembre au 15 juin.

Les ventes à la criée seront closes à la fin des enchères.

ART. 2. — L'ouverture et la clôture des ventes seront annoncées à son de cloche.

Il est interdit d'opérer des transactions en dehors des heures réglementaires.

ART. 3. — En cas de retard des arrivages par chemins de fer, les agents des deux Préfectures, après s'être concertés, pourront retarder la clôture des ventes.

ART. 4. — A l'exception des préposés de l'Administration, des expéditeurs justifiant de leur qualité, des mandataires et de leurs employés qui seront munis d'une carte d'identité signée d'un mandataire et visée par l'Inspecteur principal du pavillon, il est interdit à toute personne de pénétrer sur le marché en dehors des heures de vente.

Il est également interdit de stationner sans nécessité sur le marché pendant la durée des ventes.

ART. 5. — Toutes les personnes étrangères aux services de l'Administration et au personnel des mandataires devront quitter le pavillon immédiatement après la clôture des ventes annoncée à son de cloche. Le marché devra être fermé un quart d'heure après la clôture des ventes.

ART. 6. — La décharge et la manutention des marchandises amenées sur le marché, la garde des marchandises mises en resserre ou en consigne et la livraison aux acheteurs seront exclusivement effectuées par les forts.

Le service de ces ouvriers ainsi que le tarif de leurs salaires sont fixés par la consigne et le tableau annexés à la présente ordonnance (1).

ART. 7. — Les minima des lots pouvant être mis en vente sont fixés comme suit :

A 3 kilogrammes pour toutes marchandises déballées autres que les suivantes :

Pour les crevettes rouges dites « bouquet »...	1 kilog.
— moules.....	15 —
— grenouilles.....	10 bag. de 12

[1] Voir : Annexe I. — *Consigne particulière des forts.*

— II. — *Tarifs de leurs salaires.*

Pour les sardines fumées dites « spratts ».....	12	paq.
— maqueraux	20	pièces
— coquillages dits « Saint-Jacques et oursins.....	25	—
— harengs saurs, une caisse de.....	25	—
— harengs.....	50	—
— huitres.....	100	—
— escargots.....	1.000	—

Les poissons laissés dans leur emballage d'origine pourront être vendus en un seul colis.

Les reliquats d'expédition pourront être vendus par espèce, quel que soit le poids.

ART. 8. — Les inspecteurs du marché examineront les marchandises mises en vente et saisiront celles qui seraient impropres à la consommation.

ART. 9. — Tout expéditeur qui voudra fixer le prix minimum de ses marchandises devra le faire par lettre ou par télégramme adressé à son mandataire avant l'ouverture des ventes.

ART. 10. — Pour faciliter le contrôle au moment de la livraison des marchandises à la grille du pavillon ou dans le parc de consigne, les mandataires délivreront aux acquéreurs une note d'achat portant le nom du mandataire, les numéros du livre à souches et de la vente.

Le lot ne sera livré par les forts que sur la présentation de ce bulletin qui restera entre leurs mains.

ART. 11. — Il est interdit de transporter des marchandises d'un poste dans un autre.

Dans l'intérêt du bon ordre et de la circulation, lorsqu'un mandataire recevra plus de marchandises que son poste ne peut en contenir, le trop plein sera momentanément déposé, après entente avec le représentant de la Préfecture de la Seine, dans les dépendances d'un des postes les moins encombrés, mais ne pourra être vendu que dans le poste du mandataire auquel la marchandise est destinée.

ART. 12. — Il est expressément défendu [aux employés et

ouvriers du marché, qui appartiennent à la Préfecture de police, d'y acheter des denrées pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui.

La même défense est faite aux employés des mandataires.

ART. 13. — La déclaration de resserre et le résumé des opérations prescrits par les articles 47 et 53 du décret du 23 avril 1897 seront établis conformément aux modèles annexés à la présente ordonnance (1).

La déclaration de resserre sera remise aussitôt après la clôture des ventes, pour le contrôle des marchandises, au syndic des forts de garde qui la tiendra à la disposition de l'Inspecteur principal.

Le résumé des opérations sera remis à l'Inspecteur principal le lendemain avant l'ouverture des ventes.

ART. 14. — Il est interdit aux mandataires d'introduire sur le marché, en dehors du matériel prévu à l'article 18 du décret du 23 avril 1897, des objets tels que tables, balances, etc., sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation.

Les demandes adressées à cet effet à l'Administration devront indiquer la nature et la dimension des objets.

ART. 15. — Les dispositions générales de l'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics sont applicables sur le marché de la vente en gros du poisson.

ART. 16. — Les contraventions seront constatées par des procès-verbaux ou rapports qui nous seront adressés à telles fins que de droit.

ART. 17. — Sont abrogés :

1° L'ordonnance de police en date du 28 novembre 1858 ;

2° Les règlements ou décisions antérieurs qui déterminent les heures d'ouverture et de clôture du marché ainsi que le minimum des lots.

ART. 18. — La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée.

L'Inspecteur divisionnaire des Halles et Marchés, le Commis-

(1) Voir Annexes III et IV.

saire spécial des Halles, l'Inspecteur principal et les Inspecteurs de la vente en gros du poisson, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Le Préfet de police,

LÉPINE.

Par le Préfet de police :

Le Secrétaire général,

E. LAURENT.

ANNEXE 1

Consigne particulière des forts

I. — Les forts à la vente en gros du poisson sont au nombre de 180, savoir :

1 syndic-chef.

1 syndic-chef-adjoint.

12 syndics.

12 syndics-adjoints.

154 forts.

II. — Ils sont recrutés parmi les forts des services de début (grains et farines — mail — volaille et gibier).

III. — Ils sont divisés en 12 équipes de 15 hommes chacune.

IV. — Le travail des forts consiste dans la décharge, la livraison et la garde des marchandises mises en resserre ou en consigne.

V. — Les hommes commandés dans chaque équipe, pour le service de la décharge, doivent être présents, en toute saison, à 5 heures du matin.

Le nombre des forts préposés au travail de la décharge est en été de 6 par poste, plus un syndic pour deux postes. En hiver, il est de 8 hommes par poste.

Le reste de la compagnie doit arriver sur le marché une demi-heure avant l'ouverture des ventes.

L'appel des forts a lieu cinq minutes avant l'heure fixée pour la prise de service.

Le syndic reçoit les pièces justificatives de provenance qui sont exigées par l'article 39 du décret du 23 avril 1897, c'est-à-dire :

Pour les marchandises expédiées par chemin de fer : la lettre de voiture ou le récépissé à l'adresse du mandataire, et, s'il y a lieu, l'acquit des droits de douane.

Pour les marchandises introduites dans Paris par les portes d'octroi : la quittance des droits d'octroi au timbre du jour, accompagnée d'une déclaration signée par l'expéditeur et portant son adresse ainsi que le poids ou le nombre des colis et le nom du destinataire.

Il vérifie avec soin les feuilles de provenance. Si elles sont reconnues régulières, il y appose un timbre à la date du jour et les remet immédiatement au représentant de la Préfecture de la Seine.

Dans le cas où il constaterait une irrégularité quelconque, il doit en rendre compte sans retard à l'inspecteur de service.

Au fur et à mesure des arrivages, il inscrit sur un carnet spécial conforme au modèle ci-après le nombre de colis à déposer dans les postes des mandataires (V. tabl. p. 217).

Au fur et à mesure de la décharge, les forts transportent les marchandises au poste des destinataires dont les noms sont indiqués par la lettre de voiture ou le récépissé du chemin du fer, ainsi que par l'étiquette apposée sur chaque colis.

VI. — A chaque poste de mandataire est affectée une équipe commandée par un syndic-adjoint, ou une fraction d'équipe commandée par un fonctionnaire syndic-adjoint, suivant l'importance du poste.

Le syndic-adjoint ou le fort en faisant fonctions se tient dans l'intérieur du banc de vente. Il reçoit le lot vendu et le volant du carnet à souches des mains du mandataire ou de son employé, s'assure que le nombre de pièces ou de colis annoncé est exact et remet colis et volant au fort chargé de la livraison en lui annonçant à haute voix le numéro de la vente ainsi que le nom de l'acheteur ou celui de la gardeuse.

VII. — Tous les jours après les ventes, cinq hommes restent

sur le marché pour garder les marchandises invendues et recevoir les colis arrivant en retard.

Trois de ces ouvriers quittent le pavillon à 5 heures du soir, le quatrième à 8 heures et le cinquième passe la nuit.

Le service de garde doit être contrôlé trois fois par semaine, par l'un des syndics-chefs et deux fois par jour par un syndic.

Les rondes des syndics sont consignées sur la feuille de présence déposée à cet effet dans le poste de garde.

ANNEXE II

Tarif du salaire des forts

§ 1^{er}. — DÉCHARGE

Par colis de 4 à 5 kilogrammes.....	» 02
— 6 à 10 —	» 03
— 11 à 20 —	» 05
— 21 à 50 —	» 10
— 51 à 70 —	» 15
— 71 à 100 —	» 20
— au-dessus de 100 —	» 25

§ 2. — GARDE DES MARCHANDISES ET RESSERRE

Pour tout colis.....	» 05
----------------------	------

§ 3. — LIVRAISON

Pour tout colis ou manne.....	» 10
-------------------------------	------

§ 4. — CONSIGNE DES MARCHANDISES VENDUES

(Exécution de l'article 46 § 1^{er} du décret du 23 avril 1897).

Salaire des forts, par colis.....		» 15
Droit de consigne	Par colis de 1 à 20 kilogrammes	» 30
	— 21 à 40 —	» 40
	— 41 à 70 —	» 60
	— 71 à 100 —	» 80
	— au-dessus de 100 —	1 »

ANNEXE III

HALLES CENTRALES
—
VENTE EN GROS
du
Poisson, des Moules
et
des Coquillages

Poste de M. mandataire

Exécution
de l'art. 47 du décret
du 23 avril 1897

DÉCLARATION DE RESSERRE

Pour la Journée du *189*

NOMS DES EXPÉDITEURS	ADRESSES	MARCHANDISE n'ayant pas trouvé acquéreurs.			MARCHANDISE arrivée trop tard		
		NOMBRE DE			NOMBRE DE		
		colis	pièces	kilog.	colis	pièces	kilog.

Certifié exact :

Le mandataire,

PRÉFECTURE DE POLICE

ORDONNANCE

CONCERNANT

la vente en gros des beurres, œufs et fromages

Paris, le 20 juillet 1897.

Nous, Préfet de Police,

Vu : 1° La loi des 16-24 août 1790 (titre XI) et celle des 19-22 juillet 1791 ;

2° La loi du 11 juin 1896 sur les Halles centrales et le décret du 23 avril 1897 rendu pour son exécution ;

3° La loi du 16 avril 1897, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine ;

4° Les arrêtés réglementaires des 28 novembre 1893, 17 octobre et 18 novembre 1896 ;

5° L'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics ;

ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le marché de la vente en gros des beurres, œufs et fromages tiendra tous les jours, les dimanches exceptés.

L'ouverture des ventes *à l'amiable* aura lieu à six heures du matin, du 1^{er} mars au 31 octobre, et à sept heures, du 1^{er} novembre au dernier jour de février.

Les ventes *à la criée* des beurres en mottes commenceront à

huit heures et demie, du 1^{er} mars au 31 octobre, et à neuf heures, du 1^{er} novembre au dernier jour de février.

Les ventes à la criée des *fromages* commenceront à huit heures et demie en toute saison.

Les ventes à la criée des *beurres en demi-kilogramme et des œufs* commenceront à sept heures du matin, du 1^{er} mars au 31 octobre, et à huit heures, du 1^{er} novembre au dernier jour de février.

La vente à la criée des *petits beurres* sera ouverte aussitôt après la clôture de la vente aux enchères des beurres en demi-kilogramme.

La vente à la criée des *beurres salés et fondus* sera ouverte aussitôt après la clôture de la vente aux enchères des petits beurres.

Les ventes à l'amiable seront closes à onze heures.

Les ventes à la criée seront closes à la fin des enchères.

ART. 2. — L'ouverture et la clôture des ventes seront annoncées à son de cloche.

Il est interdit d'opérer des transactions en dehors des heures réglementaires.

Les marchandises non vendues devront rester sur le marché sous la surveillance des forts. Les beurres et les fromages ne pourront être descendus dans les sous-sols que lorsque l'élévation de la température l'exigera et après autorisation de l'Inspecteur principal du marché.

ART. 3. — En cas de retard des arrivages par chemins de fer, les agents des deux Préfectures, après s'être concertés, pourront retarder l'ouverture des ventes à la criée et la clôture des ventes à l'amiable.

ART. 4. — A l'exception des préposés de l'Administration, des expéditeurs justifiant de leur qualité, des mandataires et de leurs employés qui seront munis d'une carte d'identité signée par un mandataire et visée par l'Inspecteur principal du pavillon, il est interdit à toute personne de pénétrer sur le marché en dehors des heures de vente.

Il est également interdit d'ouvrir les colis d'œufs en dehors des heures consacrées aux transactions, c'est-à-dire avant six

heures ou sept heures du matin suivant les saisons, et après la clôture des ventes.

ART. 5. — Toutes les personnes étrangères aux Services de l'Administration et au personnel des mandataires devront quitter le pavillon immédiatement après la clôture des ventes annoncée à son de cloche. Le marché devra être fermé un quart d'heure après la clôture des ventes.

ART. 6. — Il est interdit d'introduire de la margarine ou de l'oléo-margarine dans le pavillon et dans les sous-sols du pavillon 12, sous quelque prétexte que ce soit.

Afin d'en contrôler la nature, il sera opéré des prélèvements sur les marchandises, et les échantillons seront soumis, aux fins d'analyse, à l'examen du laboratoire municipal de chimie.

Des poursuites seront exercées, s'il y a lieu, conformément à la loi du 16 avril 1897.

ART. 7. — Il est interdit :

1° Aux mandataires et aux gens à leur service, aux marchands de denrées similaires et à leurs employés ainsi qu'à toute personne agissant dans un but de concurrence, de circuler continuellement sur le marché, de stationner dans les passages et de prendre des notes sur les prix des marchandises obtenus par les mandataires ;

2° Aux marchands margariniers ainsi qu'aux placiers et représentants d'expéditeurs, de stationner soit sur le marché, soit dans les voies environnantes, et de racoler les acheteurs pour leur vendre de la margarine, du beurre, des œufs ou du fromage.

ART. 8. — Les mottes de beurre, les paniers de beurre en demi-kilogramme et les colis de petits beurres, beurres salés ou fondus devront, après leur déchargement, être numérotés selon leur tour d'arrivage, être pesés et recevoir l'indication du poids, avant d'être mis en vente.

ART. 9. — Il est défendu de vendre à la coupe les beurres en motte, les fromages de Brie, les fromages frais ou à la pie, ainsi que de diviser les colis d'œufs, de beurres en demi-kilogramme, de petits beurres, et les colis de petits fromages.

Les beurres seront vendus par *colis d'origine* et le prix en sera établi *au kilogramme*.

Les œufs seront vendus par *colis d'origine* et le prix en sera établi *au mille*.

Les fromages de pâtes molles seront également vendus par *colis* et le prix en sera établi comme suit :

<i>Par dizaine,</i>		pour les fromages de Brie.
—	—	Monthéry.
<i>Par centaine,</i>	—	Livarot.
—	—	Mont-Dore.
—	—	Neuchâtel.
—	—	Divers.
<i>Par 10 kilogrammes,</i>	—	Géromé.
—	—	Munster.
—	—	Port-Salut.
<i>Par colis,</i>	—	Romatour.
<i>Par colis ou par 10 kilogr.</i>	—	Hollande.
<i>Par colis ou par 10 kilogr.</i>	—	Roquefort.

Les fromages secs seront vendus *à la pièce* ; lorsque leur poids excédera *10 kilogrammes* au moins, le prix en sera établi *au kilogramme*.

ART. 10. — Tout expéditeur qui voudra fixer le prix minimum de ses marchandises devra le faire par lettre ou télégramme adressé à son mandataire avant l'ouverture des ventes.

ART. 11. — Il n'est rien innové aux usages du commerce (1) en ce qui concerne les remises à accorder pour les œufs petits,

(1) CONVENTION DU 21 FÉVRIER 1888 (Extrait).

Règlement pour l'établissement du compte des déchets.

ARTICLE PREMIER. — L'usage de livrer 1.040 œufs pour 1.000 demeurera aboli comme précédemment, ainsi que la vente à la moyenne, et le vendeur devra livrer des œufs sains et marchands. La salubrité de ces œufs sera vérifiée par les compteurs-mireurs, agents commissionnés de la Préfecture de police.

Cette vérification aura lieu obligatoirement hors de la présence ou de l'influence des vendeurs ou des acquéreurs et de leurs employés, et qui que ce soit, sous aucun prétexte, ne sera admis à s'immiscer dans ce travail.

Le but de cette vérification sera d'établir la somme des déchets, c'est-à-dire la quotité des œufs pourris à soustraire à la consommation et celle des œufs petits, gelés, tachés ou dits à la chaux qui, par suite de leur

tachés, pourris ou cassés trouvés dans les colis, non plus que pour les déchets causés par le sondage sur les beurres et les fromages.

valeur marchande moindre, donneront lieu à une réduction sur le montant de la vente.

Ces déchets seront consignés sur les registres des compteurs-mireurs, et copie en sera délivrée aux intéressés.

ART. 2. — Les déchets donneront droit aux réductions suivantes :

- 1° La totalité du nombre des œufs manquants, pourris ou cassés-perdus ;
- 2° Les deux tiers du nombre des œufs tachés ;
- 3° La moitié du nombre des œufs petits ou gelés ;
- 4° Le tiers seulement des œufs dits à la chaux.

(Sont considérés comme petits les œufs passant dans un anneau ou bague de 38 millimètres de diamètre — 0^m038).

La vente d'un colis quelconque sera résiliable de droit, à condition que l'acquéreur prévienne le facteur de la résiliation, par l'intermédiaire du compteur chargé de rendre à celui-ci le compte des déchets, toutes fois que cet agent aura constaté par colis :

- Soit : moitié d'œufs tachés ou pourris ;
- Soit : Un dixième d'œufs à la chaux.

Et, en outre, cette résiliation n'aura d'effet qu'autant que le colis aura été rapporté à la halle le lendemain de la vente avant dix heures du matin, et il sera dû par le vendeur 1 franc au maximum par colis ainsi rapporté, pour frais de transports remboursables à l'acheteur.

Tout colis dont la vente aura été annulée sera revendu par le facteur en toute connaissance de cause et ne pourra plus donner lieu à résiliation.

ART. 3. — La quantité des déchets sera établie comme suit par les compteurs-mireurs, quelle que soit la contenance des colis :

- 1° Si le total des déchets partiels ne s'élevait qu'à deux œufs par colis, il n'en serait pas tenu compte ;
- 2° Si ce total atteignait trois œufs, la réduction à faire à l'acquéreur serait de cinq œufs, et elle serait encore de cinq œufs si le total des déchets ne dépassait pas sept œufs ; mais huit œufs de déchets donneraient droit à un décompte de dix œufs, etc.

En d'autres termes, les déchets seront toujours appliqués par fraction de cinq œufs, soit 5, 10, 15, 20, 25, 50, 75, 100, etc. Toutefois, si le total réel du déchet dépassait ces fractions de deux œufs seulement, cette quantité serait négligée ; mais s'il dépassait de trois œufs, les compteurs-mireurs appliqueraient une fraction de cinq œufs.

ART. 5. — Les frais de comptage seront supportés par l'acquéreur si le moins constaté sur un colis n'atteint pas dix œufs par mille. Mais ils resteront à la charge du vendeur si cette proportion est atteinte ou si celui-ci a négligé d'inscrire sur l'étiquette du colis la quantité d'œufs qu'il renferme.

Les frais de mirage seront également supportés par l'acquéreur lorsque les tachés et pourris additionnés n'atteindront pas cinquante œufs pour

Le service des comptes-mireurs assurera, comme par le passé, la vérification, sur la demande des acquéreurs, des colis d'œufs expédiés aux Halles centrales ainsi que le comptage des fromages vendus au nombre et des beurres en demi-kilogramme.

ART. 12. — Le service des forts et des compteurs-mireurs ainsi que les tarifs de leurs salaires sont déterminés par les tableaux annexés à la présente ordonnance (1).

mille, et ils seront à la charge du vendeur quand cette proportion sera dépassée.

ART. 6. — L'interdiction faite aux acquéreurs par l'article premier de s'immiscer dans le travail des compteurs-mireurs ne s'étendra pas à la vérification du travail en leur présence.

Si, par suite de cette vérification, un acquéreur croyait ce travail fait sans soin, il pourrait demander à ses frais une contre-vérification, mais sans que le règlement à l'expéditeur puisse en être aucunement retardé.

ART. 7. — Les compteurs-mireurs devront refuser tout travail auquel l'acquéreur s'associerait, s'abstenir de travailler tout colis qui ne proviendrait pas des halles ou que l'acheteur voudrait examiner concurremment avec eux et se refuser enfin à constater le déchet de tout colis qui ne serait pas intact, en signalant à ses chefs ces irrégularités.

ART. 8. — Il sera remis à tout acquéreur par le facteur un reçu à souche des emballages qu'il restituera dans les cinq jours suivant celui de la vente.

Si, passé ce délai, l'acquéreur ne pouvait justifier par un reçu avoir restitué les emballages réclamés, il acquitterait d'office une somme de 5 francs pour chaque panier, cage ou emballage à rendre.

Règlement pour le pesage des beurres en mottes.

ARTICLE PREMIER. — Les beurres en mottes continueront à être pesés et vendus sans innovation aucune, le poids du linge étant compris dans celui du beurre, et le plateau des balances devant tomber du côté du beurre.

ART. 2. — Les linges employés doivent être neufs, non ourlés et d'une dimension loyalement suffisante pour protéger la marchandise des impuretés extérieures.

ART. 3. — Toute motte de beurre qui se présente à la vente munie d'un linge d'une disproportion dissimulée subit d'office une réduction de 500 grammes.

ART. 4. — Toute motte enfin qui, d'après convention de ce jour, perdrait après sa vente plus de 100 grammes de son poids, par suite du sondage, subirait une réduction de 500 grammes.

ART. 5. — Il ne sera fait usage que de sondes ayant au maximum 12 millimètres de diamètre.

(1) Voir :

Annexe I. — *Consigne particulière des forts.*

— II. — *Tarif des salaires.*

— III. — *Consigne particulière des compteurs-mireurs.* (Extrait du règlement du 28 novembre 1893).

— IV. — *Tarifs de leurs salaires.*

ART. 13. — Pour faciliter le contrôle au moment de la livraison des marchandises à la grille du pavillon ou dans les parcs de consigne, les mandataires remettront aux acquéreurs une note d'achat portant les indications suffisantes pour établir leur concordance avec le volant n° 1 du carnet à souches.

Les lots ne seront livrés que sur présentation de ce bulletin qui restera entre les mains des forts.

ART. 14. — Il est interdit de transporter des marchandises d'un poste dans un autre.

Dans l'intérêt du bon ordre et de la circulation, lorsqu'un mandataire recevra plus de marchandises que son poste ne peut en contenir, le trop plein sera momentanément déposé, après entente avec le représentant de la Préfecture de la Seine, dans les dépendances d'un des postes les moins encombrés, mais ne pourra être vendu que sur le banc de vente du mandataire auquel la marchandise est adressée.

ART. 15. — Il est expressément défendu aux employés et ouvriers du marché qui appartiennent à la Préfecture de police, d'acheter pour leur compte et pour le compte d'autrui.

Cette défense est étendue aux employés des mandataires.

ART. 16. — La déclaration de resserre et le résumé des opérations prescrits par les articles 47 et 53 du décret du 23 avril 1897 seront établis par les mandataires conformément aux modèles annexés (1) à la présente ordonnance.

La déclaration de resserre sera remise aussitôt après la clôture des ventes, pour contrôle des marchandises, au syndic des forts de garde qui la tiendra à la disposition de l'inspecteur principal.

Le résumé des opérations sera remis à l'inspecteur principal le lendemain avant l'ouverture des ventes.

ART. 17. — Il est interdit aux mandataires d'introduire sur le marché des objets mobiliers tels que caisses, bureaux, tables, balances-bascules, etc., sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation.

Les demandes qui seront adressées à cet effet à l'administration devront indiquer la nature et la dimension des objets.

(2) Voir annexes V et VIII.

ART. 18. — Les dispositions générales de l'ordonnance du 30 décembre 1865 concernant la police des marchés publics sont applicables sur le marché de la vente en gros des beurres, œufs et fromages.

ART. 19. — Les contraventions seront constatées par des procès-verbaux ou rapports qui nous seront adressés à telles fins que de droit.

ART. 20. — Sont abrogés :

1° Les ordonnances de police en date des 29 janvier 1806 et 18 juin 1823 concernant le commerce des beurres, œufs et fromages ;

2° L'arrêté du 20 janvier 1853 et les décisions des 6 septembre 1876 et 22 octobre 1894 fixant le tarif du salaire des forts ;

3° Les règlements ou décisions antérieurs qui déterminent les heures d'ouverture et de clôture de la vente en gros des beurres, œufs et fromages.

ART. 21. — La présente ordonnance sera imprimée et affichée.

L'inspecteur divisionnaire des halles et marchés, le commissaire spécial des halles, l'inspecteur principal et les inspecteurs de la vente en gros des beurres, œufs et fromages sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Le Préfet de police,

LÉPINE.

Par le Préfet de police :

Le Secrétaire général,

E. LAURENT.

ANNEXE I

Consigne particulière des forts.

1. — Les forts à la vente en gros des beurres, œufs et fromages sont au nombre de 96, savoir :

1 syndic-chef ;

3 syndics ;

10 syndics-adjoints ;

82 forts.

Les forts de ce pavillon sont recrutés parmi les forts des ventes en gros du poisson, de la criée des fruits et de la volaille.

Ils ont à subir un nouvel examen de force physique. Cet examen consiste à transporter, sur un parcours de 100 mètres environ, un colis ayant un poids brut de 200 kilogrammes, sans l'emploi du chapeau.

II — Leur travail comprend :

1° La décharge et la manutention ;

2° La livraison ;

3° La garde des marchandises mises en resserre ou en consigne.

III. — La compagnie est divisée en deux équipes commandées chacune par un syndic.

Les équipes avec leur syndic changent de poste tous les mois.

IV. — Tous les forts participent aux travaux de décharge.

Ils se tiennent, autant que possible, dans l'allée transversale du marché pour répondre aux appels des syndics et des « metteurs bas ».

Un tirage au sort désigne, chaque matin, *huit* hommes, à raison de *quatre* par équipe, pour la décharge des beurres en demi-kilogramme et des petits beurres.

Quand ces huit hommes ont terminé leur travail, ils rentrent dans leurs équipes pour reprendre le service ordinaire.

Au fur et à mesure des arrivages, les syndics reçoivent les pièces justificatives de provenance qui sont exigées par l'art. 39 du décret du 23 avril 1897, c'est-à-dire :

Pour les marchandises expédiées par chemins de fer : la lettre de voiture ou le récépissé à l'adresse du mandataire et, s'il y a lieu, l'acquit des droits de douane.

Pour les marchandises introduites dans Paris par les portes d'octroi : la quittance des droits d'octroi, au timbre du jour, accompagnée d'une déclaration signée par l'expéditeur et portant son adresse ainsi que le poids ou le nombre des colis et le nom du destinataire.

Ils comptent les colis et indiquent aux forts le poste auquel ils sont destinés.

Ils vérifient avec soin les feuilles de provenance. Si elles son t

les fonctions se tient auprès du crieur ; il reçoit, en même temps que la marchandise, soit des mains du crieur, soit des mains de l'employé chargé de tenir le livre à souches, le volant destiné à la livraison des marchandises et au contrôle des ventes et remet le tout au « fort livreur », en lui annonçant le nom de l'acheteur et en lui faisant savoir si la marchandise doit être livrée à ce dernier immédiatement ou portée au gardage.

VI. — Le service de garde de jour est composé de sept hommes.

Ce service commence aussitôt après la clôture des ventes et prend fin à sept heures et demie du soir en toute saison.

Cette équipe est alors remplacée par deux hommes qui restent de garde jusqu'au lendemain quatre heures du matin, l'un au pavillon 10, l'autre au pavillon 12. Tous les forts sans exception participent à tour de rôle au service de garde.

VII. — Les postes des mandataires à la vente en gros des fromages sont desservis par une équipe de quatre forts pris, à tour de rôle, dans les deux équipes du beurre.

Le syndic-chef détache en outre sur ce marché le nombre d'hommes nécessaire pour assurer le service.

ANNEXE 11

Tarif du salaire des forts.

§ I. — Vente en gros des beurres et œufs.

1^o Déchargement et Pesage.

Manne de beurre en demi-kilogramme.	0 ^f 15	Le déchargement sera payé double pour tout panier de beurre pesant plus de 200 kilogr. Le déchargement de tout panier contenant plus de 1.500 œufs sera payé à raison de 15 centimes par mille.
Panier de petit beurre.....	0 35	
Panier de beurre de Gournay, dit forain.	0 35	
Beurre en mottes.....	0 15	
Beurre salé et fondu, les 50 kilogrammes.	0 15	
Panier de 1.500 œufs et au-dessous....	0 15	

2^o Enlèvement, Transport et Livraison aux grilles.

Manne de beurre en demi-kilogramme.	0 ^f 10	L'enlèvement, le transport et la livraison aux grilles, de tout panier contenant plus de 1.500 œufs, sera payé à raison de 10 centimes par mille
Panier de petit beurre.....	0 10	
Panier de beurre de Gournay, dit forain.	0 10	
Beurre en mottes.....	0 05	
Beurre salé et fondu, les 50 kilogrammes.	0 10	
Panier de 1.500 œufs et au-dessous....	0 10	

3^o Garde des marchandises invendues ou arrivées après la clôture des ventes.

1 colis de beurre.....	0 ^f 05
1 colis d'œufs.....	0 025

4^o Consigne des marchandises vendues.(Exécution de l'article 46 § 1^{er} du décret du 23 avril 1897).

Salaire des forts, par colis.....	0 ^f 15
Droit de consigne..	{ Beurre, par colis... .. 0 15 { OEufs..... 0 50

§ II. — Vente en gros des fromages.

		DÉCHARGE		SORTIE	
		fr.	c.	fr.	c.
<i>1^{re} Entrée, Pesage et Sortie.</i>					
BRIE.....	{	En panier ou en caisse de 1 à 12 fromages.....	» 15	» 10	
		En panier dit de Bayeux de 1 à 4 fromages.....	» 10	» 10	
		En panier dit de Bayeux, par vente de 1 à 3, de 4 fromages chacun.	» 15	» 10	
COULOMMIERS.....	{	En panier de 21 fromages.....	» 10	» 10	
		Par vente de 2 ou 3 paniers, de 21 chacun.....	» 15	» 10	
BONBONS et GOURNAY.		En caisse ou en manne (le colis).	» 15	» 10	
BOURGOGNE.....	{	La caisse de 12 fromages... ..	» 10	» 10	
		Par vente de 1 à 15.....	» 15	» 10	
MONT-D'OR.....		Par caisse.....	» 15	» 10	
LIVAROT.....	{	La vente de 2 caisses de 24 fromages chacune (fromages placés à plat).....	» 15	» 10	
		La caisse de 1 à 29 (fromages placés à plat).....	» 10	» 10	
		La caisse de 30 à 48 (fromages placés sur champ).....	» 15	» 10	
CAMEMBERT.....	{	La caisse dite demie, de 1 à 36 fromages.....	» 10	» 10	
		La vente de deux demi-caisses de 36 fromages chacune.....	» 15	» 10	
		La caisse de 48 à 72 jusqu'à 90.	» 15	» 10	
PONT-L'ÉVÊQUE et MAROLLES.....	{	Par vente de 1, 2 ou 3 caisses de 12 fromages chacune.....	» 10	» 10	
		Par vente au-dessus de 36 et par colis.....	» 15	0 10	

		DÉCHARGE	SORTIE
		fr. c.	fr. c.
<i>Déchargement, Pesage et Sortie (Suite).</i>			
CHÈVRE.....	Les petits fromages de 1 à 200, par vente.	» 10	» 10
	Les petits fromages de 200 et au-dessus.	» 15	» 10
	Les gros fromages de 1 à 60....	» 10	» 10
GRUYÈRE et CANTAL..	Par pain de 1 à 50 kilogrammes.	» 10	» 10
	Par pain de 51 à 100 kilogrammes.	» 20	» 10
	Par pain de 101 et au-dessus...	» 30	» 20
MUNSTER et GÉROMÉ..	Par vente de 1 à 10 boîtes.	» 10	» 10
PORT-SALUT.....	Par vente de 1 à 10 fromages..	» 10	» 10
HOLLANDE.....	Par vente de 1 à 10 fromages..	» 10	» 10
ROQUEFORT.....	Par vente de 4 fromages ou par caisse de 6 ou de 12, par colis.	» 10	» 10
<i>2° Garde des marchandises invendues ou arrivées après la clôture des ventes.</i>			
Par colis.....			0' 025
<i>3° Consigne des marchandises vendues.</i>			
(Exécution de l'article 46 § 1 ^{er} du décret du 23 avril 1897).			
Salaires des forts, par colis.....			0' 15
Droit de consigne, —			0 30

ANNEXE III

Consigne particulière des compteurs-mireurs.

(Extrait du règlement du 28 novembre 1893).

ART. 9 (modifié). — Les compteurs-mireurs sont recrutés exclusivement parmi les garçons marchands de beurre pouvant

justifier qu'ils ont travaillé dans le commerce des œufs pendant cinq ans au moins.

Ils sont soumis aux règles d'admission fixées pour les forts.

Ils ont à subir un examen d'aptitude. Un concours a lieu, à cet effet, une fois par an au mois d'octobre ou de novembre, devant une commission composée : du commissaire spécial des halles, de l'inspecteur principal du marché, du chef-compteur et d'un chef-adjoint.

ART. 88. — L'effectif du service est fixé à 95 hommes se répartissant ainsi qu'il suit :

1 chef ;
3 chefs-adjoints ;
4 sous-chefs ;
77 compteurs-mireurs ;
40 compteurs-mireurs auxiliaires.
TOTAL : 95

ART. 89. — Le compteur-mireur chef est chargé, sous le contrôle de l'inspecteur principal et des inspecteurs, de la direction du service et plus spécialement de la surveillance du travail dans l'intérieur du marché.

ART. 90. — Les trois chefs-adjoints exercent le contrôle du service au point de vue de la discipline et de la bonne exécution du travail soit aux halles centrales, soit en ville. Un d'eux est désigné pour remplacer le chef-compteur en cas d'absence.

Chacun des chefs-adjoints est attaché alternativement, pendant une semaine, à l'une des circonscriptions délimitées ainsi qu'il suit :

1^{re} Circonscription.

Cette circonscription comprend :

La rue de Rivoli (de la rue de Marengo au boulevard de Sébastopol), le boulevard de Sébastopol (de la rue de Rivoli à la rue Etienne-Marcel), la rue Etienne-Marcel (du boulevard de Sébastopol à la place des Victoires, numéros impairs jusqu'à la place des Victoires), la rue Croix-des-Petits-Champs (numéros pairs), la rue de Marengo.

2^e Circonscription.

A partir du périmètre des halles jusqu'aux anciens boulevards extérieurs.

3^e Circonscription.

Des anciens boulevards extérieurs à l'enceinte fortifiée.

ART. 91. — Le chef-adjoint chargé de la 4^{re} circonscription reçoit les commandes conjointement avec le chef de service.

Les deux autres chefs-adjoints surveillent le travail intérieur de la halle (pavillons 10 et 12) jusqu'au moment où les commandes en ville sont distribuées aux compteurs-mireurs.

ART. 92. — Les quatre sous-chefs participent au travail des compteurs-mireurs. Ils remplacent les chefs-adjoints absents pour une cause quelconque, de manière à assurer constamment le service du contrôle.

Pendant la durée de leur intérim, ils reçoivent intégralement la part revenant au titulaire de l'emploi sur l'allocation de 5 0/0 prélevée sur les salaires du personnel.

ART. 93. — Les compteurs-mireurs sont appelés à travailler indistinctement dans tous les quartiers de la ville de Paris.

ART. 94. — Le personnel de service doit être présent au marché :

A 6 heures du matin en été (du 1^{er} avril au 30 septembre) ;

A 7 heures du matin en hiver (du 1^{er} octobre au 31 mars).

Toutefois, lorsque l'abondance des arrivages le nécessite, l'Inspecteur principal peut modifier ces heures d'arrivée.

ART. 95. — Les commandes de travail sont inscrites, au fur et à mesure de leur réception, par le chef de service sur un registre spécial indiquant :

1^o Le numéro d'ordre (service du 1^{er} janvier au 31 décembre) ;

2^o La date et l'heure de la commande ;

3^o Les noms et adresses des acquéreurs ;

4^o Le nombre des colis à vérifier ;

5^o Les noms des compteurs-mireurs.

ART. 96. — L'effectif des compteurs-mireurs est divisé en trois équipes qui assurent à tour de rôle le service dans les trois circonscriptions, chaque équipe travaillant huit jours dans la même circonscription,

ART. 97. — Des bulletins, en nombre égal à celui des ouvriers de chaque équipe, sont préparés avec les indications suivantes :

- 1° Numéro d'ordre du registre des commandes ;
- 2° Date de la commande ;
- 3° Nom et adresse de l'acquéreur ;
- 4° Nombre de colis à vérifier et leur contenance.

Chaque bulletin est visé par le chef-compteur, qui mentionne l'heure du départ des ouvriers.

ART. 98. — Ces bulletins, comprenant chacun un nombre à peu près égal de commandes groupées autant que possible dans un même quartier, sont répartis par un tirage au sort entre les hommes de chaque équipe.

Les noms de ces hommes sont reproduits sur le registre de réception des commandes en regard du nom des commerçants.

Lorsque par suite de l'insuffisance des commandes ou d'une insuffisance légitime, un certain nombre d'ouvriers n'ont pu travailler, ils sont appelés le lendemain à participer avant les autres au tirage au sort des commandes.

ART. 99. — Aucun compteur-mireur ne peut travailler deux jours de suite chez un même commerçant. Dans le cas où le résultat du tirage au sort serait contraire à cette disposition, le bulletin de travail est modifié en conséquence.

ART. 100. — Les compteurs-mireurs indiquent sur leur bulletin l'heure de l'arrivée au domicile de chaque commerçant, ainsi que l'heure du départ.

ART. 101. — Avant de procéder à la vérification d'un colis chez un commerçant, le compteur-mireur vérifie si l'étiquette de l'expéditeur est encore adhérente. Il s'assure également si les colis sont intacts. Si l'état du colis est defectueux, il refuse d'exécuter le travail et mentionne le fait sur le bulletin.

Dès le lendemain matin, le chef de service en informe l'inspecteur principal du marché, qui charge le chef-adjoint, contrôleur de la circonscription, de s'assurer de l'exactitude de la déclaration du compteur-mireur.

ART. 102. — Dans aucun cas et sous aucun prétexte, les compteurs-mireurs ne peuvent se faire aider par une personne étrangère au service.

ART. 103. — Les compteurs-mireurs constatent le résultat de leur travail sur un carnet spécial indiquant :

- 1° Les noms des facteurs ;
- 2° Les noms des expéditeurs ;
- 3° Les noms et adresses des acheteurs ;
- 4° La nature et la quantité des marchandises ;
- 5° Les différences en plus ou en moins avec les quantités annoncées par l'étiquette ;
- 6° La nature des déchets ;
- 7° Le salaire qui aura été perçu.

ART. 104. — Il est rappelé aux compteurs-mireurs que les commerçants chez lesquels ils ont été occupés peuvent consigner sur les bulletins les observations qu'ils jugent convenables.

ART. 105. — Dès le lendemain matin, les carnets et bulletins sont remis au chef de service.

ART. 106. — Après le tirage au sort opéré chaque jour, conformément à l'art. 98, une copie des bulletins de travail est remise aux chefs-adjoints chargés de la surveillance. Le chef-compteur leur indique ceux des commerçants chez lesquels ils doivent se rendre, soit pour y contrôler la présence du compteur-mireur, soit pour y opérer, le cas échéant, une contre-vérification des colis.

La contre-vérification opérée spontanément par le chef-adjoint ne donne lieu à aucune rétribution de la part des commerçants.

ART. 107. — Les chefs-adjoints font connaître les résultats de leur contrôle sur le bulletin qui leur a été remis ; ils indiquent en regard des noms des ouvriers contrôlés :

- 1° L'heure de leur passage et de leur départ ;
- 2° La présence du compteur-mireur ou son absence, en mentionnant l'exécution ou la non-exécution du travail ;
- 3° La contre-vérification des œufs opérée le cas échéant ;
- 4° Les observations du commerçant.

ART. 108. — Les feuilles de contrôle sont remises dès le lendemain matin au chef-compteur qui, à l'aide des bulletins de travail des ouvriers contrôlés la veille, s'assure si le temps a été régulièrement employé soit par les chefs-adjoints, soit par les compteurs-mireurs.

Il résume ses observations dans un rapport journalier qu'il remet à l'inspecteur principal avec pièces à l'appui.

ART. 109. — L'inspecteur principal nous adresse chaque mois un rapport sur l'ensemble des opérations du service.

Il fait connaître dans ce relevé mensuel le nombre de colis d'œufs :

1° Introduits à la vente en gros des halles ;

2° Dont la vérification a été demandée par les acquéreurs ;

3° Sur lesquels des différences ont été constatées, en plus ou en moins, avec les quantités énoncées par les étiquettes ;

4° Dont le prix de vente, après vérification du colis, a été l'objet d'une augmentation ou d'une réduction.

Enfin il mentionne les qualités d'œufs reconnus impropres à la consommation.

.....

ART. 112. — Lorsque les colis d'œufs sont déchargés aux halles centrales ou enlevés par les acheteurs, les forts doivent signaler à l'inspecteur principal ceux qui ne seraient pas intacts.

ART. 113. — Si l'on constate la trace de coulage par suite d'œufs cassés ou si, d'après l'état extérieur de la caisse, on peut supposer que des œufs ont été distraits, le facteur ou l'acquéreur doivent être immédiatement avertis. Sur la demande des intéressés, le contenu de la caisse est compté et miré dans le sous-sol du pavillon X.

ART. 114. — Il est expressément interdit aux compteurs-mireurs de se servir, pour le mirage des œufs dans le sous-sol du marché, de chandeliers autres que ceux du modèle adopté pour cet usage.

.....

ART. 119. — L'emploi de compteur-mireur est incompatible avec tout commerce ayant pour objet la vente des beurres, œufs et fromages.

ART. 120. — En aucun cas, les compteurs-mireurs ne peuvent être appelés à travailler chez les commerçants dont ils sont les parents ou alliés.



ANNEXE IV

Tarif des salaires des compteurs-mireurs.**§ 1^{er}. — Beurres en demi-kilogrammes.**

Comptage d'une manne ou d'un panier de beurre en demi-kilogramme, 25 centimes.

Pesage de tous les pains de beurre en demi-kilogramme contenus dans une manne, 25 centimes.

§ 2. — Œufs.

Comptage de 1,000 œufs, 25 centimes.

Mirage, 60 centimes.

Passage à l'anneau (1) (par colis), 15 centimes.

Double comptage en cas de non-concordance entre l'étiquette et son contenu (par 1,000 œufs), 25 centimes.

Triage des œufs frais (par colis), 25 centimes.

§ 3. — Fromages.

Comptage d'un colis de fromages, 15 centimes.

Indemnité de déplacement par chaque homme employé au travail, hors du périmètre des halles :

1^o Jusqu'aux anciens boulevards extérieurs, 75 centimes ;

2^o Des boulevards extérieurs jusqu'aux fortifications, 1 fr. 25.

(1) Il n'est rien alloué aux compteurs lorsque le nombre des œufs passés à l'anneau est inférieur à dix.

ANNEXE V

HALLES CENTRALES

VENTE EN GROS

des

BEURRES ET OEUFS

Poste

Exécution de l'article 47 du décret du 23 avril 1897.

DÉCLARATION DE RESSERRE

Pour la journée du 189

NOMS ET ADRESSES des EXPÉDITEURS	MARCHANDISES n'ayant pas trouvé acquéreur						MARCHANDISES arrivées trop tard.					
	NOMBRE DE MOTTES ET DE COLIS						NOMBRE DE MOTTES ET DE COLIS					
	beurres en mottes.	beurres en 1/2 kil.	petits beurres.	beurre salé.	beurre fondu.	œufs.	beurres en mottes.	beurres en 1/2 kil.	petits beurres.	beurre salé.	beurre fondu.	œufs.
TOTAUX par espèce.												
TOTAUX par catégorie	 mottes. colis						mottes , colis					
TOTAL GÉNÉRAL....							} Mottes Colis					

CERTIFIÉ EXACT :

Le Mandataire,

HALLES CENTRALES

VENTE EN GROS
des
BEURRES ET ŒUFS

Poste

Exécution de l'ar-
ticle 53 du décret
du 23 avril 1897.

Résumé des opérations du

189

ESPÈCES	QUANTITÉS DE MARCHANDISES EN KILOGRAMMES					PRODUIT DES VENTES		OBSERVATIONS
	RESSERVAIRE de la veille	ARRIVAGES du jour.	TOTAL	VENDES		à la criée	à l'amiable	
				à la criée	TOTAL			
Beurres en mottes., — en 1/2 kilog								
Petits beurres.....								
Beurre salé								
Beurre fondu.....								
Œufs.....								
TOTAL.....								
Livres n°. Ventes du n°. au n°.								

CERTIFIÉ CONFORME A MES LIVRES.
Le Mandataire.

ANNEXE VI

ANNEXE.

ANNEXE VII

HALLES CENTRALES

VENTE EN GROS
des
FROMAGES

Poste

Exécution de l'article 47 du décret du 23 avril 1897.

DÉCLARATION DE RESSERRE

Pour la journée du 189 .

NOMS ET ADRESSES des EXPÉDITEURS	MARCHANDISES n'ayant pas trouvé acquéreur	MARCHANDISES arrivées trop tard.
	NOMBRE DE COLIS	
	FROMAGES à pâte sèche	FROMAGES à pâte molle
	FROMAGES à pâte sèche	FROMAGES à pâte molle
Totaux par espèce.		
Totaux par catégorie		
TOTAL GÉNÉRAL.....		

HALLES CENTRALES

VENTE EN GROS
des

FROMAGES

Posté

Exécution de l'ar-
ticle 53 du décret
du 23 avril 1897.

244

ANNEXE.

ANNEXE VIII

Résumé des opérations du 189

ESPÈCES	QUANTITÉS DE MARCHANDISES EN KILOGRAMMES					PRODUIT DES VENTES			OBSERVATIONS
	RESSERVE de la veille	ARRIVAGES du jour	TOTAL	VENDUES		à la criée	à l'amiable	TOTAL	
				à la criée	à l'amiable				
Fromages à pâte molle									
Fromages à pâte sèche.									
TOTAL.....									
Livres n°					Ventes du n°		au n°		

CERTIFIÉ CONFORME A MES LIVRES.
Le Mandataire,

PRÉFECTURE DE POLICE

ORDONNANCE

CONCERNANT

**la vente en gros des produits du jardinage sur le
carreau forain des halles centrales.**

Paris, le 20 juillet 1897.

Nous, Préfet de police,

Vu : 1° La loi des 16-24 août 1790 (titre XI) et celle des 19-22 juillet 1791 ;

2° La loi du 11 juin 1896 sur les halles centrales et le décret du 23 avril 1897, rendu pour son exécution ;

3° Les arrêtés réglementaires en date des 28 novembre 1893, 17 octobre et 28 novembre 1896 ;

4° L'arrêté de M. le Préfet de la Seine, en date du 20 juillet 1897, concernant le carreau forain des halles,

ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les ventes en gros de ces divers produits du jardinage aux halles centrales continueront à tenir tous les jours.

Elles commenceront à 3 heures du matin du 1^{er} avril au 30 septembre, et à 4 heures du matin du 1^{er} octobre au 31 mars. Exception est faite pour la vente des pois et haricots verts, sur le marché spécial des denrées, qui commencera à 11 heures du soir, du 15 mai au 31 octobre.

Les ventes cesseront à 8 heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre, et à 9 heures du matin, du 1^{er} octobre au 31 mars.

Exceptionnellement, en cas de retard des arrivages par les

chemins de fer et s'il y a abondance de marchandises, la clôture des ventes pourra être reculée d'une demi-heure au plus, après entente entre les agents des deux préfectures.

Le stationnement des jardiniers-maraîchers occupant des places concédées par abonnement prendra fin à 7 heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre, et à 8 heures du matin pendant le reste de l'année.

L'ouverture et la clôture des ventes seront annoncées à son de cloche.

ART. 2. — Les voitures chargées de marchandises à destination du carreau forain des halles, y pénétreront en files, par les diverses rues qui y aboutissent, suivant les indications qui seront données aux conducteurs par les agents de la Préfecture de police.

Ces voitures devront se rendre directement à leurs files respectives en se plaçant à la queue au fur et à mesure de leur arrivée; elles ne pourront sous aucun prétexte stationner sur d'autres voies que celles affectées à ces files

ART. 3. — Dès que les files de voitures seront formées, les conducteurs, à quelque distance qu'ils se trouvent du carreau, ne pourront quitter ces files sous aucun prétexte, sauf en cas de force majeure dûment constaté. Ils devront conserver leur rang jusqu'à destination.

Les contraventions à la disposition précédente, seront relevées soit par les agents de la brigade des halles, dans le périmètre déterminé par l'art. 9 de l'arrêté réglementaire du 18 novembre 1896, soit par les agents de l'arrondissement dans lequel elles auront été constatées.

ART. 4. — Les cultivateurs qui ne vendront pas leur marchandise eux-mêmes ne pourront la faire vendre que par des membres de leur famille, ou par des personnes continuellement à leurs gages et qui justifieront de ces qualités à la demande des préposés et agents de l'administration.

Les approvisionneurs produiront, au moment de l'arrivée de leurs marchandises, et à toute réquisition pendant le marché, une pièce authentique, portant leur nom et leur adresse et indiquant l'origine de leurs apports, sous peine de l'exclusion prévue par l'art. 57 du décret du 23 avril 1897.

Les approvisionneurs et marchands devront vendre leurs marchandises eux-mêmes.

Il est interdit à toute personne installée sur le carreau de trafiquer de sa place et d'y recevoir des regrattiers.

ART. 5. — Les voitures seront déchargées suivant leur tour d'arrivée et sans aucune préférence, sur le canton affecté au placement des denrées qu'elles contiendront.

Elles devront être emmenées immédiatement après le déchargement et ne pourront stationner que sur les lieux désignés à cet effet par la Préfecture de la Seine.

Le déchargement des denrées pourra commencer dès onze heures du soir ; il devra être complètement terminé une heure avant la clôture des ventes.

Les marchandises expédiées par les compagnies de chemins de fer pourront, néanmoins, être déchargées plus tard en cas de retard des trains.

Les denrées amenées par les trains du chemin de fer sur route de Paris à Arpajon, seront placées à proximité des rails, sur les divers cantons qu'ils desservent, suivant la nature des denrées.

ART. 6. — Aucun colis vide ne sera reçu sur le carreau au moment du placement.

Chaque cultivateur, approvisionneur ou marchand doit présenter la totalité de ses apports (marchandises du jour ou de resserre), au moment de son placement.

ART. 7. — Un espace suffisant pour la circulation sera laissé libre entre les pavillons des halles, s'il y a lieu, ou les maisons particulières et les places occupées par les marchands. Cet espace sera d'un mètre sur les emplacements où les trottoirs auront trois mètres de largeur.

ART. 8. — Les commerçants établis dans les rues qui font partie du carreau forain des halles ne pourront, pendant la tenue du marché, faire des étalages sur les trottoirs au-devant de leurs magasins que sur une profondeur de cinquante centimètres.

ART. 9. — La vente des champignons sauvages est interdite sur le carreau forain des halles.

Ces champignons devront être déposés sur l'emplacement spécial désigné par M.le Préfet de la Seine et ne pourront être

mis en vente qu'après examen par le service compétent. Afin de faciliter cet examen ils ne seront placés dans leur emballage que sur deux couches.

ART. 10. — Les marchandises destinées à être vendues au poids porteront sur les emballages quels qu'ils soient, une étiquette indiquant exactement :

Les nom et adresse du vendeur ;

Le poids brut, la tare du colis ;

Le poids net de la marchandise ;

La somme consignée pour la valeur de l'emballage.

Les emballages contenant des marchandises destinées à être vendues au nombre porteront également une étiquette qui indiquera les nom et adresse du vendeur et la quantité de la marchandise.

ART. 11. — Les fonds des paniers et autres colis ne doivent être garnis qu'avec la quantité de feuilles, paille, etc. . . indispensable à la conservation de la marchandise.

Il est expressément défendu de mettre au fond des paniers et autres colis, des fruits et des légumes d'une espèce différente ou d'une qualité inférieure à celle des fruits ou légumes qui sont au-dessus.

Les marchandises vendues au volume, en sacs, en mannes ou à la botte, seront, lors de la confection des colis ou des bottes, disposées de façon à éviter les vides et à donner par le seul aspect des emballages ou bottelages l'idée exacte du volume de la marchandise.

Toutes tromperies ou tentatives de tromperies sur le poids, la quantité ou la nature de la marchandise seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés au tribunal correctionnel pour application de la loi du 27 mars 1851 ou de l'art. 423 du Code pénal.

ART. 12. — Il est défendu d'apporter sur le marché des denrées avariées, corrompues ou insalubres.

Le commissaire spécial des halles fera saisir celles qui se trouveraient dans ce cas et dresser, s'il y a lieu, procès-verbal contre le délinquant.

ART. 13. — Les feuilles de vigne et généralement toutes ver-

dures décoratives ne seront acceptées sur le carreau que sur la présentation d'un certificat d'origine authentique.

ART. 14. — Les marchandises exposées en vente sur un point quelconque du carreau, qu'elles aient été vendues ou qu'elles soient encore à vendre, ne pourront, sous aucun prétexte, être transportées et déposées sur un autre point du marché.

ART. 15. — La décharge des marchandises sur l'emplacement affecté à chaque approvisionneur d'après son tour d'arrivée sera effectuée exclusivement par les forts, sauf l'exception prévue par le règlement d'administration publique, en ce qui concerne les jardiniers maraîchers (abonnés).

Le service de ces ouvriers ainsi que les tarifs de leurs salaires sont déterminés par les consignes et le tableau annexés à la présente ordonnance (1).

ART. 16. — Il est interdit d'introduire sur le carreau des objets mobiliers, tels que caisses, bureaux, tables, balances-bascules, etc., sans en avoir obtenu l'autorisation.

Les demandes qui seront adressées à cet effet à l'administration, devront indiquer la nature et les dimensions des objets.

ART. 17. — Il est défendu aux employés et ouvriers du marché, qui dépendent de la Préfecture de police, d'y acheter pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui.

ART. 18. — Les dispositions générales de l'ordonnance du 30 décembre 1863, concernant la police des marchés publics, sont applicables sur le carreau forain des halles.

ART. 19. — Les marchands forains seront tenus de se retirer du carreau immédiatement après la vente et l'enlèvement de leurs denrées, et au plus tard aux heures fixées par l'article premier, pour la clôture du marché.

Ils devront, en même temps, déclarer au bureau de l'inspecteur principal la nature et la quantité de marchandises non vendues et qu'ils mettront en resserre, pour être présentées au marché du lendemain.

(1) Voir :

- Annexe I. — *Consigne particulière des forts du carreau forain.*
— II. — — — — *du marché aux pois,*
— III. — *Tarif des salaires.*

Toute transaction est formellement interdite après la sonnerie de cloche annonçant la fin des ventes.

Aussitôt que des marchandises seront vendues, elles devront être enlevées du carreau.

Celles qui y seraient laissées, après qu'elles auront été vendues, seront envoyées d'office à la fourrière des haltes, à la disposition et aux frais de l'acheteur, contre lequel il sera dressé procès-verbal pour infraction aux dispositions du paragraphe précédent.

Toute marchandise dont la présence sur le marché constituerait une contravention aux dispositions de la présente ordonnance sera, s'il y a lieu, transportée d'office à la fourrière des halles.

ART. 20. — Les contraventions à la présente ordonnance seront constatées par des procès-verbaux ou rapports qui nous seront adressés à telles fins que de droit.

ART. 21. — Sont abrogés :

1° L'ordonnance du 11 octobre 1858 concernant le carreau forain des halles centrales ;

2° L'ordonnance du 18 mai 1855 et les décisions des 6 juin 1842, 4 novembre 1878 et 18 juin 1885 fixant le tarif du salaire des forts.

ART. 22. — La présente ordonnance sera imprimée et affichée.

L'inspecteur divisionnaire des halles et marchés, le commissaire spécial des halles, le directeur de la police municipale et les agents sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Le Préfet de police,
LÉPINE.

Par le Préfet de police :
Le Secrétaire général,
E. LAURENT.

ANNEXE I

Consigne particulière des forts du carreau forain.

I. — Le service des forts de la vente en gros des fruits et légumes, sur le carreau forain des halles, consiste dans le déchargement et le placement des marchandises, quelles qu'elles soient.

Il a, en outre, pour but de rechercher et de signaler aux inspecteurs les infractions aux lois et règlements (placements d'office, mise en vente de marchandises avariées ou fardées, fraudes de toute nature, regrat, déplacements de marchandises, etc.).

II. — l'effectif de cette compagnie est composé de :

1 syndic-chef.
1 syndic-chef-adjoint.
4 syndics.
8 syndics-adjoints.
90 forts.

soit 104 hommes.

III. — L'appel a lieu tous les soirs, à 10 h. 45 m., en présence du syndic-chef ou du syndic-chef-adjoint. Les syndics, syndics-adjoints et forts doivent se trouver sur leurs cantons respectifs à 10 h. 55 m.

IV. — Les forts du carreau sont répartis en quatre équipes commandées chacune par un syndic, aidé de deux syndics-adjoints.

Le syndic-chef et le syndic-chef-adjoint sont chargés de la surveillance générale du service.

V. — Les quatre équipes assurent la décharge et le placement des denrées sur les cantons du carreau désignés ci-après :

	<i>Première équipe.</i>
	Fruits.
	Asperges.
Rue Rambuteau....	Trains d'Arpajon.
	Choux et choux-fleurs de Bretagne.

Deuxième équipe.

Rue Rambuteau.....	{	Champignons.
		Carottes et navets en sacs ou en paquets.
		Artichauts.
		Herbes vertes, aulx et laurier.

Troisième équipe.

Rue Rambuteau et rue	{	Montreuil.
Pierre-Lescot.....	{	Pommes de terre.

Quatrième équipe.

Rues Baltard, Berger,	{	Légumes lavés « Montesson » et « Crois-
des Halles, du Pont-		sy ».
Neuf, des Bourdon-		Produits dits de « Versailles ».
nais.		« Vertus » et « Noisy ».
Voies couvertes.....	{	Fleurs — « Chambourey. »

VI. — Du 15 mai au 31 octobre, dix forts, prélevés sur les quatre équipes, et un syndic-adjoint de la première équipe, assureront le déchargement et le placement des produits du Midi dans l'emplacement spécial qui leur est affecté rue des Halles et rue des Bourdonnais.

VII. — Au moment de l'appel, des feuilles de contrôle sont distribuées aux forts préposés à la perception du salaire.

Ces feuilles, sur lesquelles les arrivages sont inscrits, au fur et à mesure du placement, doivent indiquer : 1^o le nom du forain (cultivateur ou approvisionneur); 2^o la quantité de marchandises déchargées (en colis ou en vrac); 3^o le salaire perçu.

VIII. — Les syndics-adjoints veillent à ce que les voitures soient placées dès leur arrivée sur le canton, et selon le tour d'arrivage, dans les emplacements où elles doivent être déchargées.

Ils donnent aux forts placeurs toutes les indications nécessaires à cet effet.

Ils veillent également à ce que le déchargement des voitures soit opéré le plus rapidement possible.

IX. — Les syndics-adjoints signalent à leurs syndics les points de leur canton trop chargés sur lesquels les forts ne sont pas en nombre suffisant pour la décharge.

Si les syndics ne peuvent, avec leur effectif, pourvoir les points trop chargés de leurs cantons du renfort nécessaire, ils en rendent compte au syndic-chef ou au syndic-chef-adjoint, qui recherche, sur les cantons les moins chargés, les hommes inoccupés pour les envoyer sur les points où ils font défaut.

X. — Chacune des équipes fournit, suivant la saison, un ou deux forts de planton qui sont placés aux jonctions des files de voitures, et ont pour consigne de prêter un concours effectif aux gardiens de la paix de service sur ces points et chargés de faire pénétrer les voitures sur le carreau au fur et à mesure de la décharge et proportionnellement au nombre approximatif de celles composant les files se rendant sur le même canton.

XI. — Dans chaque équipe, le syndic-chef désigne, parmi les plus aptes, et après avis de l'inspecteur principal, les forts qui sont spécialement affectés au placement des voitures sur les divers cantons.

XII. — Le service est terminé à 7 h. 15 m. du matin du 1^{er} avril au 30 septembre, et à 8 h. 15 du 1^{er} octobre au 31 mars.

XIII. — Cinq forts dans chaque équipe et un syndic-adjoint restent, chaque jour et à tour de rôle, sur le carreau une demi-heure après la clôture des ventes.

Ils ont pour mission :

1^o De rechercher les marchandises qui seraient restées en litige sur le carreau et de les transporter au bureau de l'inspecteur principal pour qu'elles reçoivent la destination prévue par les règlements ;

2^o De participer au renvoi des forains après la clôture du marché.

ANNEXE II

Consigne particulière des forts du marché aux pois et haricots verts.

I. — Le service du déchargement et du placement des denrées sur le marché aux pois et haricots verts, rue des Halles, est assuré par deux équipes de forts alternant entre elles et dont les effectifs sont composés ainsi qu'il suit :

Première équipe.

Effectif de la compagnie des forts de la *vente en gros du poisson*.

Deuxième équipe.

Effectif de la compagnie des forts de la *vente en gros de la volaille et du gibier*, et de l'équipe de forts du *port aux fruits*.

II. — L'appel des forts a lieu tous les soirs à 10 h. 45 et les syndics et forts doivent se trouver à 10 h. 55 sur les emplacements qui leur seront désignés.

III. — La participation au travail sur le marché aux pois et haricots verts est facultative pour les forts des compagnies fournissant ces deux équipes.

Toutefois, si le nombre de syndics, de syndics-adjoints ou de forts s'abstenant de participer aux travaux de ce marché ne permet pas d'assurer le service, les syndics-chefs doivent, par voie de tirage au sort, recruter un personnel suffisant pour exécuter le travail.

IV. — Chaque jour, les syndics-chefs dressent une liste des syndics, syndics-adjoints et forts qui ont manifesté l'intention de se rendre au marché aux pois le lendemain.

Ceux de ces derniers qui manqueraient à ce service seraient passibles des mesures disciplinaires prévues par l'arrêté réglementaire du 18 novembre 1896.

V. — Les syndics, syndics-adjoints ou forts désignés par le sort dans le cas prévu au § 2 de l'art. 3 et qui s'abstiendraient de se rendre au marché aux pois et haricots, seraient également passibles des mêmes mesures.

VI. — Les syndics-chefs peuvent répartir le travail en deux périodes, suivant les besoins du service :

Première période : de 11 heures à 2 heures ;

Deuxième période : de 2 heures à l'ouverture des ventes dans leurs marchés respectifs.

Lorsqu'il peut être procédé à cette répartition, les forts désignés pour participer à la décharge dans leurs marchés d'attache doivent être désignés d'office pour travailler durant la première période.

VII. — Un syndic ou un syndic-adjoint et dix forts doivent rester tous les jours sur le marché aux pois et haricots, depuis l'ouverture des ventes dans leurs marchés respectifs, jusqu'à 8 h. 30.

VIII. — Au moment de l'appel, des feuilles de contrôle sont distribuées aux forts préposés à la perception du salaire.

Ces feuilles, sur lesquelles sont inscrites toutes les marchandises placées, au fur et à mesure du déchargement, doivent indiquer :

- 1° Le nom du forain (cultivateur ou approvisionneur) ;
- 2° Les quantités de marchandises placées ;
- 3° Le nombre de mètres occupés ;
- 4° Le salaire perçu.

IX. — Les syndics-chefs veillent à ce que les voitures soient placées et déchargées aussi rapidement que possible et au fur et à mesure de leur arrivée.

X. — Lorsque l'emplacement fait défaut, les syndics-chefs peuvent réoccuper les places devenues vacantes par suite de l'enlèvement de marchandises vendues au cours du marché.

XI. — Après la clôture des ventes, le syndic et les forts désignés pour rester sur le marché jusqu'à 8 h. 30, s'assurent si des marchandises sont restées en litige sur le marché et les envoient au bureau de l'inspecteur principal (pavillon 6), pour qu'elles reçoivent la destination prévue par les règlements.

ANNEXE III

Tarif du salaire des forts du carreau.

ARTICLES	POIDS	PRIX
I. — TARIF GÉNÉRAL	kilogr.	fr. c.
<i>Décharge de paniers, sacs, mannes, paquets bannés.</i>		
(Fruits, légumes et fleurs).		
3 colis pesant de.....	1 à 18	0 05
2 —	9 à 12	0 05
1 —	13 à 25	0 05
1 —	26 à 75	0 10
1 —	76 à 150	0 15
1 —	151 à 200	0 20
1 —	201 à 250	0 25
1 —	251 à 300	0 30
1 —	301 à 350	0 35
1 —	351 à 400	0 40
1 —	401 à 450	0 45
1 —	451 à 500	0 50
1 —	501 à 600	0 70
1 —	601 à 1000	1 »
II. — TARIF SPÉCIAL		
§ 1 ^{er} .		
Fraises, 2 paniers pesant chacun moins de...	10 kil.	0 05
— 1 panier pesant.....	10 k. et au-des.	0 05
Pommes de terre nouvelles, paniers dits « petits côtés » pesant moins de.....	12 kil.	0 05
Pommes de terre nouvelles, paniers dits « grands côtés » et « clichés » pesant de...	13 à 22 kil.	0 10
Artichaut poivrade, pour la décharge de....	100 bottes	0 40
Plants d'artichauts, plusieurs bottes pesant ensemble jusqu'à... ..	25 kil.	0 05
Asperges, les.....	12 bottes	0 10
Betteraves cuites, les 5 petits paniers.....		0 05
Choux-fleurs.....	le cent.	0 30
Navets de Flins et paquets bannés de tous légumes, 6 paquets pesant de.....	1 à 6 kil.	0 05
Navets de Flins et paquets bannés de tous légumes, au-dessus de.....	6 kil.	Tarif général
Melons....	5 pièces	0 05
Potirons et giraumons, 2 pesant chacun de.	1 à 15 kil.	0 05
— — 1 — —	16 à 50 kil.	0 05
— — 1 — —	51 k. et au-des.	0 10

ARTICLES	POIDS	PRIX
Champignons, par panier pesant moins de...	20 kil.	0 05
Concombres	le cent.	0 30
§ 2.		
<i>Voitures chargées</i>		
1° Conduite à bras d'une voiture dételée, du lieu de remisage à l'emplacement de la vente, garde, fourniture de cales, tréteaux, etc., tout compris.....		1 25
2° Décharge d'une voiture d'herbes vertes...	les 100 bottes.	0 40
3° Choux, décharge d'une voiture contenant de 1,000 à 2,000 têtes.....		1 »
Choux, décharge d'une voiture contenant plus de 2,000 têtes.....		1 50
4° Navets	pour décharge de 100 bottes ou paquets.....	
Carottes		
Salsifis		0 40
Poireaux		
Oignons		
Salades.....		1 »

TABLE DES MATIERES

	Pages.
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I. — Historique de la réglementation des halles centrales.....	13
CHAPITRE II. — La loi du 11 juin 1896 et l'organisation actuelle de la profession de mandataire aux halles.....	43
CHAPITRE III. — Comparaison avec les institutions étrangères. — Réformes possibles.....	128
PIÈCES ANNEXES.....	141

